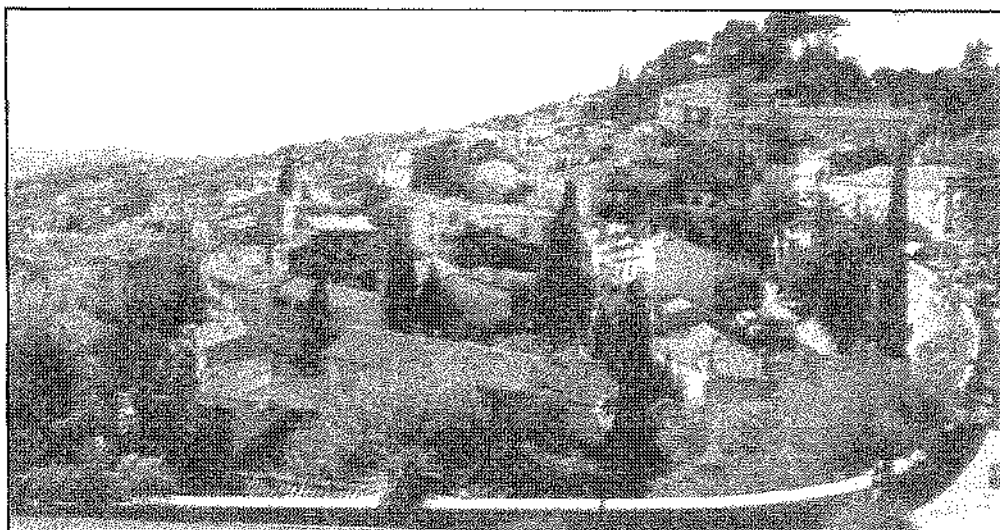


**RECUEIL  
DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
DE LA  
COMMUNE DE  
BORMES LES MIMOSAS**



**SITE : [www.ville-bormes.fr](http://www.ville-bormes.fr)**



**NOVEMBRE 2014**

**PUBLIE LE : 10 DECEMBRE 2014.**

**AVIS A LA PRESSE LOCALE LE : 10 DECEMBRE 2014.**

**MIS A LA DISPOSITION DU PUBLIC LE : 10 DECEMBRE 2014.**

**MIS EN LIGNE SUR LE SITE INTERNET LE : 10 DECEMBRE 2014.**

**IMPRIMERIE MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Le recueil des actes administratifs rassemble les actes réglementaires (actes édictant des règles de portée générale et impersonnelle) pris par les assemblées délibérantes et leurs exécutifs, dans les communes de 3500 habitants et plus.

Sa parution est mensuelle.

Concrètement, ce sont les actes réglementaires suivants :

- les délibérations adoptées par le Conseil municipal en séance publique ;
- les décisions prises par le maire en vertu de la délégation de pouvoir qui lui est accordée par le Conseil municipal dans certains domaines de compétence énumérés par la loi (Code général des collectivités territoriales) ;
- les arrêtés, actes pris par le maire dans le cadre de l'exercice de ses pouvoirs propres, notamment en matière de police.

Renseignements auprès de la Direction Générale des Services : 04.94.05.34.53 [secretariat.dgs@ville-bormes.fr](mailto:secretariat.dgs@ville-bormes.fr)

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS  
DE LA COMMUNE DE BORMES LES MIMOSAS  
NOVEMBRE 2014**

**SOMMAIRE**

**ARRETES DE LA COMMUNE**

N° 2014/986	portant autorisation de travaux sur le domaine public communal – 26 rue Carnot <b>SOCIETE STALT</b>
N° 2014/992	portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement sur le domaine public communal – Place Pouverin <b>ENTREPRISE LAVANDOU SERVICE</b>
N° 2014/993	portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement sur le domaine public communal- Avenue Lou Misträou <b>EUROVIA MEDITERRANEE</b>
N° 2014/994	portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement sur le domaine public communal – Route de Bénat – Route des Lavandières <b>SAS DONNET</b>
N° 2014/1003	portant constitution des membres du <b>Conseil Portuaire</b> – Modifications
N° 2014/1005	instituant un bureau principal de vote en collectivité pour l'élection des représentants du personnel au <b>Comité Technique</b> et au <b>C.H.S.C.T.</b>
N° 2014/1006	instituant un bureau principal de vote en collectivité pour l'élection des représentants du personnel à la <b>Commission Administrative Paritaire</b>
N° 2014/1007	portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement sur le domaine public communal – Chemin de la Sauge <b>ENTREPRISE ARELEC INDUSTRIE</b>
N° 2014/1011	portant autorisation de circulation d'un véhicule d'un tonnage supérieur à la réglementation en vigueur sur la commune <b>SOCIETE PROXIGAZ</b>
N° 2014/1012	relatif à la restriction de l'utilisation des terrains sportifs <b>Du 13 au 16 novembre 2014</b>
N° 2014/1014	portant autorisation de circulation d'un véhicule d'un tonnage supérieur à la réglementation en vigueur sur la commune <b>SOCIETE MAISONS DU MIDI</b>
N° 2014/1017	portant autorisation de circulation d'un véhicule d'un tonnage supérieur à la réglementation en vigueur sur la commune <b>ENTREPRISE CEMEX BETONS SUD-EST</b>
N° 2014/1018	Arrêté de péril ordinaire <b>Monsieur Jacques ROUX</b>
N° 2014/1019	portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement sur le domaine public communal – Rue du Romarin <b>ENTREPRISE GMS ET OSN TELEPHONIE</b>
N° 2014/1025	portant interdiction des activités de baignade en mer, de sports nautiques et subaquatiques, de navigation d'engins non immatriculés Opération de diagnostic de pollution pyrotechnique <b>CAP BLANC</b>

N° 2014/1029	portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement sur le domaine public communal Rue Safran <b>ERDF</b>
N° 2014/1030	portant autorisation de circulation d'un véhicule d'un tonnage supérieur à la réglementation en vigueur sur la commune <b>ERDF</b>
N° 2014/1032	portant réglementation de stationnement sur le domaine public communal Rue Carnot <b>SOCIETE « DE CAMPOS SENRA »</b>
N° 2014/1033	portant autorisation de circulation d'un véhicule d'un tonnage supérieur à la réglementation en vigueur sur la commune <b>SOCIETE PROXIGAZ</b>
N° 2014/1039	portant autorisation de manifestation <b>« TELETHON 2014 »</b>
N° 2014/1043	portant réglementation du stationnement sur le domaine public communal Boulevard des amandiers <b>FRANCOIS BAMMERT</b>
N° 2014/1046	portant réglementation du stationnement sur le domaine public communal Bd des Amandiers <b>FRANCOIS BAMMERT</b>
N° 2014/1047	Relatif à la restriction de l'utilisation des terrains sportifs <b>DU 27 AU 30 NOVEMBRE 2014</b>

#### **CONSEIL MUNICIPAL DU 5 NOVEMBRE 2014**

##### **DELIBERATIONS**

N° 2014/11/183	Adoption du règlement intérieur du transport scolaire – Modifications.
N° 2014/11/184	Adoption du règlement intérieur du complexe sportif « BORMISPORT » de Bormes les Mimosas.
N° 2014/11/185	Modification du règlement intérieur des accueils de loisirs de Bormes les Mimosas : vacances/périscolaire/mercredi.
N° 2014/11/186	Attribution d'une subvention exceptionnelle à l'association « RUGBY CLUB DES PLAGES ».
N° 2014/11/187	Attribution d'une subvention exceptionnelle à l'association « TRAIT D'UNION ».
N° 2014/11/188	Financement du syndicat intercommunal de prévention des inondations – Modification de la clé de répartition des dépenses entre les communes de Bormes et du Lavandou.
N° 2014/11/189	Procès-verbal de cession gracieuse de motopompes.
N° 2014/11/190	Convention commune / copropriété Hameau des Roches Brunes – Transports scolaires.
N° 2014/11/191	Contrat d'entretien des toitures terrasses des bâtiments communaux.
N° 2014/11/192	SYMIELECVAR – Adhésion de la commune du Muy.
N° 2014/11/193	Rapport d'activités 2013 – SYMIELECVAR.

N° 2014/11/194	Approbation du rapport annuel 2013 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets – Communauté de Communes Méditerranée Portes des Maures.
N° 2014/11/195	Approbation du rapport d'activités 2013 – MPM.
N° 2014/11/196	Modification du tableau des effectifs suite à une demande de reclassement.
N° 2014/11/197	Indemnité de conseil allouée au comptable du trésor.
N° 2014/11/198	Prescription de la modification n°1 du PLU + <b>NOTICE EXPLICATIVE</b>
N° 2014/11/199	Modification du programme d'aménagement d'ensemble du quartier de la gare (PAE) + <b>PERIMETRE DU PROGRAMME D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE).</b>
N° 2014/11/200	Prescription de la révision générale du PLU – Définition des modalités de concertation + <b>NOTICE EXPLICATIVE.</b>
N° 2014/11/201	Attribution de subventions dans le cadre de l'opération « Au cœur du village ».
N° 2014/11/202	Autorisation de signature concernant la déclaration préalable pour le remplacement et la rénovation des menuiseries extérieures de la Mairie.
N° 2014/11/203	Avis sur le projet de charte du parc national de Port-Cros.
N° 2014/11/204	Information sur les décisions prises par délégation du conseil municipal.

#### **DECISION**

N° 2014/10/205	portant désignation d'un avocat au Tribunal Administratif de Toulon <b>CAVE COURME</b>
----------------	---

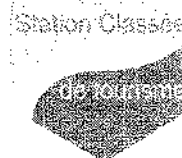
**ARRETES PRIS PAR LA COMMUNE**

**NOVEMBRE 2014**

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Service Police Municipale  
PA/PC/PG/VA/JPB/FS

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR

**ARRÊTÉ N°2014/986****Portant autorisation de travaux sur le domaine public communal****26 rue Carnot**

Monsieur François ARIZZI, Maire de la commune de Bormes-les-Mimosas,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-5,

Vu le Code de la Route,

Vu la demande en date du 09 octobre 2014, présentée par Laurent DI MERCURIO, représentant de la société « STALT », stalt@orange.fr, sise 221 hameau des Bertrands, 83340 Le Thoronet, sollicitant l'autorisation de poser un échafaudage (réfection de toiture), 26 rue Carnot, 83230, à Bormes-les-Mimosas,

Considérant qu'il appartient au Maire de réglementer la circulation et stationnement des véhicules dans les limites du territoire de la commune,

Considérant qu'il convient pour la sécurité des personnes et des biens d'une part, et pour le bon déroulement de cette intervention sur le plan technique d'autre part, de prendre des mesures restrictives quant à la circulation et au stationnement des véhicules,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** La société « STALT » est autorisée à poser un échafaudage, à l'adresse suivante : 26 rue Carnot, section AA n°100, 83230 Bormes-les-Mimosas. La signalétique du chantier sera obligatoirement mise en place par la société.

**ARTICLE 2 :** La présente autorisation est délivrée pour la période du lundi 10 novembre 2014 au vendredi 28 novembre 2014.

**ARTICLE 3 :** L'entreprise intervenante devra être porteuse du présent arrêté, qui devra être présenté à toute réquisition des services de Police ou de Gendarmerie. Elle sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant en résulter.

**ARTICLE 4 :** Tout véhicule en infraction au stationnement, prévu dans cet arrêté, fera l'objet d'un enlèvement et placé en fourrière aux frais du contrevenant, qui devra s'acquitter également du montant de la contravention.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Bormes-les-Mimosas,  
Monsieur le Chef de Service Principal de la Police Municipale,  
Monsieur le Directeur Général des Services Techniques,  
Monsieur le Chef de Corps des Sapeurs-Pompiers de Bormes-les-Mimosas,  
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bormes-les-Mimosas, le 03 novembre 2014



L'Adjoint au Maire,  
Délégué à la Sécurité,

**Philippe CRIPPA**

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Service Police Municipale  
FA/PC/PG/VA/JPB/FS

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS

LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR

Station Classée

**ARRÊTÉ N° 2014/992**

**Portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement  
sur le domaine public communal**

**Place Pouverin**

Monsieur François ARIZZI, Maire de la commune de Bormes-les-Mimosas,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-5,

Vu le Code de la Route,

Vu la demande présentée par l'entreprise « **LAVANDOU SERVICES** », route des Lavandières, 83230 Bormes-les-Mimosas, sollicitant la réservation de deux emplacements de stationnement, parking place Pouverin, 83230 Bormes-les-Mimosas dans le cadre de travaux dans un logement communal,

Considérant qu'il appartient au Maire de réglementer la circulation et stationnement des véhicules dans les limites du territoire de la commune,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Du mardi 04 novembre 2014 au vendredi 05 décembre 2014, pendant les travaux dans un logement communal, le stationnement des véhicules sera réglementé selon les dispositions suivantes :

- 2 emplacements de stationnement seront réservés à la l'entreprise « **LAVANDOU SERVICES** », parking place Pouverin, 83230 Bormes-les-Mimosas.

La signalétique du chantier sera obligatoirement mise en place par l'entreprise si nécessaire.

**ARTICLE 2 :** Le demandeur devra afficher la nature et la durée des travaux, ainsi que la personne à contacter. Il est rappelé que l'affichage du présent arrêté, sur le site, est **obligatoire**.

**ARTICLE 3 :** Les véhicules en infraction au présent arrêté seront verbalisés et mis en fourrière.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Maire, Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques Municipaux, et Monsieur le Chef de Service Principal de la Police Municipale de la commune de Bormes-les-Mimosas, Monsieur le Commandant de la Brigade territoriale autonome de la Gendarmerie Nationale de Bormes-les-Mimosas, Monsieur le Chef de Corps des Sapeurs-Pompiers de Bormes-les-Mimosas, Seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution et du respect du présent arrêté.

Date d'affichage :

Fait à Bormes-les-Mimosas, le 04 novembre 2014



L'Adjoint au Maire,  
Délégué à la Sécurité,

Philippe CRIPPA



**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Service Police Municipale  
FA/PC/PG/VA/JPB/FS

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS

LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR

**ARRÊTÉ N° 2014/993**

**Portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement  
sur le domaine public communal**

**Avenue Lou Mistraou**

Monsieur François ARIZZI, Maire de la commune de Bormes-les-Mimosas,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-5,

Vu le Code de la Route,

Vu la demande présentée par l'entreprise « EUROVIA Méditerranée », [patrick.dejean@eurovia.com](mailto:patrick.dejean@eurovia.com), sise 6 rue de Bruxelles, ZAC la Poulasse, 83210, Solliès-Pont, en vue d'effectuer la réfection des revêtements autour des abribus, arrêt du Grand Bleu, avenue Lou Mistraou, 83230, à Bormes-les-Mimosas,

Considérant qu'il appartient au Maire de réglementer la circulation et stationnement des véhicules dans les limites du territoire de la commune,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Du lundi 17 novembre 2014 au vendredi 05 décembre 2014, pendant la réfection des revêtements autour des abribus, arrêt du Grand Bleu, avenue Lou Mistraou, la circulation et le stationnement des véhicules seront réglementés selon les dispositions suivantes :

- Restrictions au stationnement
- La signalétique du chantier sera obligatoirement mise en place par l'entreprise

**ARTICLE 2 :** Le demandeur devra afficher la nature et la durée des travaux, ainsi que la personne à contacter. Il est rappelé que l'affichage du présent arrêté, sur le site, est **obligatoire**.

**ARTICLE 3 :** Les véhicules en infraction au présent arrêté seront verbalisés et mis en fourrière.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Maire, Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques Municipaux, et Monsieur le Chef de Service Principal de la Police Municipale de la commune de Bormes-les-Mimosas, Monsieur le Commandant de la Brigade territoriale autonome de la Gendarmerie Nationale de Bormes-les-Mimosas, Monsieur le Chef de Corps des Sapeurs-Pompiers de Bormes-les-Mimosas, Seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution et du respect du présent arrêté.

**Date d'affichage :**

Fait à Bormes-les-Mimosas, le 05 novembre 2014



L'Adjoint au Maire,  
Délégué à la Sécurité,

**Philippe CRIPPA**

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Service Police Municipale  
FA/PC/PG/VA/JPB/FS

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS

LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR

**ARRÊTÉ N° 2014/994**

**Portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement  
sur le domaine public communal**

**Route de Bénat – Route des Lavandières**

Monsieur François ARIZZI, Maire de la commune de Bormes-les-Mimosas,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-5,

Vu le Code de la Route,

Vu la demande présentée par l'entreprise « SAS DONNET », info@donnet.fr, sise 6, quartier Bas Jasson, 83250, la Londe-les-Maures, en vue d'effectuer la réfection des trottoirs, route de Bénat, et la mise en place des caniveaux à grille et avaloirs, route des Lavandières, 83230, à Bormes-les-Mimosas,

Considérant qu'il appartient au Maire de réglementer la circulation et stationnement des véhicules dans les limites du territoire de la commune,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Du lundi 17 novembre 2014 au lundi 15 décembre 2014, pendant la réfection des trottoirs, route de Bénat, et la mise en place des caniveaux à grille et avaloirs, route des Lavandières, la circulation et le stationnement des véhicules seront règlementés selon les dispositions suivantes :

- Restrictions au stationnement et à la circulation
- Circulation alternée manuelle ou par feux tricolores
- La signalétique du chantier sera obligatoirement mise en place par l'entreprise, conformément aux schémas CF23 et CF24 ci-joints

**ARTICLE 2 :** Le demandeur devra afficher la nature et la durée des travaux, ainsi que la personne à contacter. Il est rappelé que l'affichage du présent arrêté, sur le site, est **obligatoire**.

**ARTICLE 3 :** Les véhicules en infraction au présent arrêté seront verbalisés et mis en fourrière.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Maire, Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques Municipaux, et Monsieur le Chef de Service Principal de la Police Municipale de la commune de Bormes-les-Mimosas, Monsieur le Commandant de la Brigade territoriale autonome de la Gendarmerie Nationale de Bormes-les-Mimosas, Monsieur le Chef de Corps des Sapeurs-Pompiers de Bormes-les-Mimosas, Seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution et du respect du présent arrêté.

**Date d'affichage :**

Fait à Bormes-les-Mimosas, le 05 novembre 2014

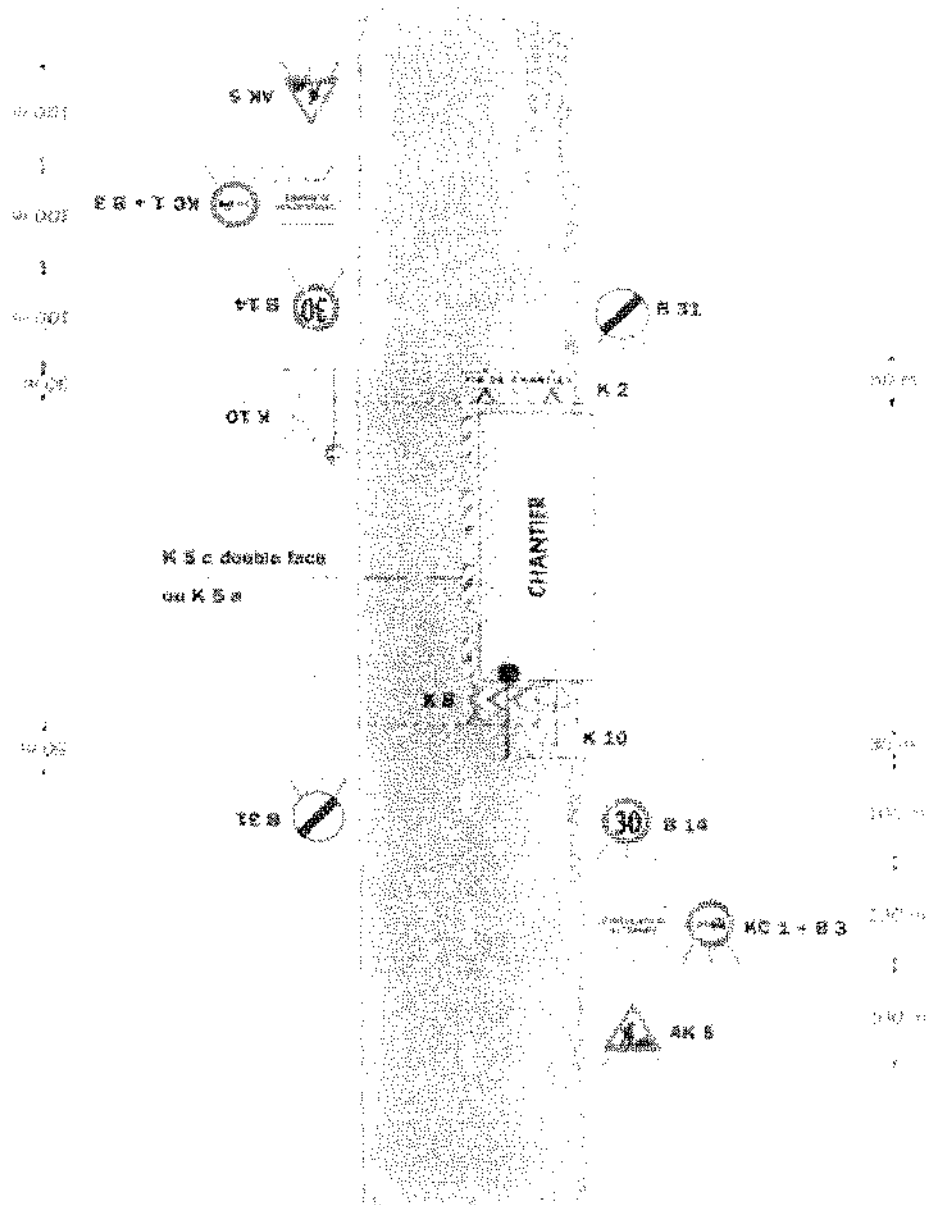


L'Adjoint au Maire,  
Délégué à la Sécurité,

**Philippe CRIPPA**

Alternat par piquets K 10

Circulation alternée  
Route à 2 voies



**Remarque(s) :**

- Dispositif applicable uniquement de jour et sous certaines conditions. Cf. Signalisation temporaire - Les alternés.

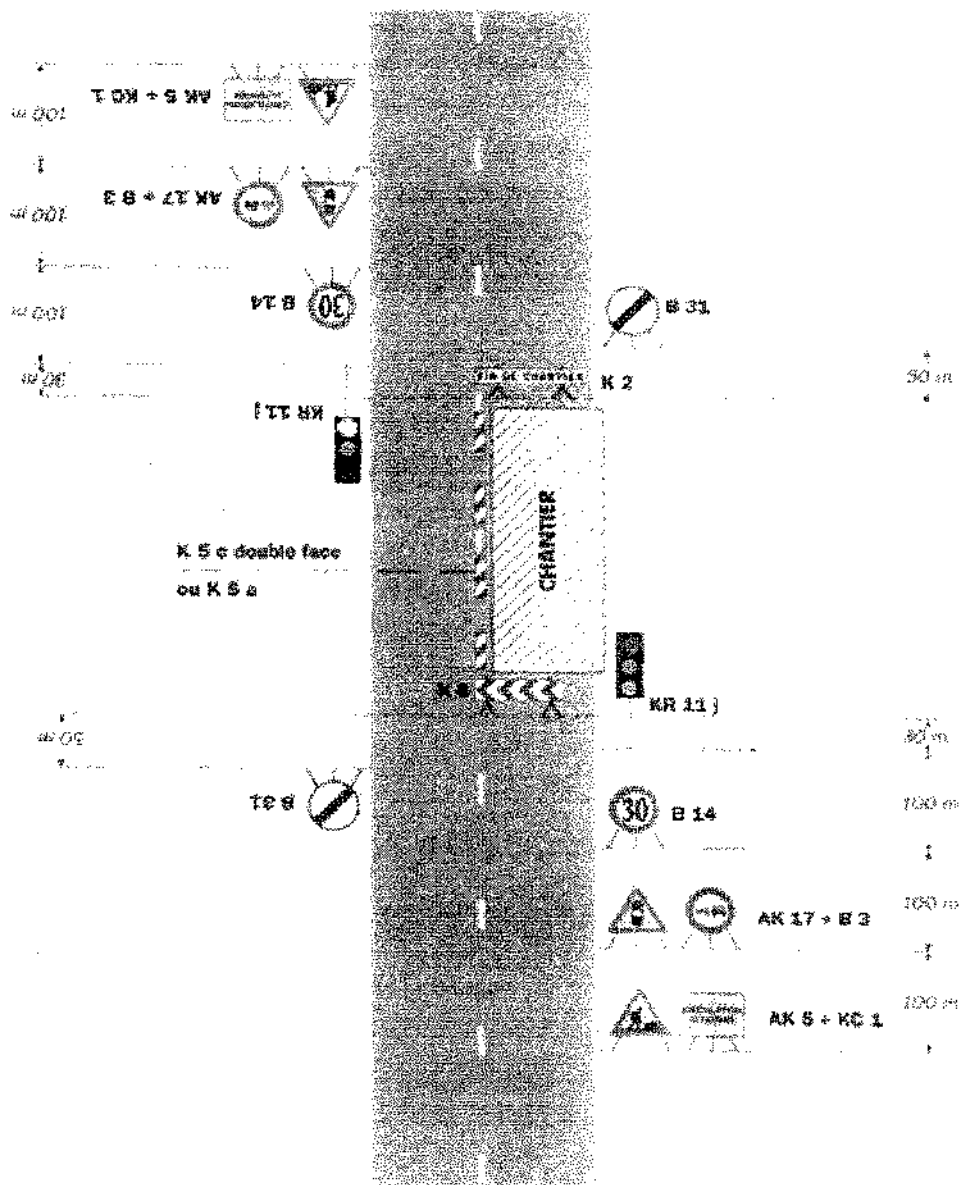
Un panneau B 14 de limitation de vitesse à 70 km/h peut éventuellement être interposé entre les panneaux AK 5 et KB 1.

# Chantiers fixes



Alternat par signaux tricolores

Circulation alternée  
Route à 2 voies



## Remarque(s) :

- Schéma à appliquer notamment lorsque l'alternat doit être maintenu de nuit, en absence de visibilité réciproque.
- Pour le réglage des signaux tricolores : Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.

- Un panneau B 1a de limitation de vitesse à 70 km/h peut éventuellement être intercalé entre les panneaux AK 5 et AK 17.

VILLE DE  
BORMES-LES-MIMOSAS



Reçu en Préfecture le

10 NOV. 2014

N° 2014/1003

## ARRÊTÉ

### Portant constitution des membres du Conseil Portuaire - Modification

Direction Générale des Services  
FA/VA/CM

Nous François ARIZZI, Maire de la commune de BORMES LES MIMOSAS,  
Vu la loi n°82.213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,  
Vu la loi n°83.8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,  
Vu la loi n°83.663 du 22 juillet 1983,  
Vu le décret n°83.1068 du 8 décembre 1983,  
Vu le décret n°83.1104 du 20 décembre 1983,  
Vu le décret n°83.1244 du 30 décembre 1983 modifiant le code des Ports Maritimes relatif aux procédures de consultation et d'enquête dans les ports maritimes et prorogeant la validité du mandat des membres des Conseils d'Administration des ports autonomes maritimes et des commissions permanentes d'enquête des ports autonomes et non autonomes,  
Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet du Var en date du 5 janvier 1984, transférant la compétence en matière de ports maritimes de plaisance au Maire,  
Vu le Code des Ports Maritimes, en particulier le chapitre II – Articles R.622.1 et R.622.2 portant dispositions relatives aux ports communaux,  
Vu l'arrêté n°95/110 en date du 8 novembre 1995 portant constitution du Conseil Portuaire,  
Vu la délibération n°2014/03/07 en date du 29 mars 2014 relative à l'installation du nouveau conseil municipal suite à l'élection municipale du 23 mars 2014,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n° 2014/1003 en date du 7 novembre 2014 annule et remplace l'arrêté n°2014/397 en date du 5 mai 2014, reçu en Préfecture le 12 mai 2014.

**ARTICLE 2 :** La nouvelle constitution des membres du Conseil Portuaire de BORMES LES MIMOSAS est composée comme suit :

**PRESIDENT :** M. François ARIZZI, Maire de Bormes les Mimosas.

**SUPPLEANT :** Monsieur Alain COMBE, Adjoint aux travaux.

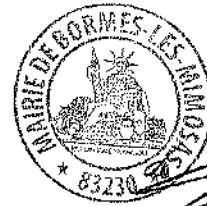
N° 2014/1003  
(Suite 2/3)

MEMBRES	TITULAIRES	SUPPLEANTS
<b>Représentants du Concessionnaire</b>	M. Jean-Paul MEUNIER P.D.G. du Y.C.I.B.M.	M. Jean-Pierre GASTAUD Directeur du Y.C.I.B.M.
<b>Représentants du personnel concerné par la gestion du Port</b>	M. Christian LISOT Maître de Port Principal	M. Sébastien PRADALIER Maître de Port Adjoint
<b>Représentants du personnel Communal</b>	<b>M. Vincent AMIET</b> <b>Directeur Général des Services</b> <b>Mairie de BORMES LES MIMOSAS</b>	M. Frédéric DUPIED Directeur Général des Services Techniques Mairie de BORMES LES MIMOSAS
<b>Membres représentants les usagers permanents du Port navigation de plaisance</b>	M. Marc BUONOMO 13 rue Eugénie Apt D 343 83400 HYERES  M. Claude JULIEN 18 chemin de la pinède Gaou-Bénat 83230 BORMES LES MIMOSAS  M. Jean GLASSON 117 allée du Haut Batailler 83230 BORMES LES MIMOSAS	M. Claude FELIX Hameau des Cactus 2181 route des Lavandières 83230 BORMES LES MIMOSAS  M. SERREAU Jean 356 Chemin des Gervais La Calade 13090 AIX EN PROVENCE  M. Gilles MENDIBOURE 88 impasse des pins Le Mont des Roses 83230 BORMES LES MIMOSAS
<b>Membres représentants les usagers Permanents du Port, autres</b>		
<b>SERVICES NAUTIQUES</b>	SOCIETE YACHTING CENTER M. Dominique LE HIRES Immeuble l'Esquillette 83230 BORMES LES MIMOSAS	SOCIETE PBC Bassin d'honneur Village de la mer 83230 BORMES LES MIMOSAS
<b>ASSOCIATIONS SPORTIVES</b>	ECOLE DE VOILE M. Serge MAZZOCHI Centre Nautique 83230 BORMES LES MIMOSAS	CLUB DE PECHE DE LA POINTE DU GOURON M. Vincent TINACCI 238 Boulevard du Port 83230 BORMES LES MIMOSAS
<b>ASSOCIATIONS TOURISTIQUES</b>	OFFICE MUNICIPAL DU TOURISME Mme COLLET Valérie Place Gambetta 83230 BORMES LES MIMOSAS	France STATION NAUTIQUE Représentée par Mme DARNAULT Christiane Mairie de BORMES LES Msas 1 Place Saint François 83230 BORMES LES MIMOSAS
<b>REPRESENTANTS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR</b>	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR M. Jacques VERDINO Vie Consulaire 236 Boulevard Maréchal Leclerc CS 90008 83107 TOULON Cedex	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR M. Bernard TOMASINI Vie Consulaire 236 Boulevard Maréchal Leclerc CS 9008 831077 TOULON Cedex

N° 2014/1003  
(suite 3/3)

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Maire de Bormes-les-Mimosas, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Préfet.

Fait à Bormes les Mimosas, le 7 novembre 2014



Le Maire,

  
François ARIZZI

**VILLE DE  
BORMES-LES-MIMOSAS**



Service du Personnel  
FA/PG/VA/PF

Reçu en Préfecture le

12 NOV. 2014

N° 2014/1005

**ARRÊTÉ**

**INSTITUANT UN BUREAU PRINCIPAL DE VOTE  
EN COLLECTIVITE POUR L'ELECTION  
DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL  
AU COMITE TECHNIQUE ET AU C.H.S.C.T**

Le Maire de la commune de Bormes les Mimosas,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale;

Vu le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 relatif aux Comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics;

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif aux Comités d'Hygiène et Sécurité et Conditions de Travail (C.H.S.C.T) des collectivités territoriales et de leurs établissements publics;

Vu l'arrêté ministériel du 03 juin 2014 fixant au 04 décembre 2014 la date de l'élection des représentants du personnel aux Comités Techniques (C.T) des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Il est institué à la mairie de Bormes les Mimosas (83230), place Saint François dans la salle Henri Chartier un bureau de vote principal pour l'élection des représentants du personnel au comité technique et au C.H.S.C.T.

**ARTICLE 2 :** Le bureau de vote principal sera composé comme suit :

Président : Monsieur François ARIZZI  
Secrétaire : Madame Laëtitia COUTURIER

**ARTICLE 3 :** Le bureau de vote principal sera ouvert le 04 décembre 2014 de 8 heures à 17 heures.

**ARTICLE 4 :** Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

**ARTICLE 5 :** Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'en application des dispositions du décret n° 65-29 du 11 janvier 1965 modifié le 28 novembre 1983, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de l'affichage.

**ARTICLE 6 :** Le Directeur Général des Services et le Directeur Général Adjoint des Services sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée.

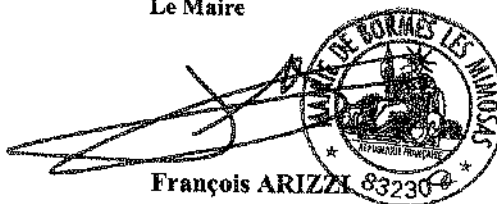
**Ampliation transmise :**

- Le Préfet du Var
- Le Président du Centre de Gestion

**Affiché en mairie**

Fait à Bormes les Mimosas, le 07/11/2014

Le Maire

  
François ARIZZI 83230



**VILLE DE  
BORMES-LES-MIMOSAS**



Service du Personnel  
FA/PG/VA/PF

Reçu en Préfecture le

12 NOV. 2014

N° 2014/1006

**ARRÊTÉ**

**INSTITUANT UN BUREAU PRINCIPAL DE VOTE  
EN COLLECTIVITE POUR L'ELECTION DES  
REPRESENTANTS DU PERSONNEL A LA  
COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE**

Le Maire de la commune de Bormes les Mimosas,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale;

Vu le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 relatif aux Commissions Administratives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics;

Vu le décret n° 95-1018 du 14 septembre 1995 fixant la répartition des fonctionnaires territoriaux en groupes hiérarchiques;

Vu l'arrêté ministériel du 03 juin 2014 fixant au 04 décembre 2014 la date de l'élection des représentants du personnel aux Commissions Administratives Paritaires (C.A.P) des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Il est institué à la mairie de Bormes les Mimosas (83230), place Saint François dans la salle Henri Chartier un bureau de vote principal pour l'élection des représentants du personnel à la commission administrative paritaire de catégorie C placée auprès du Centre de gestion du Var, dont relèvent le personnel de la mairie de BORMES LES MIMOSAS.

**ARTICLE 2 :** Le bureau de vote principal sera composé comme suit :

Président : Monsieur François ARIZZI  
Secrétaire : Monsieur Philippe FOULQUIER

**ARTICLE 3 :** Le bureau de vote principal sera ouvert le 04 décembre 2014 de 8 heures à 17 heures.

**ARTICLE 4 :** Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

**ARTICLE 5 :** Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'en application des dispositions du décret n° 65-29 du 11 janvier 1965 modifié le 28 novembre 1983, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de l'affichage.

**ARTICLE 6 :** Le Directeur Général des Services et le Directeur Général Adjoint des Services sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée.


**Ampliation transmise :**

- Le Préfet du Var
- Le Président du Centre de Gestion

**Affiché en mairie**

Fait à Bormes les Mimosas, le 07/11/2014

Le Maire

  
François ARIZZI



**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Service Police Municipale  
FA/PC/PG/VA/JPB/FS

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS

LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR

Stationnement

**ARRÊTÉ N° 2014/1007**

**Portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement  
sur le domaine public communal**

**Chemin de la Sauge**

Monsieur François ARIZZI, Maire de la commune de Bormes-les-Mimosas,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-5,  
Vu le Code de la Route,  
Vu la demande présentée par l'entreprise « ARELEC INDUSTRIE », arelec.industrie@orange.fr, 300 rue de l'Initiative, ZAC des Bousquets, 83990 Cuers, en vue d'effectuer des travaux de terrassement pour la réparation des réseaux ERDF suite aux inondations, angle du chemin de la Sauge, 83230 à Bormes-les-Mimosas,  
Considérant qu'il appartient au Maire de réglementer la circulation et stationnement des véhicules dans les limites du territoire de la commune,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Du jeudi 20 novembre 2014 au vendredi 05 décembre 2014, pendant les travaux de terrassement pour la réparation des réseaux ERDF suite aux inondations, angle du chemin de la Sauge, la circulation et le stationnement des véhicules seront réglementés selon les dispositions suivantes :

- Restrictions au stationnement et à la circulation
- Circulation alternée manuelle ou par feux tricolores si nécessaire
- La signalétique du chantier sera obligatoirement mise en place par l'entreprise, conformément aux schémas CF23 et CF24 ci-joints

**ARTICLE 2 :** Le demandeur devra afficher la nature et la durée des travaux, ainsi que la personne à contacter. Il est rappelé que l'affichage du présent arrêté, sur le site, est obligatoire.

**ARTICLE 3 :** Les véhicules en infraction au présent arrêté seront verbalisés et mis en fourrière.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Maire, Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques Municipaux, et Monsieur le Chef de Service Principal de la Police Municipale de la commune de Bormes-les-Mimosas, Monsieur le Commandant de la Brigade territoriale autonome de la Gendarmerie Nationale de Bormes-les-Mimosas, Monsieur le Chef de Corps des Sapeurs-Pompiers de Bormes-les-Mimosas, Seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution et du respect du présent arrêté.

**Date d'affichage :**

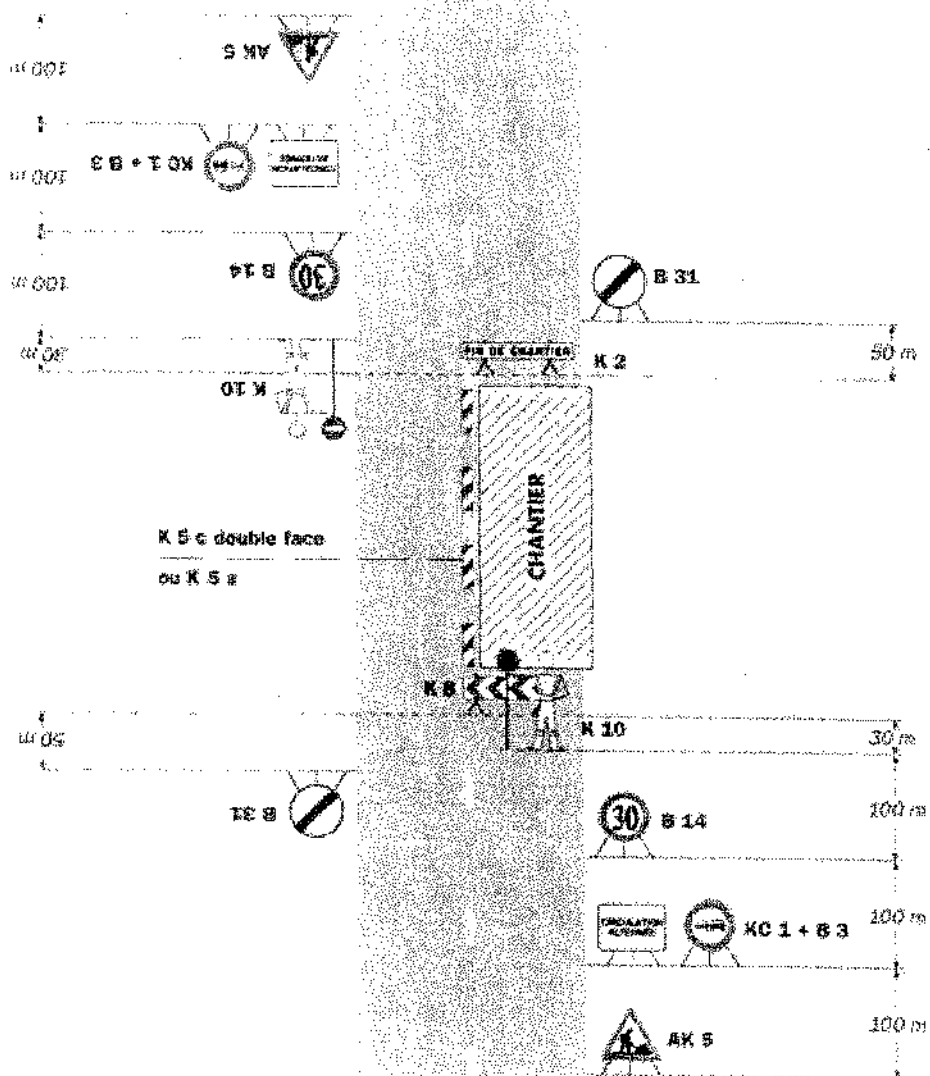
Fait à Bormes-les-Mimosas, le 10 novembre 2014



Adjoint au Maire,  
Délégué à la Sécurité,  
**Philippe CRIPPA**

Alternat par piquets K 10

Circulation alternée  
Route à 2 voies



**Remarque(s) :**

Dispositif applicable uniquement de jour et sous certaines conditions : Cf. Signalisation temporaire Les alternats

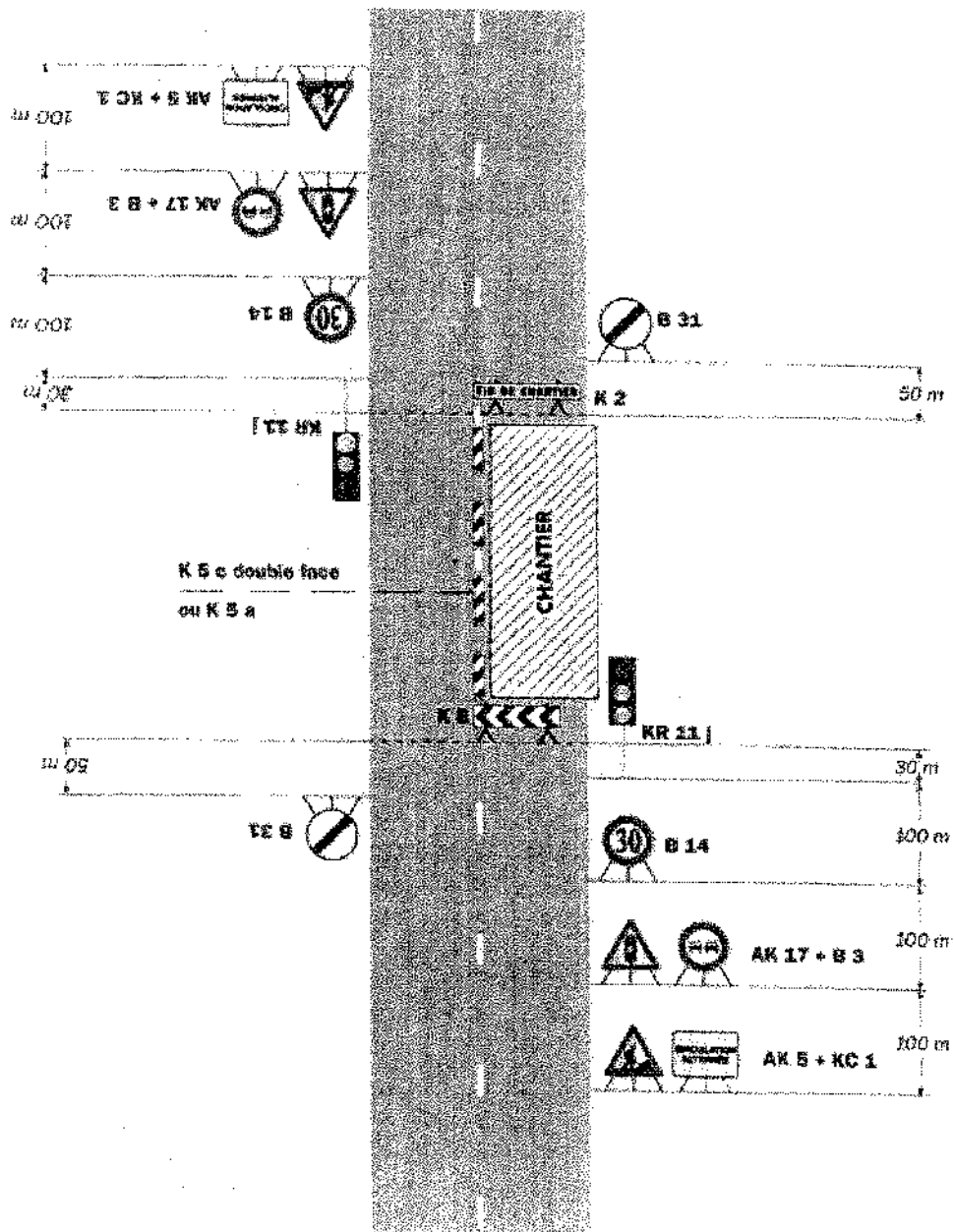
Un panneau B 14 de limitation de vitesse à 70 km/h peut éventuellement être intercalé entre les panneaux AK 5 et KC 1.

# Chantiers fixes

B2

Alternat par signaux tricolores

Circulation alternée  
Route à 2 voies



## Remarque(s) :

- Schéma à appliquer notamment lorsque l'alternat doit être maintenu de nuit, en absence de visibilité réciproque.
- Pour le réglage des signaux tricolores : Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.

- Un panneau B 14 de limitation de vitesse à 70 km/h peut éventuellement être intercalé entre les panneaux AK 5 et AK 17.

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Service Police Municipale  
FA/PC/PG/VA/JPB/SF

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR

**ARRÊTÉ N° 2014/1011****Portant autorisation de circulation d'un véhicule d'un tonnage supérieur à la réglementation en vigueur sur la commune**

Monsieur François ARIZZI, Maire de la commune de Bormes-les-Mimosas,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2212-2 et suivants,  
Vu le Code de la Voirie Routière, et notamment ses articles L.113-2 et R.116-2,  
Vu le Code de la Route, et notamment les articles R.411-1 et suivants,  
Vu la demande en date du 12 novembre 2014, formulée par Mme Christel André, représentante de la société « PROXIGAZ », [candre.proxigaz@resbtz.fr](mailto:candre.proxigaz@resbtz.fr), sise 10 rue Henri Régault, 81100 Castres,  
Qui sollicite l'autorisation de faire circuler des véhicules de livraison de gaz bouteilles et citerne, chez M. Alain COMBE, allée des Pinsons, 83230, Bormes-les-Mimosas,  
Considérant la limitation de tonnage en vigueur sur la commune de Bormes-les-Mimosas,  
Considérant qu'en raison de la demande annexée, transmise à Monsieur le Maire pour pouvoir effectuer ce type de livraison, il est nécessaire d'autoriser les entreprises à circuler sur la commune,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** La société « PROXIGAZ », intervenant pour le compte de M. Alain COMBE, est autorisée à faire circuler des véhicules d'un tonnage de 20 tonnes de PTAC, afin de pouvoir procéder à des livraisons de gaz bouteilles et citerne à l'adresse suivante : allée des Pinsons, 83230, Bormes-les-Mimosas.

**ARTICLE 2 :** La société intervenante devra être porteuse du présent arrêté, qui devra être présenté à toute réquisition des services de Police ou de Gendarmerie.  
Elle sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant en résulter.

**ARTICLE 3 :** La présente autorisation est délivrée pour la période du lundi 17 novembre 2014 au mercredi 10 décembre 2014 inclus. Elle pourra être renouvelée sur demande expresse du bénéficiaire.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Bormes-les-Mimosas,  
Monsieur le Chef de Service Principal de Police Municipale,  
Monsieur le Directeur Général des Services Techniques,  
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur
- notifié à l'entreprise

Fait à Bormes-les-Mimosas, le 12 novembre 2014

L'Adjoint au Maire,  
Délégué à la Sécurité

Philippe CRIPPA





Direction Générale des Services  
FA/VA/MT

## MAIRIE DE BORMES-LES-MIMOSAS

VILLE FLEURIE « 4 FLEURS » - FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE « 3 ETOILES »  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR



Reçu en Préfecture le

13 NOV. 2014

### ARRÊTÉ N° 2014 / 1012

Relatif à la restriction de l'utilisation des terrains sportifs

Monsieur François ARIZZI, Maire de la commune de BORMES LES MIMOSAS,

Vu le procès-verbal de la commission régionale des terrains,

Vu l'obligation d'informer les clubs ou les organismes chargés des compétitions,

Vu le mauvais état des terrains du complexe sportif municipal de BORMISPORT, consécutif aux intempéries et en prévision de nouvelles intempéries annoncées pour le week-end du 15 et 16 novembre 2014,

**Considérant** que dans ce cas le terrain engazonné pourrait être fortement endommagé par le déroulement de compétitions ou entraînements :

#### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Le terrain engazonné du complexe sportif municipal sera préservé de toutes compétitions du jeudi 13 au dimanche 16 novembre 2014, jusqu'au soir.

#### ARTICLE 2 :

Le terrain synthétique classé terrain de repli n'est pas homologué pour la pratique du rugby.

#### ARTICLE 3 :

La présente décision sera affichée à l'entrée du stade.

#### ARTICLE 4 :

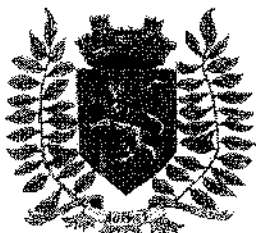
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Bormes les Mimosas.
- Monsieur le Directeur Général des Services Techniques.
- Le responsable des terrains de sport de la ville de Bormes-les-Mimosas sont chargés chacun en ce qui les concerne de faire respecter la présente décision.
- Arrêté qui sera transmis à Monsieur le Préfet du Var à Toulon.

Fait à Bormes les Mimosas, le 13 novembre 2014

Pour copie conforme,  
Adjoint au Maire,  
Délégué à la Sécurité

Philippe CRIPPA



**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Service Police Municipale  
FA/PC/PG/VA/JPB/SF

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" — FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR

Station Classée

**ARRÊTÉ N°2014/1014****Portant autorisation de circulation d'un véhicule d'un tonnage supérieur à la réglementation en vigueur sur la commune**

Monsieur François ARIZZI, Maire de la commune de Bormes-les-Mimosas,  
Vu les articles L.2212-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu le Code de la Voirie Routière, et notamment ses articles L.113-2 et R.116-2,  
Vu le Code de la Route, et notamment les articles R.411-1 et suivants,  
Vu la demande en date du 12 novembre 2014, formulée par l'entreprise « MAISONS DU MIDI »,  
s.monaco@maisonsdumidi.fr, sise RN 97, La Roumiouve, 83210 Solliès-Ville,  
Qui sollicite l'autorisation de faire circuler des véhicules à des fins de livraisons de matériaux de construction chez Monsieur et Madame PERUS, Le Haut Para, 48 rue de l'Eglantier, 83230, Bormes-les-Mimosas,  
Considérant la limitation de tonnage en vigueur sur la dite voie,  
Considérant qu'en raison de la demande annexée, transmise à Monsieur le Maire pour pouvoir effectuer ce type de livraison, il est nécessaire d'autoriser les entreprises à circuler sur la commune.

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** La société « MAISONS DU MIDI » intervenant pour le compte de Monsieur et Madame PERUS, est autorisée à faire circuler des véhicules d'un tonnage de 19 tonnes de PTAC, afin de pouvoir procéder à des livraisons de matériaux de construction à l'adresse suivante : Le Haut Para, 48 rue de l'Eglantier, 83230, Bormes-les-Mimosas.

**ARTICLE 2 :** La société intervenante devra être porteuse du présent arrêté, qui devra être présenté à toute réquisition des services de Police ou de Gendarmerie.  
Elle sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant en résulter.

**ARTICLE 3 :** La présente autorisation est délivrée pour la période du lundi 1<sup>er</sup> décembre 2014 au mercredi 31 décembre 2014 inclus. Elle pourra être renouvelée sur demande expresse du bénéficiaire.

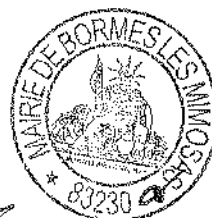
**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Bormes-les-Mimosas,  
Monsieur le Chef de Service Principal de Police Municipale,  
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera :  
- publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur  
- notifié à l'entreprise

Fait à Bormes-les-Mimosas, le 13 novembre 2014

L'Adjoint au Maire,  
Délégué à la Sécurité,

Philippe CRIPPA



**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Service Police Municipale  
FA/PC/PG/VA/JPB/SF

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR

**ARRÊTÉ N°2014/1017****Portant autorisation de circulation d'un véhicule d'un tonnage supérieur à la réglementation en vigueur sur la commune**

Monsieur François ARIZZI, Maire de la commune de Bormes-les-Mimosas,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2212-2 et suivants,  
Vu le Code de la Voirie Routière, et notamment les articles L.113-2 et R.116-2,  
Vu le Code de la Route, et notamment les articles R.411-1 et suivants,  
Vu la demande en date du 14 novembre 2014, formulée par Madame Isabelle GRANDSIRE, représentante de l'entreprise « CEMEX BETONS SUD-EST », ([isabelle.grandsire@cemex.com](mailto:isabelle.grandsire@cemex.com)), sise Centre Hermès II, bâtiment 14, Parc Valgora, 83160, la Valette-du-Var, qui sollicite l'autorisation de faire circuler des véhicules à des fins de livraison de béton, route des Crêtes, 83230, Bormes-les-Mimosas,  
Considérant la limitation de tonnage en vigueur sur la commune de Bormes-les-Mimosas,  
Considérant qu'en raison de la demande annexée, transmise à Monsieur le Maire, pour pouvoir effectuer ce type de livraison, il est nécessaire d'autoriser ladite entreprise à circuler sur la voirie communale,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** L'entreprise « CEMEX BETONS SUD-EST », intervenant pour le compte de Monsieur Paul GIGNOUX, est autorisée à faire circuler des véhicules n'excédant pas 19 tonnes de PTAC, afin de pouvoir effectuer des livraisons de béton, à l'adresse suivante : route des Crêtes, 83230, Bormes-les-Mimosas.

**ARTICLE 2 :** Le stationnement sur la chaussée sera autorisé mais ne devra pas représenter une gêne pour la circulation ou un danger potentiel pour les usagers. Un dispositif de sécurité devra être mis en place par l'entreprise (triangle en amont et en aval de la zone de stationnement, agents pour prévenir les usagers).

**ARTICLE 3 :** La présente autorisation est délivrée à compter du mardi 02 décembre 2014, 08h00, et prendra fin le jeudi 18 décembre 2014 à 18h00. Elle pourra être renouvelée sur demande expresse du bénéficiaire.

**ARTICLE 4 :** L'entreprise intervenante devra être porteuse du présent arrêté, qui devra être présenté à toute réquisition des services de Police ou de Gendarmerie.  
Elle sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant en résulter.

**ARTICLE 5 :** Les véhicules en infraction au présent arrêté seront verbalisés et mis en fourrière.

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Bormes-les-Mimosas,  
Monsieur le Chef de Service Principal de Police Municipale,  
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera :  
- publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur  
- notifié à l'entreprise

Fait à Bormes-les-Mimosas, le 14 novembre 2014

L'Adjoint au Maire,  
Délégué à la Sécurité

Philippe CRIPPA





**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Service Police Municipale  
FA/PC/PG/VA/JPB/SF

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR

**ARRÊTÉ DE PERIL ORDINAIRE  
N°2014/1018**

Reçu en Préfecture le

18 NOV. 2014

Monsieur François ARIZZI, Maire de la commune de BORMES-LES-MIMOSAS,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2213-24,  
Vu les articles L.511-1, L.511-2 et L.551-4 du Code de la Construction et de l'habitation,  
Vu le rapport N°90/14/PM, établi par le service de la Police Municipale en date du 16 septembre 2014,  
**Considérant** que le bâtiment, sis 8 venelle des Amoureux, 83230 Bormes-les-Mimosas, appartenant à Monsieur Jacques ROUX, demeurant 4 chemin de la Veme, 83230 à Bormes-les-Mimosas, présente une dangerosité de part son balcon, constitué d'une dalle de béton, d'une rambarde en fer forgé et de pare soleil de type « cannisse », et surplombant l'établissement « le Comptoir Provençal »,  
**Considérant** la vétusté de l'ouvrage et de la corrosion avancée des éléments métalliques apparents, qui constituent un danger pour la sécurité publique,  
**Considérant** qu'il importe de faire cesser ce péril dans l'intérêt de la sécurité et de la santé publique et d'ordonner la démolition et la reconstruction à l'identique du balcon,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Monsieur Jacques ROUX, propriétaire de l'édifice, sis 8 venelle des Amoureux, 83230 Bormes-les-Mimosas, est mis en demeure de mettre fin au péril, résultant de l'état dangereux des divers éléments du balcon, en procédant aux travaux de démolition et de reconstruction à l'identique.

**ARTICLE 2 :** Un délai de 30 jours, à compter de la notification du présent arrêté en A/R, est accordé à Monsieur Jacques ROUX pour se conformer à ces prescriptions.

**ARTICLE 3 :** Le propriétaire devra procéder sans délai à des mesures de sécurité afin d'empêcher toute nouvelle chute de matériaux sur la voie publique.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera notifié à Monsieur Jacques ROUX, propriétaire, par lettre recommandée.

**ARTICLE 5 :** Un recours pourra être déposé contre le présent arrêté municipal devant le Tribunal Administratif de Toulon, sis 5 rue Racine, BP 40510, 83041, Toulon cedex 9, dans un délai de deux mois à compter de la notification.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Bormes-les-Mimosas,  
Monsieur le Chef de Service Principal de Police Municipale,  
Monsieur le Directeur Général des Services Techniques,  
Madame la Directrice du Service Urbanisme,  
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**AMPLIATION ADRESSEE A :**

- Monsieur le Préfet du Var
- Monsieur le Chef de Corps des Sapeurs-Pompiers de Bormes-les-Mimosas

Fait à Bormes-les-Mimosas, le 14 novembre 2014

L'Adjoint au Maire,  
Délégué à la Sécurité,

Philippe CRIPPA



**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Service Police Municipale  
FA/PC/PG/VA/JPB/FS

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR

**ARRÊTÉ N°2014/1019**

**Portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement  
sur le domaine public communal**

**Rue du Romarin**

Monsieur François ARIZZI, Maire de la commune de Bormes-les-Mimosas,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-5,  
Vu le Code de la Route,  
Vu la demande présentée par l'entreprise « **GMS et OSN TELEPHONIE** », peu@groupe-scopelec.fr, sise 185 rue de la Création, 83390 Cuers Cedex, en vue d'effectuer un tirage de câbles en aérien, rue du Romarin, 83230, à Bormes-les-Mimosas, du lundi 17 novembre 2014 au vendredi 21 novembre 2014 inclus,  
Considérant qu'il appartient au Maire de réglementer la circulation et stationnement des véhicules dans les limites du territoire de la commune,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Du lundi 17 novembre 2014 au vendredi 21 novembre 2014 inclus, pendant le tirage de câbles en aérien, rue du Romarin, 83230, à Bormes-les-Mimosas, la circulation et le stationnement des véhicules seront réglementés selon les dispositions suivantes :

- Restriction à la circulation
- La signalétique du chantier sera obligatoirement mise en place par l'entreprise

**ARTICLE 2 :** Le demandeur devra afficher la nature et la durée des travaux, ainsi que la personne à contacter. Il est rappelé que l'affichage du présent arrêté, sur le site, est **obligatoire**.

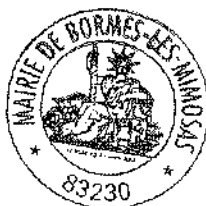
**ARTICLE 3 :** Les véhicules en infraction au présent arrêté seront verbalisés et mis en fourrière.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Maire, Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques Municipaux, et Monsieur le Chef de Service Principal de la Police Municipale de la commune de Bormes-les-Mimosas, Monsieur le Commandant de la Brigade territoriale autonome de la Gendarmerie Nationale de Bormes-les-Mimosas, Monsieur le Chef de Corps des Sapeurs-Pompiers de Bormes-les-Mimosas, Seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution et du respect du présent arrêté.

**Date d'affichage :**

Fait à Bormes-les-Mimosas, le 14 novembre 2014



L'Adjoint au Maire,  
Délégué à la Sécurité,

**Philippe CRIPPA**

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Service Police Municipale  
FA/PC/PG/VA/JPB/FS

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR

**ARRÊTÉ N° 2014/1025**

**Portant interdiction des activités de baignade en mer, de sports nautiques et subaquatiques, de navigation d'engins non immatriculés**

**Opération de diagnostic de pollution pyrotechnique**

**CAP BLANC**

Reçu en Préfecture le

19 NOV. 2014

Monsieur François ARIZZI, Maire de la commune de Bormes-les-Mimosas,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-2 et L.2212-3,

Vu la loi de modernisation de la sécurité civile du 13 août 2004,

Vu la demande de Monsieur le Directeur de l'établissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Toulon en date du 17 novembre 2014, en vue de réaliser une opération de diagnostic de pollution pyrotechnique, du lundi 24 novembre 2014 au vendredi 12 décembre 2014 inclus,

Considérant que la réalisation d'un diagnostic de pollution pyrotechnique au Cap Bénat nécessite l'interdiction de la baignade, de la navigation, des activités nautiques de loisirs et de plongée sous-marine dans la bande des 300 mètres et sur un rayon de 590 mètres autour du Cap Blanc,

Considérant qu'il appartient au Maire de prendre toutes les mesures de sécurité pour la baignade et la circulation des engins nautiques dans la limite des 300 mètres à partir du rivage,

Considérant que cette opération nécessite la mise en place d'un périmètre de sécurité,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Les activités de baignade, de navigation, les activités nautiques de loisirs et de plongée sous-marine seront interdites dans la bande des 300 mètres et sur un rayon de 590 mètres autour du Cap Blanc (entre les Fourades et le port du Pradet), du lundi 24 novembre 2014 au vendredi 12 décembre 2014 inclus.

**ARTICLE 2 :** Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

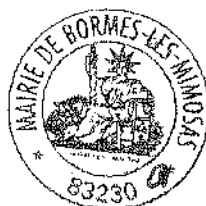
**ARTICLE 3 :** Monsieur le Maire, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Chef de Service Principal de Police Municipale, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques, Madame la Responsable du Service Urbanisme, Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale Autonome de la Gendarmerie, et le pétitionnaire,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**AMPLIATION ADRESSEE A :**

- Monsieur le Préfet du Var
- Monsieur le Chef de Corps des Sapeurs-Pompiers de Bormes-les-Mimosas
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer
- Monsieur le Directeur de l'Association Syndicale des Propriétaires du Cap Bénat

Fait à Bormes-les-Mimosas, le 17 novembre 2014



L'Adjoint au Maire,  
Délégué à la Sécurité,

Philippe CRIPPA

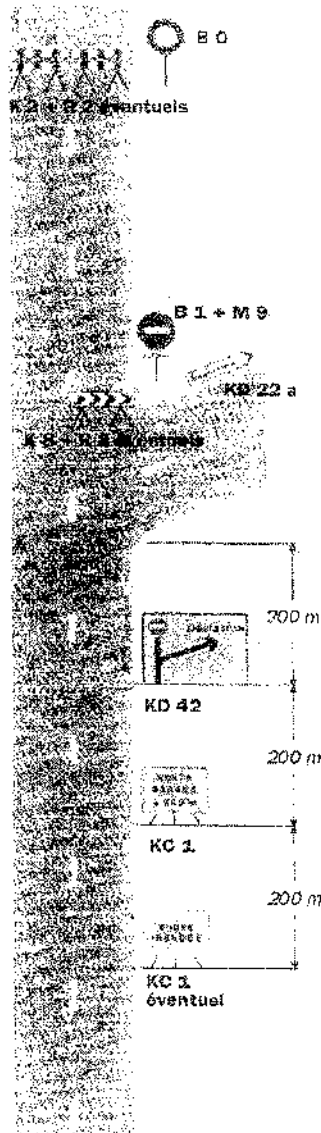


# Détournements

Site d'entrée au niveau de la coupure

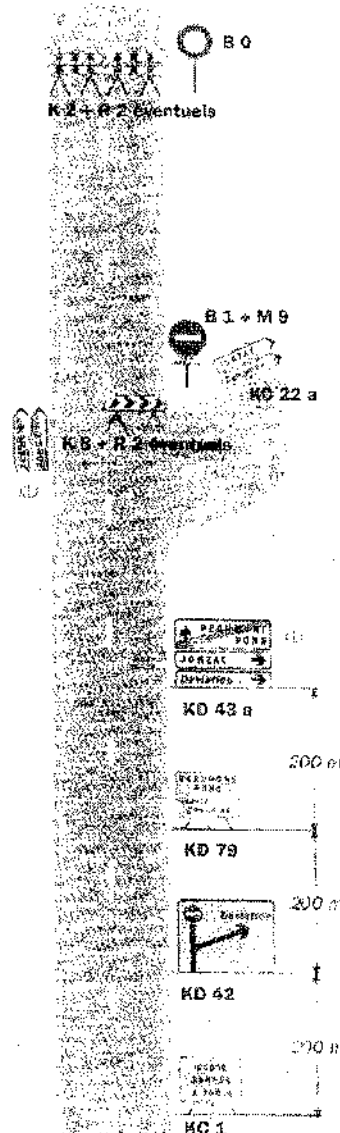
Déviations

Site d'entrée  
sans signalisation permanente

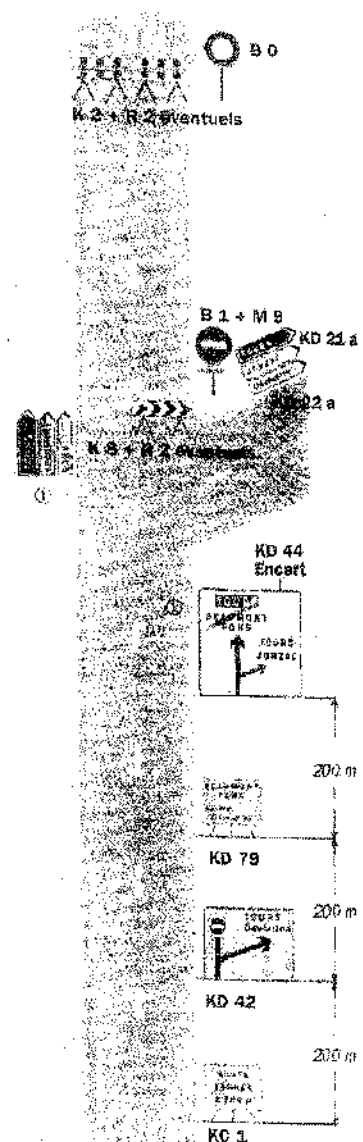


Site d'entrée avec signalisation permanente

Présignalisation par D 43  
Déviation de liaisons blanches



Présignalisation par D 42  
Déviation d'une liaison verte et  
de liaisons blanches



Remarque(s) :

- L'accès des riverains est autorisé entre le site d'entrée de la déviation et le site de coupure.

1) Mentions à occulter en totalité.

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Service Police Municipale  
FA/PC/PG/VA/JPB/SF

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS

LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR

**ARRÊTÉ N° 2014/1029****Portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement  
sur le domaine public communal****Rue du Safran**

Monsieur François ARIZZI, Maire de la commune de Bormes-les-Mimosas,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-5,

Vu le Code de la Route,

Vu la demande présentée par Monsieur BRUNEAU, représentant l'entreprise « ERDF », philippe-michel.bruneau@erdf-grdf.fr, sis 82 impasse de la Pauline, 83130, la Garde, en vue d'effectuer l'entretien d'un interrupteur aérien sur un poteau ERDF, rue du Safran, 83230 à Bormes-les-Mimosas,

Considérant qu'il appartient au Maire de réglementer la circulation et stationnement des véhicules dans les limites du territoire de la commune,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le lundi 05 janvier 2015, pendant les travaux d'entretien d'un interrupteur aérien sur un poteau ERDF, rue du Safran, la circulation et le stationnement des véhicules seront réglementés selon les dispositions suivantes :

- Route barrée
- Signalétique à mettre en place des deux côtés de la rue impérativement
- La signalétique du chantier sera obligatoirement mise en place par l'entreprise, conformément au schéma DC 61 ci-joint

**ARTICLE 2 :** Le demandeur devra afficher la nature et la durée des travaux, ainsi que la personne à contacter. Il est rappelé que l'affichage du présent arrêté, sur le site, est obligatoire.

**ARTICLE 3 :** Les véhicules en infraction au présent arrêté seront verbalisés et mis en fourrière.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Maire, Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques Municipaux, et Monsieur le Chef de Service Principal de la Police Municipale de la commune de Bormes-les-Mimosas, Monsieur le Commandant de la Brigade territoriale autonome de la Gendarmerie Nationale de Bormes-les-Mimosas, Seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution et du respect du présent arrêté.

**AMPLIATION ADRESSEE A :**

- Monsieur le Chef de Corps des Sapeurs-Pompiers de Bormes-les-Mimosas

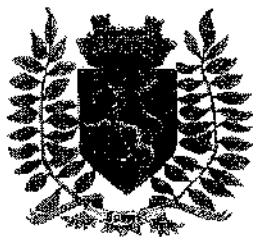
**Date d'affichage :**

Fait à Bormes-les-Mimosas, le 10 novembre 2014

L'Adjoint au Maire,  
Délégué à la Sécurité,

**Philippe CRIPPA**



**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Service Police Municipale  
FA/PC/PG/VA/JPB/SF

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR

**ARRÊTÉ N°2014/1030****Portant autorisation de circulation d'un véhicule d'un tonnage supérieur à la réglementation en vigueur sur la commune**

Monsieur François ARIZZI, Maire de la commune de Bormes-les-Mimosas,  
Vu les articles L.2212-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu le Code de la Voirie Routière, et notamment ses articles L.113-2 et R.116-2,  
Vu le Code de la Route, et notamment les articles R.411-1 et suivants,  
Vu la demande en date du 13 novembre 2014, formulée par Monsieur Bruneau, représentant l'entreprise « ERDF », philippe-michel.bruneau@erdf-grdf.fr, sise 82 Impasse de la Pauline, 83130, la Garde,  
Qui sollicite l'autorisation de faire circuler des véhicules afin de réaliser l'entretien d'un interrupteur aérien sur un poteau ERDF, rue du Safran, 83230, Bormes-les-Mimosas,  
Considérant la limitation de tonnage en vigueur sur ladite voie,  
Considérant qu'en raison de la demande annexée, transmise à Monsieur le Maire pour pouvoir effectuer ce type de livraison, il est nécessaire d'autoriser les entreprises à circuler sur la commune.

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Monsieur Bruneau, représentant l'entreprise « ERDF », est autorisé à faire circuler des véhicules d'un tonnage de 15 tonnes de PTAC, afin de pouvoir procéder à l'entretien d'un interrupteur aérien sur un poteau ERDF à l'adresse suivante : rue de Safran, 83230, Bormes-les-Mimosas.

**ARTICLE 2 :** La société intervenante devra être porteuse du présent arrêté, qui devra être présenté à toute réquisition des services de Police ou de Gendarmerie.  
Elle sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant en résulter.

**ARTICLE 3 :** La présente autorisation est délivrée pour la journée du **lundi 05 janvier 2015**. Elle pourra être renouvelée sur demande expresse du bénéficiaire.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Bormes-les-Mimosas,  
Monsieur le Chef de Service Principal de Police Municipale,  
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera :  
- publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur  
- notifié à l'entreprise

Fait à Bormes-les-Mimosas, le 18 novembre 2014

L'Adjoint au Maire,  
Délégué à la Sécurité,

Philippe CRIPPA



**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Service Police Municipale  
FA/PC/VA/JPB/FS

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR

**ARRÊTÉ N°2014/1032****Portant réglementation du stationnement sur le domaine public communal****rue Carnot**

Monsieur François ARIZZI, Maire de la commune de Bormes-les-Mimosas,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-5,  
Vu le Code de la Route,  
Vu la demande en date du 04 novembre 2014 (fiche ODP N°15/2014), présentée par Monsieur DE CAMPOS SENRA, représentant de la société « DE CAMPOS SENRA », jdcs@laposte.net, sise 10 rue des Passiflorines, 83980 Le Lavandou, sollicitant l'autorisation de faire stationner des véhicules (camionnette et fourgonnette), rue Carnot, 83230, à Bormes-les-Mimosas,  
**Considérant** qu'il appartient au Maire de réglementer la circulation et stationnement des véhicules dans les limites du territoire de la commune,  
**Considérant** qu'il convient pour la sécurité des personnes et des biens d'une part, et pour le bon déroulement de cette intervention sur le plan technique d'autre part, de prendre des mesures restrictives quant à la circulation et au stationnement des véhicules,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** La société « DE CAMPOS SENRA » est autorisée à faire stationner des véhicules (camionnette et fourgonnette), à l'adresse suivante : rue Carnot (stationnement dans le renforcement selon photo), 83230 Bormes-les-Mimosas. La signalétique du chantier sera obligatoirement mise en place par la société.

**ARTICLE 2 :** La présente autorisation est délivrée pour la période du mercredi 19 novembre 2014 au vendredi 19 décembre 2014, de 08h00 à 17h00.

**ARTICLE 3 :** L'entreprise intervenante devra être porteuse du présent arrêté, qui devra être présenté à toute réquisition des services de Police ou de Gendarmerie.  
Elle sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant en résulter.

**ARTICLE 4 :** Tout véhicule en infraction au stationnement, prévu dans cet arrêté, fera l'objet d'un enlèvement et placé en fourrière aux frais du contrevenant, qui devra s'acquitter également du montant de la contravention.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Maire, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Chef de Service Principal de Police Municipale, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques, Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale Autonome de la Gendarmerie, et le pétitionnaire, Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**AMPLIATION ADRESSEE A :**

- Monsieur le Chef de Corps des Sapeurs-Pompiers de Bormes-les-Mimosas

Date d'affichage :

Fait à Bormes-les-Mimosas, le 18 novembre 2014

L'Adjoint au Maire,  
Délégué à la Sécurité,

Philippe CRIPPA





Zone de stationnement pour véhicules d'entreprise – Camionnette et fourgonnette

Travaux à réaliser au 25 Rue Carnot : Ravalement du Pignon Est

Pour le compte de Madame GIRSCHWEILLER – Copropriétaire

Pour le compte de Monsieur et Madame BARBEAU – Copropriétaire

Pour le compte de Madame GUTIERREZ – Copropriétaire

Pour le compte de Monsieur et Madame MARY - Copropriétaire

Date de commencement des travaux le 17/11/2014 - Fin des travaux prévus le 12/12/2014

JDCS MAÇONNERIE GÉNÉRALE

Le Jardin des Maures 10 Rue de la République

83980 LE LAVOIR

Tel/Fax: 04 94 15 09 55 - 04 94 15 07 82 50

Siret: 479 834 673 00019 - APE: 4520C TVA: FR 22 479 834 673



**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Service Police Municipale  
FA/PC/PG/VA/JPB/SF

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR

**ARRÊTÉ N° 2014/1033****Portant autorisation de circulation d'un véhicule d'un tonnage supérieur à la réglementation en vigueur sur la commune**

Monsieur François ARIZZI, Maire de la commune de Bormes-les-Mimosas,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2212-2 et suivants,  
Vu le Code de la Voirie Routière, et notamment ses articles L.113-2 et R.116-2,  
Vu le Code de la Route, et notamment les articles R.411-1 et suivants,  
Vu la demande en date du 19 novembre 2014, formulée par Mme Christel André, représentante de la société « PROXIGAZ », [candre.proxigaz@resbtz.fr](mailto:candre.proxigaz@resbtz.fr), sise 10 rue Henri Régnauld, 81100 Castres,  
Qui sollicite l'autorisation de faire circuler des véhicules de livraison de gaz bouteilles et citerne, chez M. AUGER, Hôtel « Le Bellevue », 14 place Gambetta, 83230, Bormes-les-Mimosas,  
Considérant la limitation de tonnage en vigueur sur la commune de Bormes-les-Mimosas,  
Considérant qu'en raison de la demande annexée, transmise à Monsieur le Maire pour pouvoir effectuer ce type de livraison, il est nécessaire d'autoriser les entreprises à circuler sur la commune,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** La société « PROXIGAZ », intervenant pour le compte de M. AUGER, est autorisée à faire circuler des véhicules d'un tonnage de 20 tonnes de PTAC, afin de pouvoir procéder à des livraisons de gaz bouteilles et citerne à l'adresse suivante : Hôtel « Le Bellevue », 14 place Gambetta, 83230, Bormes-les-Mimosas.

**ARTICLE 2 :** La société intervenante devra être porteuse du présent arrêté, qui devra être présenté à toute réquisition des services de Police ou de Gendarmerie.  
Elle sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant en résulter.

**ARTICLE 3 :** La présente autorisation est délivrée pour la période du lundi 24 novembre 2014 au lundi 22 décembre 2014 inclus. Elle pourra être renouvelée sur demande expresse du bénéficiaire.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Bormes-les-Mimosas,  
Monsieur le Chef de Service Principal de Police Municipale,  
Monsieur le Directeur Général des Services Techniques,  
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur
- notifié à l'entreprise

Fait à Bormes-les-Mimosas, le 19 novembre 2014

L'Adjoint au Maire,  
Délégué à la Sécurité,

Philippe CRIPPA



**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR

FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"

MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS

LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR

Station Classée

Service Police Municipale  
FA/PC/VA/JPB/FS**ARRÊTÉ N° 2014/1039****Portant autorisation de manifestation  
« TELETHON 2014 »**

Reçu en Préfecture le

26 NOV. 2014

Monsieur François ARIZZI, Maire de la commune de Bormes-les-Mimosas,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-5,  
Vu le Code de la Route,  
Vu la demande présentée par Monsieur Eric KESSLER, directeur du Service « ADOS-SPORTS », Mairie de Bormes-les-Mimosas, e.kessler@ville-bormes.fr, en vue d'organiser des animations, dans le cadre du « TELETHON », le samedi 06 décembre 2014, et le dimanche 07 décembre 2014, à La Favière, Bormes-les-Mimosas,  
Considérant qu'il convient de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules, pour la sécurité des personnes et des biens d'une part et le bon déroulement de cette manifestation sur le plan technique d'autre part,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le service « ADOS-SPORTS » de la commune est autorisé à organiser des animations, dans le cadre du « TELETHON », le samedi 06 décembre 2014, et le dimanche 07 décembre 2014, à La Favière, Bormes-les-Mimosas.

**ARTICLE 2 :** Afin de permettre le déroulement des animations, la circulation et le stationnement des véhicules seront interdits (voir schéma joint) :

➤ du jeudi 04 décembre 2014, 06h00, au dimanche 07 décembre 2014, 22h00

- parking du Service Jeunesse et Sports
- parking de l'Ecole de Voile (1<sup>ère</sup> partie)
- parking du Marché

**ARTICLE 3 :** Le boufodrome, la place de la Fontaine et l'arrière plage de la Favière seront réservés aux animations prévues dans le cadre du « TELETHON ».

**ARTICLE 4 :** Les services techniques communaux seront chargés, pour le bon déroulement de cette manifestation, de la mise en place de la signalisation, des panneaux réglementaires, et des barrières si nécessaire, avec affichage de l'arrêté, 48 heures à l'avance.

**ARTICLE 5 :** La Police Municipale sera chargée de faire respecter le présent arrêté et de procéder à la mise en fourrière de tout véhicule qui pourrait empêcher le bon déroulement de cette manifestation.

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Maire, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Chef de Service Principal de Police Municipale, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques, Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale Autonome de la Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**AMPLIATION ADRESSEE A :**

- Le Préfet du Var
- Monsieur le Chef de Corps des Sapeurs-Pompiers de Bormes-les-Mimosas
- Madame la Responsable du Service ASSO EVEN
- Madame la Directrice de l'Office de Tourisme

Date d'affichage :

- 1 DEC. 2014

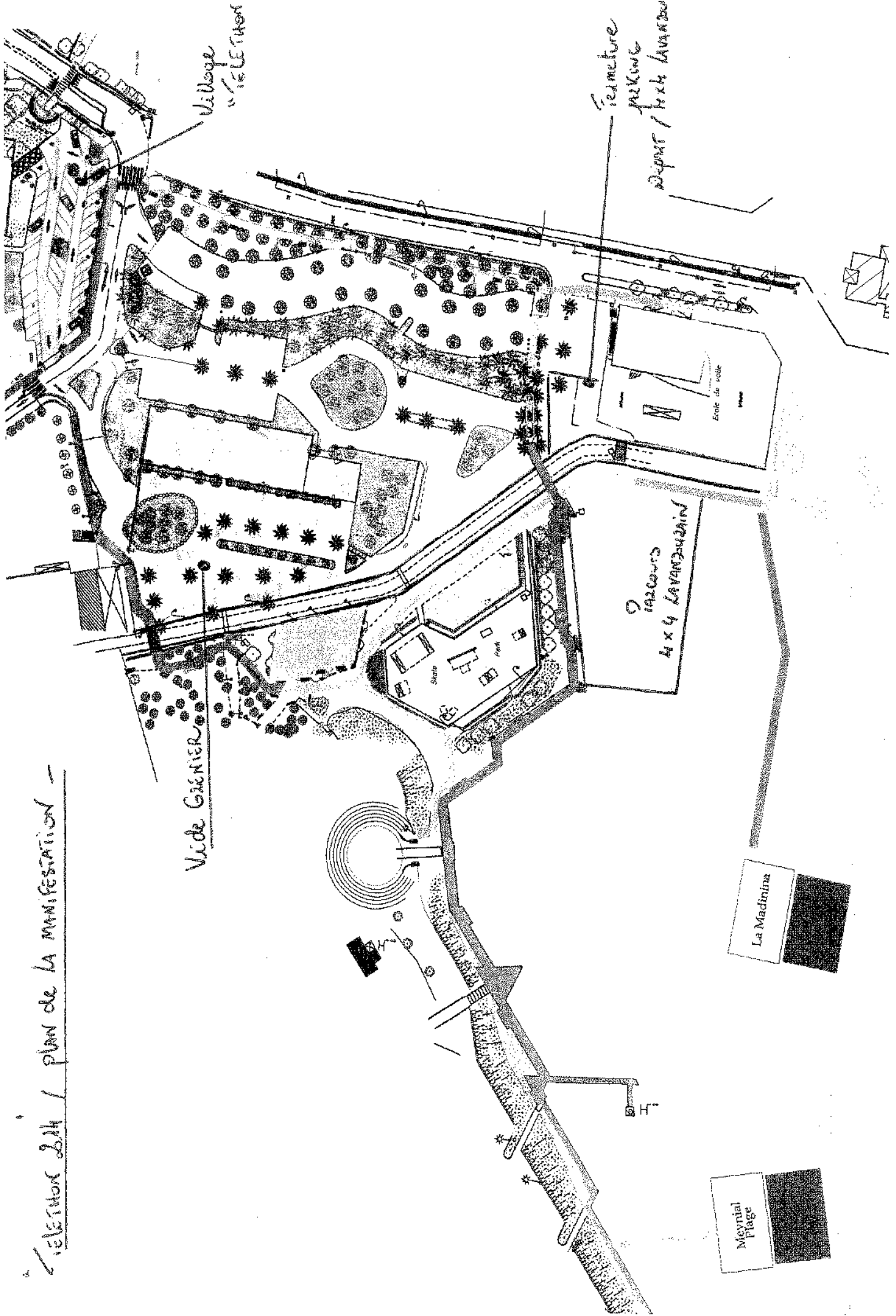
Fait à Bormes-les-Mimosas, le 21 novembre 2014

L'Adjoint au Maire,  
Délégué à la Sécurité,

Philippe CRIPPA



TELETHON 214 / plan de la manifestation -



Village Tellethor

Fermeture parkour / High jump

Ecole de voile

12 courts 4 x 4 L'AVANTAGE

La Madinina

Meyrial Plage

Village Tellethor

Fermeture parkour

Bâtiment / High school

Boule de route

Pavé

Pastors 4 x 4 Lavanbouzin

La Madinina

Meyrial Plage

Vide Grenier

[illegible][illegible][illegible][illegible]

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Service Police Municipale  
FA/PC/PA/JPB/SF

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR

Station Classée

**ARRÊTÉ N°2014/1043****Portant réglementation du stationnement sur le domaine public communal****Boulevard des Amandiers**

Monsieur François ARIZZI, Maire de la commune de Bormes-les-Mimosas,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-5,

Vu le Code de la Route,

Vu la demande en date du 19 novembre 2014 (fiche ODP N°16/2014), présentée par Monsieur François BMMERT, [francois.bammert@gmail.com](mailto:francois.bammert@gmail.com), sollicitant l'autorisation de faire stationner un véhicule le long de la maison au 38 boulevard des Amandiers, sur la partie haute, à Bormes-les-Mimosas, afin de remplacer le grillage existant, défectueux et dangereux pour les passants, par une grille en fer,

Considérant qu'il appartient au Maire de réglementer la circulation et stationnement des véhicules dans les limites du territoire de la commune,

Considérant qu'il convient pour la sécurité des personnes et des biens d'une part, et pour le bon déroulement de cette intervention sur le plan technique d'autre part, de prendre des mesures restrictives quant à la circulation et au stationnement des véhicules,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Monsieur François BMMERT est autorisé à faire stationner un véhicule (genre camionnette / fourgonnette) à l'adresse suivante : 38 boulevard des Amandiers, 83230 Bormes-les-Mimosas. La signalétique du chantier sera obligatoirement mise en place par l'entreprise intervenante.

**ARTICLE 2 :** La présente autorisation est délivrée pour la journée lundi 05 janvier 2015, de 08h00 à 19h00.

**ARTICLE 3 :** L'entreprise intervenante devra être porteuse du présent arrêté, qui devra être présenté à toute réquisition des services de Police ou de Gendarmerie. Elle sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant en résulter.

**ARTICLE 4 :** Tout véhicule en infraction au stationnement, prévu dans cet arrêté, fera l'objet d'un enlèvement et placé en fourrière aux frais du contrevenant, qui devra s'acquitter également du montant de la contravention.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Maire, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Chef de Service Principal de Police Municipale, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques, Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale Autonome de la Gendarmerie, et le pétitionnaire, Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**AMPLIATION ADRESSEE A :**

- Monsieur le Chef de Corps des Sapeurs-Pompiers de Bormes-les-Mimosas

**Date d'affichage :**

Fait à Bormes-les-Mimosas, le 24 novembre 2014

L'Adjoint au Maire,  
Délégué à la Sécurité,

Philippe CRIPPA



**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Service Police Municipale  
PA/PC/VA/JPB/SF

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR

**ARRÊTÉ N°2014/1046****Portant réglementation du stationnement sur le domaine public communal****Boulevard des Amandiers**

Monsieur François ARIZZI, Maire de la commune de Bormes-les-Mimosas,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-5,

**Vu** le Code de la Route,

**Vu** la demande en date du 19 novembre 2014 (fiche ODP N°16/2014), présentée par Monsieur François BAMMERT, [francois.bammert@gmail.com](mailto:francois.bammert@gmail.com), sollicitant l'autorisation de faire stationner un véhicule le long de la maison au 38 boulevard des Amandiers, sur la partie haute, à Bormes-les-Mimosas, afin de remplacer le grillage existant, défectueux et dangereux pour les passants, par une grille en fer,

**Considérant** qu'il appartient au Maire de réglementer la circulation et stationnement des véhicules dans les limites du territoire de la commune,

**Considérant** qu'il convient pour la sécurité des personnes et des biens d'une part, et pour le bon déroulement de cette intervention sur le plan technique d'autre part, de prendre des mesures restrictives quant à la circulation et au stationnement des véhicules,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Cet arrêté annule et remplace l'arrêté N°2014/1043 en date du 24 novembre 2014.

**ARTICLE 2 :** Monsieur François BAMMERT est autorisé à faire stationner un véhicule (genre camionnette / fourgonnette) à l'adresse suivante : **38 boulevard des Amandiers, 83230 Bormes-les-Mimosas**. La signalétique du chantier sera obligatoirement mise en place par l'entreprise intervenante.

**ARTICLE 3 :** La présente autorisation est délivrée pour la journée **vendredi 05 décembre 2014, de 08h00 à 19h00**.

**ARTICLE 4 :** L'entreprise intervenante devra être porteuse du présent arrêté, qui devra être présenté à toute réquisition des services de Police ou de Gendarmerie.

Elle sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant en résulter.

**ARTICLE 5 :** Tout véhicule en infraction au stationnement, prévu dans cet arrêté, fera l'objet d'un enlèvement et placé en fourrière aux frais du contrevenant, qui devra s'acquitter également du montant de la contravention.

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Maire, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Chef de Service Principal de Police Municipale, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques, Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale Autonome de la Gendarmerie, et le pétitionnaire, Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**AMPLIATION ADRESSEE A :**

- Monsieur le Chef de Corps des Sapeurs-Pompiers de Bormes-les-Mimosas

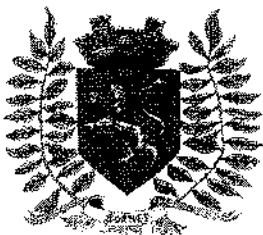
**Date d'affichage :**

Fait à Bormes-les-Mimosas, le 27 novembre 2014

L'Adjoint au Maire,  
Délégué à la Sécurité,

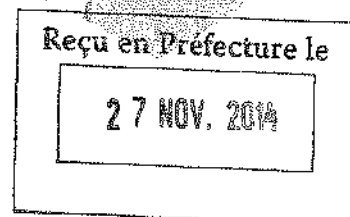
**Philippe CRIPPA**



**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Service Police Municipale  
FA/PC/VA/JPB/SF

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR

**ARRÊTÉ N°2014/1047****Relatif à la restriction de l'utilisation des terrains sportifs**

Monsieur François ARIZZI, Maire de la commune de BORMES-LES-MIMOSAS,

Vu le procès-verbal de la commission régionale des terrains,

Vu l'obligation d'informer les clubs ou les organismes chargés des compétitions,

Vu le mauvais état des terrains du complexe sportif municipal de BORMISPORT, consécutif aux intempéries et en prévision de nouvelles intempéries annoncées pour la période du 26 au 28 novembre 2014 et du week-end du 29 et 30 novembre 2014,

Considérant que dans ce cas le terrain engazonné pourrait être fortement endommagé par le déroulement de compétitions ou entraînements,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le terrain engazonné du complexe sportif municipal sera préservé de toutes compétitions du jeudi 27 au dimanche 30 novembre 2014, jusqu'au soir.

**ARTICLE 2 :** Le terrain synthétique classé terrain de repli n'est pas homologué pour la pratique du rugby.

**ARTICLE 3 :** La présente décision sera affichée devant le stade.

**ARTICLE 4 :** Un recours pourra être déposé contre le présent arrêté municipal devant le Tribunal Administratif de Toulon, sis 5 rue Racine, BP 40510, 83041, Toulon cedex 9, dans un délai de deux mois à compter de la notification.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Bormes-les-Mimosas,  
Monsieur le Chef de Service Principal de Police Municipale,  
Monsieur le Directeur Général des Services Techniques,  
Monsieur le Responsable des terrains de sport de la ville de Bormes-les-Mimosas,  
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**AMPLIATION ADRESSEE A :**

- Monsieur le Préfet du Var
- Monsieur le Chef de Corps des Sapeurs-Pompiers de Bormes-les-Mimosas

Fait à Bormes-les-Mimosas, le 27 novembre 2014

Le Maire,

François ARIZZI

*Pour le Maire,  
l'adjoint à la secunite*  
*Philippe Crippa*



**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
EN DATE DU 5 NOVEMBRE 2014**



**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR

Reçu en Préfecture le

10 NOV. 2014

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
SEANCE DU 5 NOVEMBRE 2014**

**NOMBRE DE MEMBRES**

En exercice	Présents	Votants
29	24	28

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE CINQ

NOVEMBRE à 18 Heures, le Conseil Municipal de la Commune de BORMES LES MIMOSAS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur François ARIZZI, Maire de BORMES LES MIMOSAS.

Date de la convocation du Conseil Municipal : 29 octobre 2014.

**PRESENTS :** M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNault, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.

**POUVOIRS :** Mme Isabelle CANONNE à Mme Véronique GINOYER.  
M. Bernard BACCINO à Mme Christiane DARNault.  
M. Rabah HERHOUR à M. Philippe CRIPPA.  
Mme Rania MEKKERI à Mme Nicole PESTRE.

**EXCUSEE :** Mme Marianne LE MEUR.

**FA/VA/CB – N°2014/11/183 - OBJET : ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DU TRANSPORT  
SCOLAIRE- MODIFICATIONS**

Monsieur le Maire rappelle que par délibération n°2010/05/43 en date du 25 Mai 2010, reçue en Préfecture le 1<sup>er</sup> Juin 2010, un règlement intérieur du transport scolaire avait été établi comme base de référence pour tous les intervenants dans le domaine du transport scolaire organisé par la commune.

Aujourd'hui, il apparaît nécessaire de revoir ce règlement intérieur ci-joint et de prendre connaissance des modifications apportées concernant le règlement d'une participation familiale de 30 euros par an et par élève transporté.

Le Conseil Municipal après avoir pris connaissance du règlement intérieur ci-joint et après en avoir délibéré,

**Vu l'avis de la commission Administration Générale / Finances en date du 29 octobre 2014,**

**Approuve le nouveau règlement intérieur du Transport Scolaire**

**DIT que le dit règlement, annexé à la présente délibération prendra effet à compter du 12 novembre 2014.**

**VOTE : MAJORITE (24 POUR – 2 CONTRE – 2 ABSTENTIONS)**

**POUR (24) :** M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNault, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, Mme Isabelle CANONNE, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Délibération n°2014/11/183 (suite).

Véronique GINOYER, M. Bernard BACCINO, Monsieur Rabah HERHOUR, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.

CONTRE (2) : Mme Nicole PESTRE – Mme Rania MEKERRI.

ABSTENTIONS (2) : M. Joël BENOIT – M. André DENIS.



Pour copie conforme,  
Le Maire,

Signé : François ARIZZI

REGLEMENT INTERIEUR DU TRANSPORT SCOLAIRE  
APPROUVE PAR DELIBERATION N°  
Visée par le contrôle de légalité en date du

Par délibération n°2014/./../ du 00/00/2014 visée par le contrôle de légalité en date du 00/00/2014, le présent règlement annule et remplace toutes les dispositions antérieures adoptées par le Conseil Municipal en matière d'organisation de transport scolaire.

Il est applicable à tous les élèves usagers (maternelle, primaire et collège) des cars de ramassage scolaire mis à disposition par la Commune.

Il a pour objet d'assurer la discipline et la bonne tenue des élèves à la montée, à la descente et à l'intérieur des véhicules affectés au transport scolaire.

### 1 – COMPORTEMENT DES ELEVES

Il est rappelé aux élèves que les cars sont à la disposition de tous, et doivent donc être respectés par chacun. Une attitude polie et correcte est attendue des élèves à l'égard du personnel de car et de leurs camarades. Les élèves doivent préserver leur environnement en respectant les consignes en vigueur dans les cars en matière de propreté. Aucune violence, tant verbale que physique, ne saurait être tolérée.

Les élèves doivent se comporter de manière à ne pas gêner le conducteur, ni distraire de quelque façon que ce soit son attention, ni mettre en cause la sécurité.

### 2 – MONTEE ET DESCENTE

L'accès aux cars n'est possible qu'après validation d'une inscription écrite auprès des services administratifs de la Commune, **et le règlement de la participation familiale de 30 euros (en 2014, délibération du ./../...)**. Seuls les élèves inscrits et présentant leur carte de transport, sont autorisés à prendre les cars scolaires (sur laquelle sera noté un numéro de téléphone en cas d'urgence, pour les classes de maternelles et de CP). La montée et la descente des élèves doivent s'effectuer avec ordre. Les élèves doivent attendre, pour ce faire, l'arrêt complet du car.

Après la descente, les élèves ne doivent s'engager sur la chaussée, qu'après le départ du car et seulement après s'être assurés qu'ils peuvent le faire en toute sécurité et notamment, après avoir attendu que le car soit suffisamment éloigné pour que la vue sur la chaussée soit complètement dégagée du côté où le car s'éloigne.

Nous vous rappelons que votre enfant est sous notre responsabilité pendant le trajet, mais sous la vôtre dès la descente du car.

Si à la fin de la tournée un enfant a omis de descendre à l'arrêt inscrit sur la carte à la demande des parents, celui-ci restera jusqu'à la fin de la tournée du car et sera remis à la Police Municipale.

### 3 – ACCOMPAGNEMENT DES ELEVES DE MATERNELLE

L'accompagnateur est indispensable pour le transport des élèves de maternelle.

Le soir, à la descente du car, l'accompagnateur remettra les élèves de maternelle à la personne désignée lors de l'inscription de l'enfant à l'école. Si vous souhaitez que votre enfant soit remis à une autre personne, il vous appartient de signaler ce changement à l'instituteur qui nous transmettra l'information.

Si l'enfant n'est pas récupéré par les parents, celui-ci sera ramené à l'école maternelle par l'accompagnateur.

#### 4 – ATTITUDE DANS LE CAR

Durant tout leur transport les élèves doivent rester assis à leur place, ceinture attachée obligatoire jusqu'au lieu de dépose. Lors d'un contrôle de police si l'enfant n'est pas attaché, les parents se verront adresser un PV. Il est strictement interdit de se déplacer.

#### IL EST INTERDIT :

- \* de jouer, de crier, de projeter quoi que ce soit,
- \* de fumer ou d'utiliser des allumettes ou des briquets,
- \* d'utiliser des objets coupants ou dangereux (cutter, ...),
- \* de se bousculer ou de se battre,
- \* de toucher les poignées, les serrures ou dispositif d'ouverture des portes ainsi que les issues de secours,
- \* de mâcher du chewing-gum,
- \* de se nourrir ou de boire à bord.

Les sacs, cartables ou paquets de livres doivent être placés sous les sièges ou, lorsqu'ils existent, dans les portes bagages, de telle sorte qu'à tout moment, le couloir de circulation ainsi que l'accès aux portes de secours restent libres de tout objet.

Le chauffeur de car et l'accompagnateur sont chargés chacun en ce qui le concerne, par Monsieur le Maire, de faire respecter les consignes ci-dessus.

#### 5 – DEGRADATIONS

Toute dégradation matérielle volontaire ou provoquée par la négligence ou l'indiscipline (sièges éventrés, dossiers déchirés, vitres de secours brisées, etc ...) fera l'objet d'un rapport, une sanction à l'encontre de l'élève sera émise et les frais de remise en état seront à la charge de la famille.

#### 6 – MESURES DISCIPLINAIRES

En cas de tenue incorrecte dans le car, l'indiscipline dangereuse pour l'enfant ou son entourage, le titre de transport sera aussitôt retiré à l'élève. Il ne pourra pas prendre le car **pendant 3 jours**. Il sera demandé à la personne responsable de l'élève de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour l'amener à l'école par ses propres moyens.

Au deuxième avertissement, le titre de transport sera définitivement retiré, **sans possibilité d'inscription l'année suivante**.

Ces dispositions sont prises dans l'intérêt et la sécurité des enfants et de la collectivité.

#### 7 – REGLEMENT

Une participation familiale, fixée par délibération du Conseil Municipal, est demandée aux familles sollicitant le transport (pour information : année 2014/2015 le coût facturé à la commune par le Conseil Général est de 120 € par an et par enfant, participation familiale de 30 €).

Aucun remboursement ne pourra être effectué, que ce soit en totalité ou au prorata temporis. Les règlements s'effectueront en chèque (à l'ordre de la Régie Transports Scolaires Bormes), ou en espèces.

Nous comptons sur votre entière coopération pour nous aider à assurer au mieux ce service.

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
 FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
 MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
 DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
 LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**SEANCE DU 5 NOVEMBRE 2014**

Reçu en Préfecture le

10 NOV. 2014

**NOMBRE DE MEMBRES**

En exercice	Présents	Votants
29	24	28

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE CINQ

NOVEMBRE à 18 Heures, le Conseil Municipal de la Commune de BORMES LES MIMOSAS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur François ARIZZI, Maire de BORMES LES MIMOSAS.

Date de la convocation du Conseil Municipal : 29 octobre 2014.

**PRESENTS :** M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNault, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.

**POUVOIRS :** Mme Isabelle CANONNE à Mme Véronique GINOYER.  
 M. Bernard BACCINO à Mme Christiane DARNault.  
 M. Rabah HERHOUR à M. Philippe CRIPPA.  
 Mme Rania MEKKERI à Mme Nicole PESTRE.

**EXCUSEE :** Mme Marianne LE MEUR.

**FA/VA/EK – N°2014/11/184 - OBJET : ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DU COMPLEXE SPORTIF « BORMISPORT » DE BORMES LES MIMOSAS.**

Vu l'article L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que l'adoption d'un règlement intérieur du complexe sportif dénommé « Bormisport » de Bormes les Mimosas s'avère nécessaire afin de fixer les obligations réciproques entre la Commune de Bormes les Mimosas et les utilisateurs.

- 1) Il est rédigé un règlement qui précise un certain nombre d'obligations, notamment en matière d'organisation générale, de sécurité, d'hygiène et de sanctions – ce document sera affiché dans l'enceinte sportive.
- 2) Les responsables seront chargés de faire respecter ce règlement aux membres du groupe dont ils ont la charge.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis de la commission Administration Générale / Urbanisme en date du 29 octobre 2014,

**APPROUVE** le présent règlement intérieur du complexe sportif « Bormisport » de Bormes les Mimosas.

**VOTE : UNANIMITE (28 VOIX POUR)**

**POUR (28) :** M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNault, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, Mme Isabelle CANONNE, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

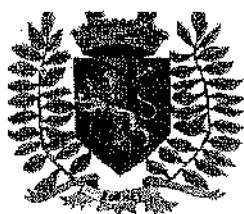
Délibération n°2014/11/184 (suite)

Véronique GINOYER, M. Bernard BACCINO, Monsieur Rabah HERHOUR, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Rania MEKKERI, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.



Pour copie conforme,  
Le Maire,

Signé : François ARIZZI



# Règlement Intérieur Complexe Sportif « Bormisport » Bormes-les-Mimosas

Approuvé par délibération en Conseil Municipal du 23.11.2014

## Preamble

Le complexe sportif de Bormisport est un établissement ouvert au public, consacré à l'enseignement et à la pratique des sports.

L'utilisation régulière du stade est réservée aux établissements scolaires, aux associations sportives, aux corporations et aux personnes privées individuelles, conformément au planning d'utilisation établi en début d'année scolaire et affiché dans l'enceinte sportive.

Des manifestations exceptionnelles peuvent être également organisées ou autorisées par la collectivité.

**Il est interdit à toutes personnes extérieures d'y accéder sans autorisation.**

## Article 1 : organisation générale

Rappel : Le planning d'utilisation est établi par la collectivité en début d'année scolaire. Il sera affiché dans le couloir des vestiaires et pourra être consulté par les utilisateurs.

- les horaires d'ouverture et de fermeture du stade et des vestiaires sont déterminés en fonction du planning, sous réserve des manifestations exceptionnelles,
- l'éclairage du stade sera éteint conformément au planning,
- toute demande de modification du planning par les utilisateurs doit être transmise par écrit à l'élu(e) responsable du service jeunesse et sports, pour accord.

## Article 2 : encadrement

- chaque association ou groupe sportif utilisant le complexe sportif devra nommer un responsable. Celui-ci sera l'interlocuteur privilégié des services territoriaux.
- les responsables seront chargés de faire respecter le présent règlement aux membres du groupe dont ils ont la charge et veilleront au maintien de la propreté des locaux mis à leur disposition (vestiaires, buvette, sanitaires...).

## Article 3 : circulation – tenue – hygiène

- seule la circulation pédestre est autorisée dans l'enceinte du complexe.
- La circulation des véhicules à moteur (sauf véhicules de la collectivité, livraison, travaux et secours) est proscrite, celle des deux roues et tout autre véhicule est interdite.

Avant toute utilisation, il devra s'assurer de son bon état et de son bon fonctionnement; en cas de dysfonctionnement, il devra en avvertir la commune immédiatement.

Il est rappelé que le déplacement et l'utilisation de certains matériels sont soumis à des normes qu'il convient de respecter. Aucun matériel appartenant aux utilisateurs ne sera entreposé sur les terrains.

- Les buts d'entraînements présents sur les largeurs de terrain doivent être en position repliée lorsque le terrain principal est utilisé. Il est interdit de se suspendre aux montants des buts ou à tout autre équipement non prévu à cet effet.

#### Article 8 : responsabilités et assurances

La commune est dégagée de toute responsabilité pour les accidents corporels pouvant résulter d'une utilisation des installations non conforme à la réglementation en vigueur et au présent règlement.

Les utilisateurs devront pour l'exercice de leurs activités habituelles, occasionnelles et exceptionnelles couvrir les conséquences de la responsabilité civile ainsi que les dommages provoqués aux installations.

#### Article 9 : sécurité

- il est strictement interdit de fumer sur les aires sportives,
- les sorties de secours doivent rester en permanence accessibles.

#### Article 10 : sanctions

Tous les utilisateurs devront respecter le présent règlement.

Les responsables d'associations ou les professeurs chargés de l'encadrement des scolaires doivent veiller au respect de ces règles au sein de leur groupe.

Les frais supportés par la commune résultant des conséquences du non respect des consignes d'utilisation pourront être récupérés par cette dernière auprès de l'auteur ou de l'association responsable.

En cas de manquements constatés dans l'application de ce règlement, l'individu ou le groupe mis en cause s'exposera aux sanctions suivantes :

- un premier avertissement oral,
- un deuxième avertissement écrit,
- un troisième avertissement écrit entraînant suspension du droit d'utilisation de l'équipement sportif pour l'année restante ; le créneau libéré pouvant à partir de ce moment être réaffecté à d'autres utilisateurs.

**Le Maire de Bormes-les-Mimosas**



**M. ARIZZI François**

**L'Adjointe à la Jeunesse, aux Sports et aux Affaires Scolaires**

**Mme TROPINI Magali**



**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**SEANCE DU 5 NOVEMBRE 2014**

Reçu en Préfecture le

10 NOV. 2014

**NOMBRE DE MEMBRES**

En exercice	Présents	Votants
29	24	28

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE CINQ

NOVEMBRE à 18 Heures, le Conseil Municipal de la Commune de BORMES LES MIMOSAS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur François ARIZZI, Maire de BORMES LES MIMOSAS.

Date de la convocation du Conseil Municipal : 29 octobre 2014.

**PRESENTS** : M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.

**POUVOIRS** : Mme Isabelle CANONNE à Mme Véronique GINOYER.  
M. Bernard BACCINO à Mme Christiane DARNAULT.  
M. Rabah HERHOUR à M. Philippe CRIPPA.  
Mme Rania MEKKERI à Mme Nicole PESTRE.

**EXCUSEE** : Mme Marianne LE MEUR.

**FA/PG/VA/CG - N°2014/11/185 - OBJET : MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR DES ACCUEILS DE LOISIRS DE BORMES LES MIMOSAS : VACANCES / PERISCOLAIRE / MERCREDI**

Vu l'article L2121-29 du code général des collectivités territoriales

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal de la modification du règlement intérieur des Accueils de Loisirs : Vacances / Péri-scolaire et Mercredi.

Suite à la mise en place de la réforme des rythmes scolaires ainsi que de la nouvelle équipe municipale, plusieurs changements s'avèrent nécessaires afin de répondre aux nouvelles exigences :

- Le centre de loisirs du mercredi est ouvert dorénavant de 12h00 à 18h00.
- Pour plus de souplesse pour les parents, les modalités d'inscription ont changé. Les parents peuvent désormais inscrire leur enfant un jour et plus chaque semaine. Toute inscription faite et non annulée quinze jours avant sera due (sous réserve d'un justificatif médical).
- Une date butoir de retour du dossier d'inscription annuel et une autre date butoir d'inscription pour les vacances d'été ont été instaurées pour optimiser le recrutement d'animateurs et pour obtenir le maximum de dossiers complets et avoir le temps de les informatiser avant la rentrée.
- Afin de sécuriser au maximum les transitions des NAPS au Péri-scolaire, il a été arrêté que tout enfant rentrant dans la salle du péri-scolaire serait facturé (pour limiter les abus et changements de dernière minute).
- Afin de limiter les impayés, les inscriptions à l'ALSH pour les vacances et les mercredis ne seront plus acceptées par téléphone, les parents doivent se rendre au Service Jeunesse et régler leurs réservations.
- Une partie a été rajoutée concernant l'obligation de remplir un dossier unique d'inscription (pour toutes les actions du service jeunesse).

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS****Délibération n°2014/11/185 (suite)**

Dans ce cadre, il vous est donc proposé de prendre connaissance du nouveau Règlement Intérieur des Accueils de Loisirs de Bormes les Mimosas : Vacances / Péri scolaire / Mercredi en annexe.

Monsieur Le Maire précise que ce règlement s'avère nécessaire pour gérer au mieux le fonctionnement de cet accueil, les inscriptions, le déroulement, son contenu et garantir la sécurité des enfants.

Le Conseil Municipal,

**VU L'AVIS DE LA COMMISSION ADMINISTRATION GENERALE EN DATE DU 29 OCTOBRE 2014,**

**APPROUVE** le règlement intérieur des Accueils de Loisirs de Bormes les Mimosas : Vacances / Péri scolaire / Mercredi annexé à la présente délibération.

**VOTE : MAJORITE (26 VOIX POUR – 2 CONTRE)**

**POUR (26)** : M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, Mme Isabelle CANONNE, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Bernard BACCINO, Monsieur Rabah HERHOUR, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.

**CONTRE (2)** : Mme Nicole PESTRE – Mme Rania MEKKERI.



Pour copie conforme,  
Le Maire,

**Signé : François ARIZZI**

# REGLEMENT INTERIEUR

## Accueil de Loisirs de Bormes-les-Mimosas

### Vacances Périscolaire Mercredi

\* Délibération du Conseil municipal / en date du 27 Septembre 2004 n° 2004/09/157

\*Modification de la délibération citée ci-dessus en date du 26 Septembre 2007 n° 2007/09/137

\*Modification en date du 19 Octobre 2009 n° 2009/10/121

\*Modification en date 09 Septembre 2011 n°2011/09/151

## 1 DOMICILIATION

Accueil de Loisirs Vacances, du Mercredi et périscolaire élémentaire :  
Ecole Elémentaire Jean Moulin  
Chemin du Content Lieu-dit « Terres-Longues »  
83230 Bormes-les-Mimosas  
Tél : 04 94 12 05 01

Périscolaire maternelle  
Ecole maternelle F. Hemeric  
Chemin du Train des Pignes  
83230 Bormes-les-Mimosas  
Tél : 04 94 71 13 20

## 2 INSCRIPTIONS

### Ouverture des inscriptions :

**VACANCES** Les inscriptions sont ouvertes une semaine après chaque séjour terminé.

Pour l'été, uniquement, les inscriptions se font en deux temps pour les enfants scolarisés sur la Commune ou Borméens (ou dont les parents attestent d'une propriété à Bormes) :

- Première période de réservation débutant une semaine après les vacances de Pâques et tout le mois de Mai : réservée exclusivement aux enfants dont les deux parents travaillent (fournir les attestations d'employeurs)
- Deuxième période de réservation, les 15 premiers jours de juin jusqu'à la date butoir de retour de dossier. Au delà, les enfants sont mis sur liste d'attente et rappelés (sous réserve de places disponibles). Pour les enfants hors communes, ils peuvent s'inscrire chaque vendredi pour la semaine qui suit, sous réserve de places disponibles (tarif maximum s'ils ne sont pas allocataires de la CAF du Var).

**PERISCOLAIRE** Il est important de spécifier par écrit tout changement occasionnel auprès de l'enseignant ou de l'ATSEM les jours concernés. En cas de changement définitif, prévenir le Service Jeunesse et Sports.

**MERCREDI** Les inscriptions se font cycle par cycle au minimum. Il faut les renouveler avant chaque départ en vacances. Un cycle correspond à la période d'école entre chaque vacance. Il y a donc 5 cycles dans l'année.

### Dossier :

Le « dossier unique » pour l'ensemble des actions du service Jeunesse doit être rempli pour chaque enfant. Il est valable de Septembre à Août, renouvelable chaque année ; à rendre à la date butoir fixée pendant l'été.

Pour que l'inscription soit effective :

\*le dossier doit être rendu complet → **Pièces à fournir :**

- Une fiche de renseignements avec les différentes autorisations et attestations, droit à l'image et prise de connaissance du projet pédagogique (dument remplie et signée)
- Le carnet de santé de l'enfant (copie des vaccinations obligatoires)
- Une fiche de liaison (dument remplie et signée)
- Le numéro d'Allocataire CAF
- Attestation assurance responsabilité civile (et/ou individuelle accident)
- Attestations employeurs, uniquement pour l'ALSH : périscolaire / été (pour inscriptions prioritaires en mai) et pour les enfants qui arrivent à 7h30 et partent à 18h00 durant les vacances ou le mercredi
- Taxe foncière de la propriété (Pour les enfants hors commune mais dont les parents possèdent une propriété à Bormes)
- La grille d'inscription des mercredis ou des vacances doit être cochée, datée et signée

\*le règlement doit être effectué lors de l'inscription au Service Jeunesse (pas d'inscription par téléphone)

### 3. CONDITIONS D'ACCUEIL DES ENFANTS

#### **VACANCES**

- Ages concernés : 3-12 ans
- Résider à Bormes (ou attester d'une propriété à Bormes) ou fréquenter l'une des deux écoles (maternelle F. Hemeric ou élémentaire J. Moulin).

#### **PERISCOLAIRE**

- Uniquement les enfants scolarisés dans l'une des deux écoles (maternelle F. Hemeric ou élémentaire J. Moulin).
- Les deux parents doivent travailler.

#### **MERCREDI**

- Ages concernés : 3-12 ans.
- Uniquement les enfants scolarisés dans l'une des deux écoles (maternelle F. Hemeric ou élémentaire J. Moulin).

### 4. MODALITES DE PAIEMENT

**VACANCES** Paiement à l'inscription. L'été, par période de 15 jours au minimum.

Le règlement se fera avant chaque début de semaine effectuée.

Mode de paiement accepté :

- Chèques libellés à l'ordre de : « Régie du Centre de Loisirs »
- Versement en numéraire

**PERISCOLAIRE** Le règlement se fera en fin de mois selon les prestations effectuées.  
Toute entrée de l'enfant dans la salle sera facturée.

**MERCREDI** Paiement à l'inscription.

La Municipalité fixe le prix de l'Accueil de Loisirs périscolaire et extrascolaire en début d'Année Civile par voie de délibération Municipale (5 tarifs différents), tarif dégressif pour le troisième enfant.

- Application d'un barème de participations familiales en fonction du Quotient familial de la CAF.

#### **Quotient familial CAF :**

La caisse d'allocations familiales du Var met à notre disposition un service internet à caractère professionnel qui nous permet de consulter directement des éléments du dossier des allocataires et ainsi connaître leur quotient familial pour le règlement de leur prestation centre de loisirs.

Conformément à la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, il est rappelé que les personnes peuvent s'opposer à cette consultation. Il faudra alors que ceux-ci nous fournissent les informations nécessaires au traitement de leur dossier pour pouvoir bénéficier de la tarification appliquée en tenant compte de leurs revenus. Sans justificatifs de revenus ou si les familles s'opposent à l'utilisation de CAF PRO, la Commune appliquera le tarif maximum.

Le tableau des participations familiales aux actions organisées par le Service Jeunesse est porté à la connaissance des familles

#### **ABSENCES et PAIEMENT :**

*Toutes les absences concernant le jour-même, doivent être signalées par téléphone (04 94 12 05 01).*

*Toute inscription faite et non annulée 2 semaines avant sera due.*

*Les inscriptions se font à la journée.*

*Pour obtenir un report, il faudra fournir : un certificat médical.*

### 5. HORAIRES DE FONCTIONNEMENT

#### **VACANCES**

Accueil du matin : entre 8h00 et 9h00

Heure de sortie : à 17h00

**Garderie ouverte uniquement pour les parents qui travaillent :**

Le matin de 7h30 à 8h00 et le soir de 17h30 à 18h00 → **FERMETURE à 18h00**

#### **PERISCOLAIRE**

Matin : 7h30-8h30

Soir : 16h30-18h30 → **FERMETURE à 18h30**

Sortie pour l'élémentaire uniquement : les enfants ne sont libérés qu'à 17h00

#### **MERCREDI**

**Demi-journée avec repas** → Après-midi : de 12h00 à 17h00

**Garderie ouverte uniquement pour les parents qui travaillent :** le soir de 17h30 à 18h00 → **FERMETURE à 18h00**

## 6. AGREMENT

En application de la législation et réglementation de la protection des mineurs accueillis hors du domicile parental pendant le temps hors scolaire et de l'arrêté du 22 Septembre 2006 relatif à la déclaration préalable aux accueils de mineurs prévue à l'article R-227-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles, la Commune de Bormes-les-Mimosas déclare annuellement un Accueil de Loisirs extra et périscolaire à la Direction Départementale de la Cohésion Sociale du Var ainsi qu'au Conseil Général, Service de la Protection Maternelle et Infantile.

## 7 ASSURANCES

GAN Assurances GAN  
Elodie et Philippe BELLENET, Agents généraux  
2, rue Pierre Letuaire  
83000 TOULON

Les Assurances GAN garantissent les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile encourue par la Ville de Bormes, du fait de ses préposés et employés, lors du fonctionnement du Centre de Loisirs extrascolaire, périscolaire et du mercredi.

## 8. HYGIENE DE VIE / PROBLEMES MEDICAUX / REPAS

- Si un enfant est malade ou a subi un accident, les directeurs ou collaborateurs prendront la décision d'appeler les parents pour qu'ils viennent le chercher ou qu'ils soient prévenus.
- La protection contre le soleil (ou le froid) est une priorité pour les enfants : casquettes, crème protectrice solaire à indices élevés, hydratation régulière (les parents doivent donc fournir casquette et crème solaire).
- Le passage aux toilettes se fait plusieurs fois dans la journée sous la surveillance des animateurs qui veillent à la bonne hygiène des enfants (lavage des mains au savon) et des sanitaires (papier et savon toujours à disposition).
- Tout enfant ayant ou susceptible d'avoir une maladie contagieuse sera refusé du centre jusqu'à ce que le médecin délivre un certificat de non-contagiosité.
- Tout enfant ayant des poux sera signalé aux parents et devra être traité immédiatement.
- Le personnel de cuisine et les directeurs sont seuls habilités à rentrer dans les cuisines.
- Tous les repas et pique-niques sont prévus pour les enfants.
- Un animateur par table s'assure du bon déroulement du repas pour que les enfants goûtent à tout et mangent suffisamment.
- Lors de chaque sortie, les animateurs disposent d'une trousse à pharmacie de secours contenant les produits et matériels d'urgence, les numéros de téléphone d'urgence, ceux des parents et des animateurs ainsi que les problèmes médicaux et alimentaires des enfants.
- Tous les soins sont notés dans un registre d'infirmerie.
- Les médicaments sont administrés uniquement si les parents fournissent une ordonnance récente et une autorisation écrite signée, ils devront être fournis dans leur boîte d'origine avec le nom de l'enfant et la date du jour.

## 9. RESPECT DES PERSONNES ET LIEUX DE VIE

- Tout est mis en œuvre pour respecter au maximum les rythmes de vie, les besoins et la pudeur des enfants.
- Un temps calme ou une sieste facultative est organisé après le repas.
- Toutes discriminations physiques, sociales, ou autres sont prohibées afin de garantir le respect des personnes.
- Toutes sanctions physiques, humiliations ou jeux dégradants sont interdits.
- Il est interdit de fumer à l'intérieur de l'établissement.
- La consommation d'alcool et de drogues est interdite et entraînera une exclusion immédiate.
- Il est interdit de marcher dans les endroits végétalisés de la cour.
- Tout est mis en œuvre pour que les locaux soient respectés et restent propres.

## 10. SECURITE

- Des règles de vie sont établies en début de séjour avec les enfants et l'équipe d'animation concernant : le respect des personnes, le respect des locaux, le respect du matériel, des consignes de sécurité et de la réglementation.
- Les tongs et claquettes sont interdites pour les enfants au Centre, la tenue doit être adaptée aux activités.
- Il est interdit d'apporter argent, téléphones ou tout autre objet de valeurs.
- Les parents doivent se présenter le premier jour à tous les animateurs du groupe de leur enfant et présenter les personnes susceptibles de venir le chercher.
- A l'issue de la prise en charge, l'enfant sera remis à la personne habilitée et majeure pour les Maternels (conforme aux renseignements de la fiche d'inscription). A partir de l'âge élémentaire, et avec autorisations écrites des parents, les enfants peuvent partir seuls le centre.
- Le portail doit rester fermé (loquet descendu).
- Lors de chaque sortie en bus, une « Fiche de Bus » est remplie par un animateur vérifiant ainsi la sécurité avant, pendant et à la descente du transport.
- Pendant les vacances, un exercice d'évacuation est organisé en début de séjour avec l'équipe et les enfants.
- Les numéros d'urgence et du personnel sont affichés et mis dans les trousses à pharmacie.
- Les horaires déterminés à l'avance (bus, repas, accueil) doivent être respectés, en cas de retard, l'équipe peut refuser un enfant en fonction de l'organisation de l'activité prévue : sorties, pique-nique...

**En l'absence de présentation des parents ou personnes habilitées :** après avoir tout mis en œuvre pour prévenir les responsables ou une personne mandatée à prendre l'enfant, le directeur pourra confier l'enfant à la Gendarmerie de Bormes-les-Mimosas.

- Tout problème rencontré par les parents ou les animateurs (d'ordre relationnel, médical ou autres) doit être signalé aux directeurs qui selon la gravité en informera sa hiérarchie et son élu.

Tout manquement au présent règlement fera l'objet d'une sanction réfléchie et adéquate.

### Les Directeurs :

- Interlocuteurs privilégiés de terrain et pour les familles, les Directeurs sont chargés de veiller au bon fonctionnement des accueils, au respect des règles et à leur parfaite intégration dans le éducatif de la commune.
- Sous leur responsabilité, les animateurs proposent des programmes d'activités adéquates en lien avec les projets pédagogiques des structures.

Service référent : Jeunesse 04 94 41 77 20

Magali TROPINI  
Adjointe à la Jeunesse, aux Sports  
Et aux Affaires Scolaires

François ARIZZI  
Maire de Bormes-les-Mimosas

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**SEANCE DU 5 NOVEMBRE 2014**

Reçu en Préfecture le

10 NOV. 2014

**NOMBRE DE MEMBRES**

En exercice	Présents	Votants
29	24	28

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE CINQ

NOVEMBRE à 18 Heures, le Conseil Municipal de la Commune de BORMES LES MIMOSAS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur François ARIZZI, Maire de BORMES LES MIMOSAS.

Date de la convocation du Conseil Municipal : 29 octobre 2014.

**PRESENTS** : M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.

**POUVOIRS** : Mme Isabelle CANONNE à Mme Véronique GINOYER.  
M. Bernard BACCINO à Mme Christiane DARNAULT.  
M. Rabah HERHOUR à M. Philippe CRIPPA.  
Mme Rania MEKKERI à Mme Nicole PESTRE.

**EXCUSEE** : Mme Marianne LE MEUR.

**FA/VA/VH – N°2014/11/186 - OBJET : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION « RUGBY CLUB DES PLAGES »**

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que l'association de « Rugby Club des plages » a des dépenses importantes liées aux déplacements lointains de son équipe des 16/18 ans,

Afin d'aider l'association « Rugby Club des plages » à la prise en charge des frais qu'incombent ces déplacements en bus, il vous est proposé d'attribuer une subvention exceptionnelle de 1.300 €.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**Vu l'avis de la commission Administration Générale / Finances en date du 29 octobre 2014,**

**ATTRIBUE** une subvention exceptionnelle de 1.300 € à l'association « Rugby Club des plages »,

**DIT** que les crédits sont inscrits au BP 2014 de la commune chapitre 65 article 6574.

**VOTE : UNANIMITE (28 VOIX POUR)**

**POUR (28)** : M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, Mme Isabelle CANONNE, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Bernard BACCINO, Monsieur Rabah HERHOUR, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Rania MEKKERI, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Délibération n°2014/11/186 (suite)



Pour copie conforme,  
Le Maire,

Signé : François ARIZZI



**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**SEANCE DU 5 NOVEMBRE 2014**

Reçu en Préfecture le

10 NOV. 2014

**NOMBRE DE MEMBRES**

En exercice	Présents	Votants
29	24	28

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE CINQ NOVEMBRE à 18 Heures, le Conseil Municipal de la Commune de BORMES LES MIMOSAS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur François ARIZZI, Maire de BORMES LES MIMOSAS.

Date de la convocation du Conseil Municipal : 29 octobre 2014.

**PRESENTS :** M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.

**POUVOIRS :** Mme Isabelle CANONNE à Mme Véronique GINOYER.  
M. Bernard BACCINO à Mme Christiane DARNAULT.  
M. Rabah HERHOUR à M. Philippe CRIPPA.  
Mme Rania MEKKERI à Mme Nicole PESTRE.

**EXCUSEE :** Mme Marianne LE MEUR.

**FA/VA/VH – N°2014/11/187 - OBJET : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION « TRAIT D'UNION »**

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que l'association de « Trait d'union » a eu des dépenses imprévues pour les animations du Village durant la période estivale,

Afin d'aider l'association « Trait d'union » à couvrir ces frais supplémentaires, Il nous est proposé d'attribuer une subvention exceptionnelle de 1.000 €.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**Vu l'avis de la commission Administration Générale / Finances en date du 29 octobre 2014,**

**ATTRIBUE** une subvention exceptionnelle de 1.000 € à l'association « Trait d'union »,

**DIT** que les crédits sont inscrits au BP 2014 de la commune chapitre 65 article 6574.

**VOTE : UNANIMITE (28 VOIX POUR)**

**POUR (28):** M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, Mme Isabelle CANONNE, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Bernard BACCINO, Monsieur Rabah HERHOUR, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Rania MEKKERI, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Délibération n°2014/11/187 (suite)



Pour copie conforme,  
Le Maire,

Signé : François ARIZZI

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**SEANCE DU 5 NOVEMBRE 2014**

Reçu en Préfecture le

10 NOV. 2014

**NOMBRE DE MEMBRES**

En exercice	Présents	Votants
29	24	28

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE CINQ

NOVEMBRE à 18 Heures, le Conseil Municipal de la Commune de BORMES LES MIMOSAS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur François ARIZZI, Maire de BORMES LES MIMOSAS.

Date de la convocation du Conseil Municipal : 29 octobre 2014.

**PRESENTS :** M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.

**POUVOIRS :** Mme Isabelle CANONNE à Mme Véronique GINOYER.  
M. Bernard BACCINO à Mme Christiane DARNAULT.  
M. Rabah HERHOUR à M. Philippe CRIPPA.  
Mme Rania MEKKERI à Mme Nicole PESTRE.

**EXCUSEE :** Mme Marianne LE MEUR.

**FA/VA/CM – N°2014/11/188 - OBJET : FINANCEMENT DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE PREVENTION DES INONDATIONS – MODIFICATION DE LA CLE DE REPARTITION DES DEPENSES ENTRE LES COMMUNES DE BORMES ET DU LAVANDOU**

D'un commun accord avec la commune de Bormes les Mimosas, il est proposé de modifier la clé de répartition des dépenses du Syndicat Intercommunal de Prévention des Inondations (SIPI) entre les deux communes.

Celle-ci était auparavant de 60% pour la commune du Lavandou et de 40% pour la commune de Bormes.

Il est proposé de la passer à 50/50 pour des dépenses engagées et réalisées à partir du 1<sup>er</sup> juin 2014.

Les dépenses engagées avant cette date et non mandatées, ainsi que les emprunts contractés avant cette date se verront appliquées la clé de répartition antérieure.

Les communes pourront engager une discussion sur l'évolution de cette répartition lors de la remise de l'estimation définitive des travaux d'aménagement à réaliser.

Chaque année, il sera réalisé par le SIPI un document de prévision permettant d'identifier les montants estimés de répartition et reversement par la commune. Ce document sera consolidé en fin d'années au regard des dépenses réellement payées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**Vu l'avis de la commission Administration Générale / Finances en date du 29 octobre 2014,**

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Délibération n°2014/11/188 (suite)

**APPROUVE** la nouvelle clé de répartition des dépenses du SIPI à 50% pour la commune de Bormes et 50% pour la commune du Lavandou dans les conditions exposées ci-dessus.

**VOTE** : MAJORITE (24 VOIX POUR – 4 ABSTENTIONS)

**POUR (24)** : M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, Mme Isabelle CANONNE, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Bernard BACCINO, Monsieur Rabah HERHOUR, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.

**ABSTENTIONS (4)** : M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Rania MEKKERI.



Pour copie conforme,  
Le Maire,

Signé : François ARIZZI

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS** Reçu en Préfecture le  
**SEANCE DU 5 NOVEMBRE 2014**

10 NOV. 2014

**NOMBRE DE MEMBRES**

En exercice	Présents	Votants
29	24	28

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE CINQ

NOVEMBRE à 18 Heures, le Conseil Municipal de la Commune de BORMES LES MIMOSAS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur François ARIZZI, Maire de BORMES LES MIMOSAS.

Date de la convocation du Conseil Municipal : 29 octobre 2014.

**PRESENTS :** M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.

**POUVOIRS :** Mme Isabelle CANONNE à Mme Véronique GINOYER.  
M. Bernard BACCINO à Mme Christiane DARNAULT.  
M. Rabah HERHOUR à M. Philippe CRIPPA.  
Mme Rania MEKKERI à Mme Nicole PESTRE.

**EXCUSEE :** Mme Marianne LE MEUR.

**FA/VA/MT/CM – N°2014/11/189 - OBJET : PROCES-VERBAL DE CESSION GRACIEUSE DE MOTOPOMPES**

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal qu'à la suite des très grands incendies de 2003, une véritable réflexion a été engagée par le Conseil Général du Var sur les moyens à mettre en œuvre pour tenter de limiter les dégâts occasionnés par les feux de forêts. De ce fait, parmi les propositions retenues, il a été décidé de mettre à disposition des motopompes pour utiliser l'eau des piscines des particuliers, avec l'idée simple qu'une piscine représente potentiellement la force de frappe de huit canadaïrs.

Ainsi, le département du Var a donc mis en place un « dispositif motopompes » en complément du dispositif « comité de secteur », qui répond à la demande sociale, en s'assurant de l'efficacité technique et de la sécurité des personnes.

Dans ce contexte, il vous est proposé de prendre connaissance de la présente convention entre le Conseil Général du Var et la commune de Bormes-les-Mimosas qui précise que notre collectivité a obtenu dix motopompes il y a 10 ans par le département, dont les n° de séries sont les suivants dans le cadre de la lutte contre les feux de forêts :

- 1050106
- 1056244
- 1056218
- 1050091
- 1056243
- 1056238
- 1059322
- 1056249

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Délibération n°2014/11/189 (suite)

- 1056193
- 1050094

Dans ce contexte préalablement défini, il vous est proposé :

- 1) de vous prononcer sur le procès-verbal à intervenir entre le Conseil Général d'une part et la commune de Bormes les Mimosas d'autre part,
- 2) d'autoriser le Maire à signer le dit procès-verbal.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis de la commission Administration Générale / Finances en date du 29 octobre 2014,

**APPROUVE** le procès-verbal annexé à la présente délibération,

**AUTORISE** le Maire à le signer,

**VOTE : UNANIMITE (28 VOIX POUR)**

**POUR (28) :** M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, Mme Isabelle CANONNE, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Bernard BACCINO, Monsieur Rabah HERHOUR, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Rania MEKKERI, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.



Pour copie conforme,  
Le Maire,

**Signé : François ARIZZI**



## Procès-verbal de cession gracieuse de motopompes

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du Var n°.....  
du....., autorisant la cession gracieuse de motopompes,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Bormes-les-Mimosas n°.....  
du....., acceptant la remise de motopompes, à titre gracieux,

Il est remis, ce jour, à la commune de Bormes-les-Mimosas, dix motopompes, dont les n° de séries sont les suivants :

- 1050106
- 1056244
- 1056218
- 1050091
- 1056243
- 1056238
- 1059322
- 1056249
- 1056193
- 1050094

Observations : /

L'état des motopompes au moment de la remise est : *bon état général*

-  
-  
-  
-  
-  
-  
-  
-  
-  
-  
-

Fait en deux exemplaires originaux

Bormes-les-Mimosas, le

Le Maire

François ARIZZI

Toulon, le

Le Président du Conseil Général du Var

Horace LANFRANCHI

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS** Reçu en Préfecture le  
**SEANCE DU 5 NOVEMBRE 2014**

10 NOV. 2014

**NOMBRE DE MEMBRES**

En exercice	Présents	Votants
29	24	28

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE CINQ

NOVEMBRE à 18 Heures, le Conseil Municipal de la Commune de BORMES LES MIMOSAS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur François ARIZZI, Maire de BORMES LES MIMOSAS.

Date de la convocation du Conseil Municipal : 29 octobre 2014.

**PRESENTS :** M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.

**POUVOIRS :** Mme Isabelle CANONNE à Mme Véronique GINOYER.  
M. Bernard BACCINO à Mme Christiane DARNAULT.  
M. Rabah HERHOUR à M. Philippe CRIPPA.  
Mme Rania MEKKERI à Mme Nicole PESTRE.

**EXCUSEE :** Mme Marianne LE MEUR.

**FAVA/MT/CM – N°2014/11/190 - OBJET : CONVENTION COMMUNE / COPROPRIETE HAMEAU DES ROCHES BRUNES – TRANSPORTS SCOLAIRES**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'à la suite des intempéries de janvier 2014, la commune s'est engagée à réparer la route du lotissement du hameau des roches brunes et en contre partie de légaliser l'arrêt du bus scolaire dans l'enceinte de cette copropriété.

Ainsi, il vous est proposé de prendre connaissance de la présente convention annexée à la présente délibération qui permettra de régulariser l'arrêt du bus scolaire de la commune dans l'enceinte du hameau des roches brunes.

Dans ce contexte préalablement défini, il vous est proposé :

- 1) de vous prononcer sur la convention à intervenir entre l'ASL du Hameau des roches Brunes, mandatée par son Président, d'une part et la commune de Bormes les Mimosas d'autre part,
- 2) d'autoriser le Maire à signer la dite convention.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis de la commission Administration Générale / Finances en date du 29 octobre 2014,

**APPROUVE** la convention annexée à la présente délibération,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à la signer.



**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Délibération n°2014/11/190 (suite)

**VOTE : UNANIMITE (28 VOIX POUR)**

**POUR (28)**: M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, Mme Isabelle CANONNE, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Bernard BACCINO, Monsieur Rabah HERHOUR, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Rania MEKKERI, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.



Pour copie conforme,  
Le Maire,

**Signé : François ARIZZI**

## CONVENTION DE PARTENARIAT

### ENTRE

L'Association : **ASL du Hameau des Roches Brunes**  
Domiciliée : **1 route de La Garrigue – 83230 BORMES LES MIMOSAS**  
Représentée par : **M. Michel ANSTETT**  
En sa qualité de : **Président**  
Dûment habilité aux fins des présentes,  
Ci-après dénommée « l'association »

D'une part,

ET,

La société/l'association : **Mairie de Bormes les Mimosas**  
Dont le siège social se situe : **1 place Saint François – 83230 BORMES LES MIMOSAS**  
Représenté(e) par : **M. François ARIZZI**  
En sa qualité de : **Maire**  
Dûment habilité aux fins des présentes,  
Ci après dénommée « le partenaire »

D'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

### ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la mise en place d'un partenariat établi entre l'association et le partenaire afin de légaliser l'arrêt du bus scolaire dans l'enceinte de la copropriété. L'assemblée de l'ASL donne mandat au président pour l'établissement et la signature de cette convention.

### ARTICLE 2 : OBLIGATION DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Respecter l'arrêt et la signalisation qui en découle,
- Respecter les enfants qui descendent à cet arrêt.

### **ARTICLE 3 : OBLIGATION DU PARTENAIRE**

Le partenaire s'engage à :

- Réhabiliter la route en bas du lotissement suite aux dégâts occasionnés par les intempéries de janvier 2014 (annexe 1),
- Signaliser l'arrêt de bus et l'entretenir.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La présente convention prend effet à la date de sa signature par les deux parties, pour une durée indéterminée.

### **ARTICLE 5 : RESILIATION**

En cas de non respect des termes de la convention, chacune des deux parties se réserve le droit de mettre fin à la présente convention en prévenant l'autre partie un (1) mois à l'avance par envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception sans aucune indemnité à l'une ou l'autre des parties.

### **ARTICLE 6 : LITIGE**

En cas d'inexécution partielle ou totale de la présente convention, et après que toute tentative d'arrangement amiable ait été tentée, la partie lésée se réserve le droit de faire constater cette inexécution par huissier, et de saisir la juridiction compétente.

Etabli en deux (2) exemplaires originaux.

Fait à Bormes les Mimosas ,

Le 05/11/2014,

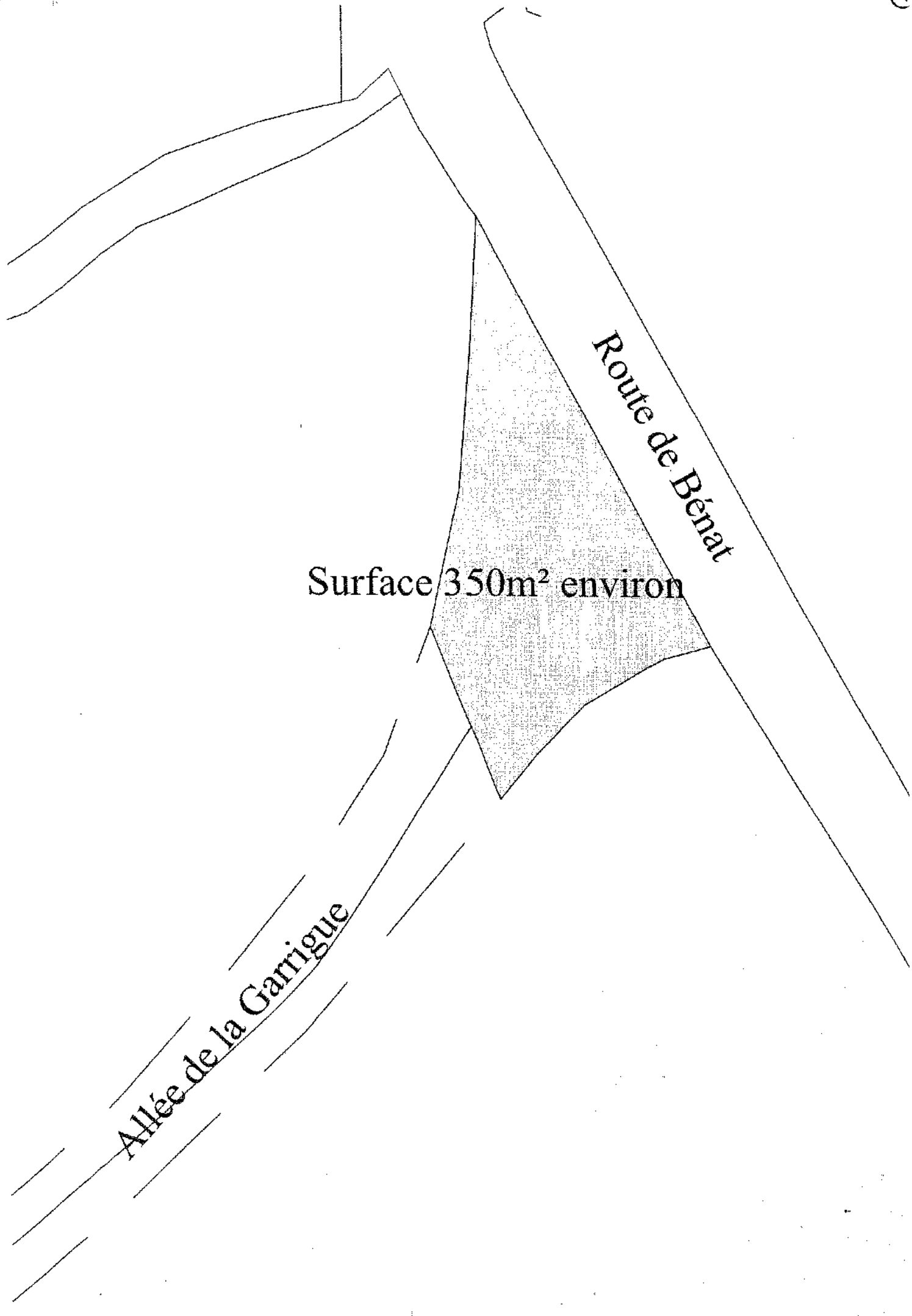
Pour l'association (\*),

Pour le partenaire (\*),

Mme/Mlle/M.

Mme/Mlle/M.

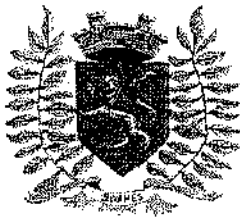
(\*) Signature précédée de la mention *lu et approuvé*



Surface 350m<sup>2</sup> environ

Allée de la Garrigue

Route de Bénat

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**SEANCE DU 5 NOVEMBRE 2014**

Reçu en Préfecture le

10 NOV. 2014

**NOMBRE DE MEMBRES**

En exercice	Présents	Votants
29	24	28

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE CINQ

NOVEMBRE à 18 Heures, le Conseil Municipal de la Commune de BORMES LES MIMOSAS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur François ARIZZI, Maire de BORMES LES MIMOSAS.

Date de la convocation du Conseil Municipal : 29 octobre 2014.

**PRESENTS :** M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.

**POUVOIRS :** Mme Isabelle CANONNE à Mme Véronique GINOYER.  
M. Bernard BACCINO à Mme Christiane DARNAULT.  
M. Rabah HERHOUR à M. Philippe CRIPPA.  
Mme Rania MEKKERI à Mme Nicole PESTRE.

**EXCUSEE :** Mme Marianne LE MEUR.

**FA/VA/MT/CM – N°2014/11/191 - OBJET : CONTRAT D'ENTRETIEN DES TOITURES TERRASSES DES BATIMENTS COMMUNAUX**

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal qu'il est nécessaire de passer un contrat avec la société « LES ETANCHEURS REUNIS » concernant le nettoyage, la vérification, la reprise l'évacuation des toitures terrasses des bâtiments communaux.

La « SARL LES ETANCHEURS REUNIS » s'engage à effectuer l'entretien 2 fois par an (dont un avant les pluies automnales) et à proposer les services suivants :

- nettoyage de l'ensemble des toitures terrasses, et des chéneaux,
- Retrait manuel des végétations ou avec désherbant si nécessaire,
- Vérification des évacuations d'eaux pluviales,
- Reprise de joints au mastic polyuréthane, si nécessaire,
- Vérification de tous les incidents apparents (relevés, souches cheminées, etc),
- Evacuation des déchets à la décharge autorisée.

La « SARL LES ETANCHEURS REUNIS » propose un contrat annuel, renouvelable 2 fois par tacite reconduction pour un montant de 4 680 € TTC.

Dans ce contexte préalablement défini, il vous est proposé :

- 1) de vous prononcer sur le contrat à intervenir entre la société « LES ETANCHEURS REUNIS » d'une part et la commune de Bormes-les-Mimosas d'autre part,
- 2) d'autoriser le Maire à signer le dit contrat.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Délibération n°2014/11/191 (suite)

Vu l'avis de la commission Administration Générale / Finances en date du 29 octobre 2014,

APPROUVE le contrat annexé à la présente délibération

AUTORISE M. le Maire à le signer

DIT que les crédits sont inscrits au BS 2014 de la commune article 61522 "Entretien des bâtiments".

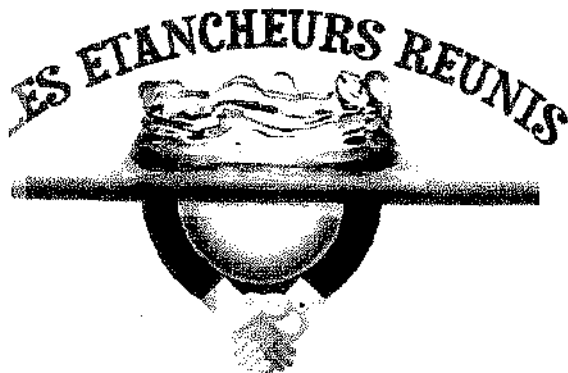
VOTE : UNANIMITE (28 VOIX POUR)

POUR (28) : M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, Mme Isabelle CANONNE, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Bernard BACCINO, Monsieur Rabah HERHOUR, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Rania MEKKERI, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.



Pour copie conforme,  
Le Maire,

Signé : François ARIZZI



## **CONTRAT D'ENTRETIEN DEVIS N° 2850 10 14**

### **LE SOUSCRIPTEUR**

**NOM** : MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS  
Représenté par M F DUPIED, directeur des services technique et M R BANO

**ADRESSE** : HOTEL DE VILLE 83230 BORMES LES MIMOSAS

Le présent contrat est souscrit pour les infrastructures suivantes :

- Groupe scolaire J MOULIN ; montant HT de 450,00€, soit un total TTC de 540 € (TVA 20% : 90€)
- Réfectoire-cuisine Ecole J Moulin ; montant HT de 400,00€, soit un total TTC de 480 € (TVA 20% : 80 €)
- Maison du gardien Ecole J Moulin ; montant HT de 300,00€, soit un total TTC de 360 € (TVA 20% : 60€)
- Gymnase ; montant HT de 450,00€, soit un total TTC de 540 € (TVA 20% : 90€)
- Hôtel de ville; montant HT de 350,00€, soit un total TTC de 420 € (TVA 20% : 70€)
- CABASSON locaux MNS ; montant HT de 200,00€, soit un total TTC de 240 € (TVA 20% : 40€)
- Salle polyvalente ; montant HT de 350,00€, soit un 420 total TTC de € (TVA 20% : 70€)
- Tribune stade BORMISPORT ; montant HT de 200,00€, soit un total TTC de 240 € (TVA 20% : 40€)
- Police Municipale LA FAVIERE ; montant HT de 300,00€, soit un total TTC de 360 € (TVA 20% : 60€)
- Police Municipale VILLAGE ; montant HT de 300,00€, soit un total TTC de 360 € (TVA 20% : 60€)
- Gendarmerie ; montant HT de 450,00€, soit un total TTC de 540 € (TVA 20% : 90€)
- Office du tourisme ; montant HT de 250,00€, soit un total TTC de 300.00€ (TVA 20 % : 50 €)
- Salle FERRERO ; montant HT de 350,00€, soit un total TTC de 420.00€ (TVA 20 % : 70 €)

Soit un total de **3900 € Hors Taxe ; soit 4680 € TTC.**

### **Conditions générales du contrat :**

Le contrat prendra effet à partir de la date de souscription pour une durée de 12 mois. Ce contrat est renouvelable par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une des parties 2 mois au moins

S.A.R.L Les Etancheurs Réunis – 2, Avenue Des Heures Claires 83270 ST CYR LES LECQUES

Tél 04 94 32 69 28 - Fax : 04 94 32 73 70 – Mail : etancheurs.reunis@yahoo.fr

N°Siret 5230657300023 – CODE APE/NAF 4399A

N° TVA INTRACOMMUNAUTAIRE FR 44 523 065 753

avant son expiration. Le paiement du forfait doit intervenir dans un délai de 5 jours après souscription.

**Service compris dans le contrat :**

LA SARL LES ETANCHEURS REUNIS s'engage à effectuer l'entretien 2 fois par an (dont un avant les pluies automnales), comprenant :

- Nettoyage de l'ensemble des toitures terrasses, et des chéneaux.
- Retrait manuel des végétations ou avec désherbant si nécessaire.
- Vérification des évacuations d'eaux pluviales.
- Reprise de joints au mastic polyuréthane, si nécessaire.
- Vérification de tous les incidents apparents (relevés, souches cheminées, etc)
- Evacuation des déchets à la décharge autorisée.

**Travaux :**

L'opportunité de réaliser certains travaux sortant du cadre de l'entretien fera l'objet d'une communication avec les services techniques et la production de devis détaillés le cas échéant.

**Durée :** le présent contrat sera renouvelable par tacite reconduction et ne pourra excéder une durée maximale de 3 ans.

**Révision de prix :**

Le tarif sera révisé annuellement selon la variation de l'indice BT 53 à la date anniversaire du contrat.

**TVA :**

Nos prix sont établis sur la base des taux de TVA en vigueur à la date de remise de l'offre. Toute variation ultérieure de ces taux, imposée par la loi, sera répercutée sur les prix.

**Responsabilité :**

Notre responsabilité ne saurait être engagée pour tous incidents provoqués par sinistre, malveillance, grèves, inondations, tremblement de terre, incendie.

FAIT EN 2 EXEMPLAIRES

A Saint Cyr le

Signature du client précédée de la mention

L'entreprise

« Bon pour accord »

S.A.R.L Les Etancheurs Réunis – 2, Avenue Des Heures Claires 83270 ST CYR LES LECQUES

Tél 04 94 32 69 28 - Fax : 04 94 32 73 70 – Mail : etancheurs.reunis@yahoo.fr

N°Siret 5230657300023 – CODE APE/NAF 4399A

N° TVA INTRACOMMUNAUTAIRE FR 44 523 065 753



**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**SEANCE DU 5 NOVEMBRE 2014**

Reçu en Préfecture le

10 NOV. 2014

**NOMBRE DE MEMBRES**

En exercice	Présents	Votants
29	24	28

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE CINQ NOVEMBRE à 18 Heures, le Conseil Municipal de la Commune de BORMES LES MIMOSAS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur François ARIZZI, Maire de BORMES LES MIMOSAS.

Date de la convocation du Conseil Municipal : 29 octobre 2014.

**PRESENTS :** M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.

**POUVOIRS :** Mme Isabelle CANONNE à Mme Véronique GINOYER.  
M. Bernard BACCINO à Mme Christiane DARNAULT.  
M. Rabah HERHOUR à M. Philippe CRIPPA.  
Mme Rania MEKKERI à Mme Nicole PESTRE.

**EXCUSEE :** Mme Marianne LE MEUR.

**FA/VA/CM N°2014/11/192 – OBJET : SYMIELECVAR – ADHESION DE LA COMMUNE DU MUY**

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que par délibération en date du 19 juin 2014, transmise au contrôle de légalité le 7 juillet 2014 (ci-annexée), le Comité Syndical du SYMIELECVAR a accepté, A L'UNANIMITE, l'adhésion de la Commune du MUY.

Vu l'article L. 5211-18 du Code Général des Collectivités Territoriales et la loi n°2004-809 du 13/08/2004, les collectivités adhérentes doivent entériner cette nouvelle demande.

Il est demandé à l'assemblée de se prononcer sur cette adhésion.

Le Conseil Municipal entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré,

**VU L'AVIS DE LA COMMISSION ADMINISTRATION GENERALE / FINANCES EN DATE DU 29 OCTOBRE 2014,**

**EMET UN AVIS FAVORABLE** à la demande d'adhésion de la Commune du MUY au SYMIELECVAR.

**AVIS FAVORABLE (28) :** M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, Mme Isabelle CANONNE, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Bernard BACCINO, Monsieur Rabah HERHOUR, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Rania MEKKERI, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.

---

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Délibération n°2014/11/192 (suite)



Pour copie conforme,  
Le Maire,

Signé : François ARIZZI

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE DU SYNDICAT - SEANCE DU 19 JUIN 2014 DELIBERATION N°39

L'an deux mille quatorze le dix neuf juin

Se sont réunis sur convocation du Président Guy Menut en date du 06 juin 2014 les délégués syndicaux du SYMIELECVAR salle de réunions du siège du syndicat, rue des Lauriers à BRIGNOLES à 3 h 30

**OBJET DE LA DELIBERATION :** Adhésion de la commune du MUY au SYMIELECVAR en tant que commune indépendante.

NOM Prénom	COLLECTIVITE	PRESENTS	VOTANTS	NOM Prénom	COLLECTIVITE	PRESENTS	VOTANTS
Jean-François CAPP	ADRETS (les)	Excusé		Robert BERTI	FARLEDE (la)		
Gérard MISEROUX	ADRETS (les)			Philippe VERSINI	FARLEDE (la)		
Colette GRADASSI	AIGUINES			Hélène ARMITANO	FLAYOSC	Excusée	
Claudine BARTIAUX	AIGUINES	Excusée		Rémi CUVIER	FLAYOSC	X	X
Daniel MESSEAGER	ARTIGNOSC	X	X	René FEVIN	FOX AMPHOUX	X	X
Joaquim DA CUNHA	ARTIGNOSC			Catherine MALOSSE	FOX AMPHOUX	X	
Guy PEYRON	ARTIGUES	X	X	Thomas DOMBRY	GARDE FREINET (la)	X	X
Bernard DANIEL	ARTIGUES			Jean-Jacques COURCHET	GARDE FREINET (la)		
Pierre MEYERE	AUPS			Jean-Claude CELSE	GASSIN	X	X
Bernard PANTEL	AUPS			Philippe GIRAUD	GASSIN	Excusé	
Janine BOUNIAS	BAGNOLS EN FORET	X	X	Gilles LOMBARD	GINASSERVIS	X	X
Michel TOSAN	BAGNOLS EN FORET			Alin BURLE	GINASSERVIS		
José FERNANDEZ	BARJOLS	X	X	François BERTOLOTTO	GRIMAUD	Excusé	
Christian IMBERT	BARJOLS			Francis MONNI	GRIMAUD		
Philippe DELOT	BAUDINARD			Jean-Pierre BIGEY	LAVANDOU (le)	Excusé	
Henri PERSICHINO	BAUDINARD			Patrick MARTINI	LAVANDOU (le)		
Frédéric RAGACHE	BAUDUEN			Gérard AUBERT	LONDE LES MAURES (la)	Excusé	
Roland ROUX	BAUDUEN			Cataldo LASORSA	LONDE LES MAURES (la)		
Roger ANOT	BELGENTIER	X	X	Claude ALEMAGNA	LORGUES	X	X
Jean-Louis TEISSEIRE	BELGENTIER	X		Gérard KHATCHIKIAN	LORGUES		
Alain COMBE	BORMES LES MIMOSAS	X	X	Erwan JAEN	MÈGONES	X	X
Patrice CHATAIGNIER	BORMES LES MIMOSAS			Philippe DROUHOT	MÈGONES		
Guy HERNANDEZ	BRAS			Giovanni GENIO	MOÏSAC BELLEVUE	X	X
Stéphane BIDAUX	BRAS	X	X	Ghislaine GENIO	MOÏSAC BELLEVUE	X	
Philippe DURANDO	BRIGNOLES	X	X	Alain REV	MOLE (la)		
Yvon COEFFIC	BRIGNOLES			Simon DELATTRE	MOLE (la)		
Robert AMBROSIO	BRUE AURIAC			Henri COLOMBO	MONTFORT	X	X
Laurent MOUNIER	BRUE AURIAC			Alfred FURLIN	MONTFORT		
Jean-Marc ZUCCARI	CARGES			Gilbert BURLE	MONTMEYAN		
Fernand BECKAND	CARGES			Yves BEGLIUMINI	MONTMEYAN		
Bernadette SINTES	CARQUEIRANNE	X	X	Serge RAMETTA	MOTTE (la)		
Jacky PERARD	CARQUEIRANNE			Alain GOTTARDI	MOTTE (la)		
Michel LINDEBOOM	CAVALAIRE	X	X	Michel FINK	NANS LES PINS		
Bernard SALINI	CAVALAIRE			André PIU	NANS LES PINS		
Jacques PAUL	CELLE (la)			André LAILLET	OLLIERES	X	X
Jean RIGAUD	CELLE (la)	X	X	Olivier BARTHELEMY	OLLIERES		
Christine MAYER-RINTJEMA	CHATEAUVERT	Excusée		Michel OLLAGNIER	OLLIOULES	X	X
Jean-Luc MASSONNIER	CHATEAUVERT			Guy PHILIPPEAUX	OLLIOULES		
Audrey TROIN	COGOLIN			Jean-Bernard KISTON	PIERREFEU DU VAR		
Jérôme SUEUR	COGOLIN			Jean-Luc ROVERE	PIERREFEU DU VAR		
Michel ARMANDI	COLLOBRIERES	X	X	Guy PELLISSIER	PLAN D'AUPS	X	X
Jean-Pierre RIZZO	COLLOBRIERES			Gilles RASTELLO	PLAN D'AUPS		
Philippe BREGLIANO	CORRENS			Gérald OLIVIER	PLAN DE LA TOUR		
Jacques VINCENT	CORRENS			Isabelle STRUBE	PLAN DE LA TOUR		
Roger GARCIN	COTIGNAC	X	X	Hervé HERLAUT	PONTEVES	Excusé	
Jean DEGOULET	COTIGNAC			André ISNARD	PONTEVES	X	X
Joseph FOURNIER	CRAU (la)	X	X	Jean-Raymond NIOLA	POURCIEUX	X	X
Paul BRUNETTO	CRAU (la)	Excusé		Sylvain CINTAS	POURCIEUX	X	

Roland BALBIS	VILLECROZE			Christian RYSER	NEOULES	X	X
Pierre CONSTANS	VILLECROZE			Gisèle STIVANIN	NEOULES		
Daniel BRANCHAT	VINON SUR VERDON			Suzanne ARNAUD	RIBOUX		
Guy ARMAND	VINON SUR VERDON	X	X		RIBOUX		
Bernard FOURNIER	SIE PIGNANS	X	X	Gérard MANOUSSO	ROCBARON		
Jean-Marc DUMAINE	SIE PIGNANS			Boris AVASSE	ROCBARON		
Alain SALABERT	BESSE/ISSOLE	X	X	Jean-Mathieu CHIOTTI	ROQUEBRUSSANNE (la)		
Pierre LEY	BESSE/ISSOLE	X	X	Claudine VIDAL	ROQUEBRUSSANNE (la)	X	X
Yannick SIMON	CABASSE	Excusé		Daniel VUTILLERMOZ	SIGNES	X	X
Richard MAURIN	CABASSE	X	X	Georges BRICOUT	SIGNES	X	X
Jean-Marc DUMAINE	CARNOULES			Alexandre ISTRIA	STE ANASTASIE	X	X
Jean-Marie MIHIERE	CARNOULES			Jean-Marie ROY	STE ANASTASIE	X	X
Bernard FOURNIER	FLASSANS/ISSOLE						
Philippe BOUDRIE	FLASSANS/ISSOLE	X	X				
Mario GROSSO	GONFARON	X	X				
Jean-Luc ENES	GONFARON						
Georges GARNIER	MAYONS (les)	Excusé					
Philippe LAVISSE	MAYONS (les)	X	X				
Jean-Pierre BASTIANELLI	PIGNANS	X	X				
Alain CIANEA	PIGNANS	Excusé					

Nombre de membres présents	Nombre de membres votants	Excusés
86	82	29

Le Président expose,

Par délibération en date du 29 avril 2014, la commune du MUY a adopté le principe de son adhésion au Syndicat Mixte de l'Energie des Communes du Var portant ainsi le nombre de communes adhérentes à 128.

Cette délibération détermine les compétences optionnelles retenues, à savoir les compétences n° 2 dissimulation des réseaux d'éclairage public communs au réseau de distribution publique d'énergie et n°4 dissimulation des réseaux téléphoniques communs au réseau de distribution publique d'énergie, ainsi que la désignation de deux titulaires représentants la commune aux Comités Syndicaux.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et la loi n°2004-809 du 13/08/2004, les collectivités adhérentes au SYMIELECVAR doivent se prononcer, dans un délai de trois mois à compter de la date d'envoi du courrier de notification, par le biais d'une délibération visée par la Préfecture ou sous préfecture du Var. A défaut de décision dans ce délai, l'avis des collectivités est jugé favorable.

Cette adhésion ne sera effective qu'après l'arrêté de Monsieur le Préfet du Var qui définira le nouveau périmètre du Syndicat.

Le Comité Syndical, après en avoir entendu l'exposé du Président, adopte à l'unanimité l'adhésion de la commune du MUY au SYMIELECVAR.

Pour	82
Contre	0
Abstention	0

Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus.

Le Président du SYMIELECVAR  
Conseiller Général

G. MENUT



**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
SEANCE DU 5 NOVEMBRE 2014**

Reçu en Préfecture le

10 NOV. 2014

**NOMBRE DE MEMBRES**

En exercice	Présents	Votants
29	24	28

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE CINQ

NOVEMBRE à 18 Heures, le Conseil Municipal de la Commune de BORMES LES MIMOSAS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur François ARIZZI, Maire de BORMES LES MIMOSAS.

Date de la convocation du Conseil Municipal : 29 octobre 2014.

**PRESENTS** : M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.

**POUVOIRS** : Mme Isabelle CANONNE à Mme Véronique GINOYER.  
M. Bernard BACCINO à Mme Christiane DARNAULT.  
M. Rabah HERHOUR à M. Philippe CRIPPA.  
Mme Rania MEKKERI à Mme Nicole PESTRE.

**EXCUSEE** : Mme Marianne LE MEUR.

**FA/VA/CM - N°2014/11/193 - OBJET : RAPPORT D'ACTIVITES 2013 – SYMIELECVAR**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que conformément à l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président du Syndicat doit adresser chaque année, aux Maires des Communes membres, un rapport sur les activités de l'établissement.

Ce rapport fait l'objet d'une communication par le Maire au Conseil Municipal en séance publique au cours de laquelle les délégués de la commune à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale sont entendus et doivent rendre compte au moins deux fois par an au conseil municipal de l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale.

Le Conseil Municipal,

VU le rapport annuel annexé à la présente délibération,

VU L'AVIS DE LA COMMISSION ADMINISTRATION GENERALE/FINANCES EN DATE DU 29 OCTOBRE 2014,

Le Conseil Municipal PREND ACTE du rapport annuel 2013 du Syndicat Mixte de l'énergie des Communes du Var (SYMIELECVAR), annexé à la présente délibération.

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Délibération n°2014/11/193 (suite)

**PREND ACTE (28) :** M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, Mme Isabelle CANONNE, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Bernard BACCINO, Monsieur Rabah HERHOUR, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Rania MEKKERI, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.



Pour copie conforme,  
Le Maire,

Signé : François ARIZZI



RAPPORT  
D'ACTIVITE

2013

SYNDICAT  
MIXTE DE  
L'ENERGIE  
DES  
COMMUNES  
DU VAR

Rue des Lauriers - Pôle d'activités NICOPOLIS - 83170 BRIGNOLES.

Page 1

RAPPORT D'ACTIVITE 2013

# SOMMAIRE

## 1. LES MISSIONS DU SYMIELECVAR P.5

Le contrôle de concession  
La maîtrise d'ouvrage des travaux d'effacement des lignes électriques  
La gestion et le contrôle de la taxe électricité.  
La maîtrise de l'énergie  
Les communications électroniques  
La maintenance des réseaux d'éclairage public

## 2. LES COMPTES DU SYMIELECVAR P.25

Les dépenses  
Les recettes

## 3. LE FONCTIONNEMENT SYMIELECVAR P.31

L'organigramme des élus  
Le registre des délibérations  
Le registre des arrêtés  
Les réunions  
La liste des marchés  
L'organigramme des services

## 4. L'INFORMATION ET LA COMMUNICATION P.43

Le site internet  
Les rapports et les fiches d'information  
La revue de Presse



# I. LES MISSIONS DU SYNDICAT

## NOTION D'AUTORITE CONCEDEANTE

L'autorité concédante est l'entité habilitée à concéder la distribution d'énergie sur l'ensemble de son territoire. *Cf. la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie électrique et par le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).*

En adhérant au Syndicat Mixte de l'Energie des Communes du Var (SYMIELECVAR), les collectivités transfèrent cette autorité au Syndicat Départemental qui devient l'interlocuteur unique auprès d'eRDF pour la concession.

Le SYMIELECVAR est un syndicat mixte fermé, il exerce ses missions pour le compte de :

- 68 communes indépendantes
- 59 communes représentées par 7 Syndicats d'Electrification.  
(Il en reste 5 en 2014)

*En 1999, lorsque l'Etat a décidé d'abandonner le contrôle des lignes électriques et celui des concessions, la charge des tâches jusqu'à accomplies par les fonctionnaires de la DDE a été transférée aux communes. Parce que certaines municipalités n'avaient pas les moyens de prendre en charge cette nouvelle compétence, l'idée de créer un syndicat d'électricité est née, à l'initiative d'Alfred Gauthier Président de l'AMV et de Guy Menut, Député.*

## MISSIONS STATUTAIRES

Le SYMIELECVAR assure pour ses collectivités adhérentes les missions suivantes :

- Le contrôle de concession,
- La maîtrise d'ouvrage des travaux d'effacement des lignes électriques,
- La gestion et le contrôle de la taxe électricité,
- La production d'énergie photovoltaïque,
- La distribution publique du Gaz,
- Les communications électroniques,
- La maîtrise de l'énergie,
- La création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques hybrides rechargeables,
- La maintenance des réseaux d'éclairage public.

## • EDITION RAPPORT D'ANALYSE DU CRAC

Sur la base du contrôle de ce CRAC, l'agent assermenté rédige un rapport d'analyse nommé « rapport de contrôle de l'autorité concédante ». Celui-ci est envoyé à toutes les communes membres. Le rapport de contrôle de concession 2013 sera téléchargeable sur le site internet du Syndicat à l'espace adhérent dans la rubrique contrôle de concession, à partir de décembre 2014.

La mission de contrôle consiste à vérifier qu'ERDF remplit correctement sa mission de services et utilise des indicateurs techniques et comptables tels que :

- L'état et la constitution du réseau
- L'évolution de la clientèle, des tarifs sociaux
- Le respect de décret qualité (continuité de la fourniture d'électricité et de la tenue de tension)
- Le suivi des travaux du concessionnaire (extension et renforcement)
- Les investissements pour renouvellement des ouvrages,
- Analyse comptable (immobilisations des ouvrages réalisés par l'autorité concédante).

## • FAIRE UN AUDIT TECHNIQUE ET FINANCIER DE LA CONCESSION

Le rapport d'analyse du Compte Rendu d'Activité Annuel (CRAC) permet de s'assurer que les informations remises par eRDF dans le CRAC sont cohérentes. L'audit permet d'approfondir cette analyse en privilégiant certains axes de contrôle.

L'audit général de la concession de l'électricité est terminé et les résultats figurent dans rapport d'analyse 2012.

Un audit sur l'impact patrimonial et financier en fin de concession électricité est en cours.

Il résulte de l'audit que le concessionnaire ne doit pas relâcher ses efforts financiers concernant la performance du réseau : renforcement et protection contre les aléas climatiques (vent, canicule, inondations, neige, etc...).

Le critère B, indicateur de continuité de l'alimentation électrique, est de 78 minutes pour l'année 2013. C'est le temps moyen de coupure pour un client de la concession toutes causes confondues. Sur les cinq dernières années, c'est le taux le plus bas et c'est la première fois que le critère B de la Concession est plus bas que celui de la moyenne nationale (96 minutes).

Les axes à améliorer par le concessionnaire ont été exposées dans la présentation faite à Monsieur le Préfet du Var le 2 décembre 2013, lors de la conférence départementale instituée par la loi NOME du 7 décembre 2010.

## 1.2 LE CONTROLE QUOTIDIEN

### • INTERVENTION DANS LES LITIGES ENTRE eRDF ET LES COLLECTIVITES OU LES PARTICULIERS

Le Syndicat accompagne ses adhérents dans leurs démarches auprès d'eRDF.

La commune intervient généralement pour signaler des poteaux vétustes, des problèmes relatifs à l'élagage ou des demandes de déplacement d'ouvrages. Elle adresse au SYMIELECVAR une demande écrite précisant la nature du problème accompagnée d'un plan de situation et de photographies numériques si possible.

Lorsqu'une commune est saisie par un usager pour des problèmes relevant de la qualité des prestations liées au contrat passé avec eRDF, elle peut adresser une demande écrite au Syndicat précisant les coordonnées de l'usager concerné accompagné du courrier qui lui a été adressé.

Page 17

« OPERER UN CONTROLE DES DOSSIERS DE PERMIS DE CONSTRUIRE SIMPLIFIES  
(ART 2 et 3 du Décret n° 2011-1697 du 1<sup>er</sup> décembre 2011).

Le Syndicat est destinataire des autorisations de travaux (article Art 2 et3) déposées par eRDF au titre des travaux d'extension, de renforcement et de branchements sur le périmètre de la concession.

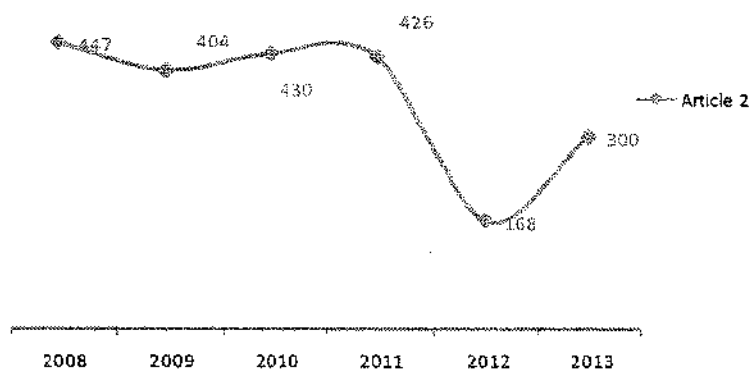
Ce contrôle permet de voir les techniques utilisées par l'exploitant en fonction de la zone des travaux et de voir si les réseaux à construire prévus en aérien ne devraient pas être réalisés en souterrain. C'est un excellent moyen d'assurer une coordination éventuelle avec des travaux programmés par le Syndicat.

eRDF développe actuellement un programme de diffusion des articles 2 et 3 nommé e-plans. Celui-ci informe par courriels tous les concessionnaires et autorités concédante ayant un réseau dans la zone de travaux futurs.

La diffusion des articles 2 du Syndicat pourrait à l'avenir passer par ce canal.

Grâce à la mise en place de cette procédure le nombre d'article 2 a doublé en 2013.

## Nombre d'article 2



« VALORISATION DES REMISES GRATUITES

La procédure de Valorisation des Remises Gratuites (VRG), mise en place à titre expérimental de 2009 à 2011 est appliquée pleinement par le Syndicat et eRDF depuis juin 2013.

Ce protocole permet de comparer le montant des travaux du syndicat avec les montants immobilisés par eRDF dans la comptabilité de la concession.

Au début du protocole, les écarts de valorisations étaient de l'ordre de 25% ils sont aujourd'hui de l'ordre de 10 %. Une convention va être signée entre le SYMIELECVAR et eRDF pour officialiser la procédure testée.

Pour le domaine technique, le constat est que le patrimoine de la concession est vieillissant. Afin de dynamiser le réseau, le concessionnaire veut montrer l'intérêt du Gaz dans le mix énergétique du futur et inverser la tendance à la baisse du nombre d'abonné.

C'est pourquoi GrDF souhaite être associé à tous les projets publics ou privés de rénovation ou de construction afin de démontrer l'attractivité du Gaz.

2°) Assister les communes dans la mise en œuvre des tarifs du gaz.

3°) Les relations contractuelles avec le concessionnaire.

✓ POUR LES COMMUNES QUI NE DISPOSENT PAS D'UN RESEAU DE GAZ EN CONCESSION :

Assister la commune dans son souhait d'implanter un réseau de gaz sur la commune.

Lancement et attribution des Délégations de Service Public (DSP).

Contrôle des RODP.

Contrôle des travaux.

La mise en place d'un service de contrôle de concession à l'instar de celui de l'électricité, nécessite des moyens.

Délégation du service public de gaz pour la commune de Pourcieux. Lancement de la procédure après enquête et analyse technique du syndicat.

LE COUT DES PRESTATIONS :

✓ POUR LES COMMUNES QUI DISPOSENT D'UN RESEAU DE GAZ EN CONCESSION :

Le transfert de la compétence n'entraîne pas de nouvelle cotisation importante de la commune.

Adhésion pour le fonctionnement:

- 1ct€/habitant.
- La redevance R1 destinée à réaliser ce contrôle est versée par le grDF au SYMIELECVAR.
- La commune conserve le produit des redevances d'occupation du domaine public

✓ POUR LES COMMUNES QUI NE DISPOSENT PAS D'UN RESEAU DE GAZ EN CONCESSION :

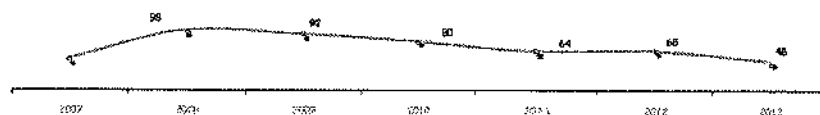
1 à 1,5 € par habitant avec un minimum de 1000,00 €.

Dégressivité en fonction de la strate de population. A valider en bureau et comité syndical.

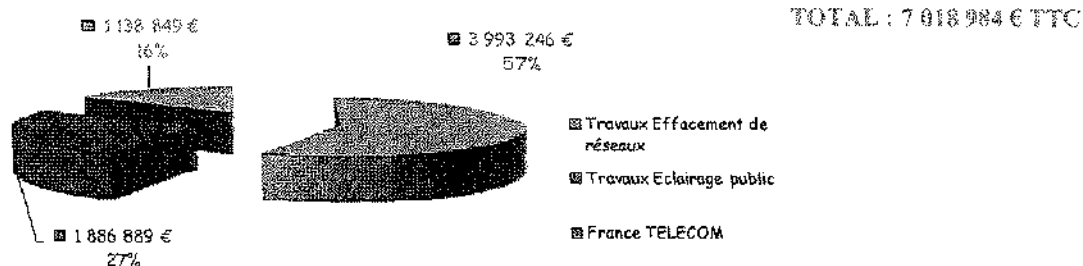
La commune conserve le produit des RODP.

## QUELQUES CHIFFRES...

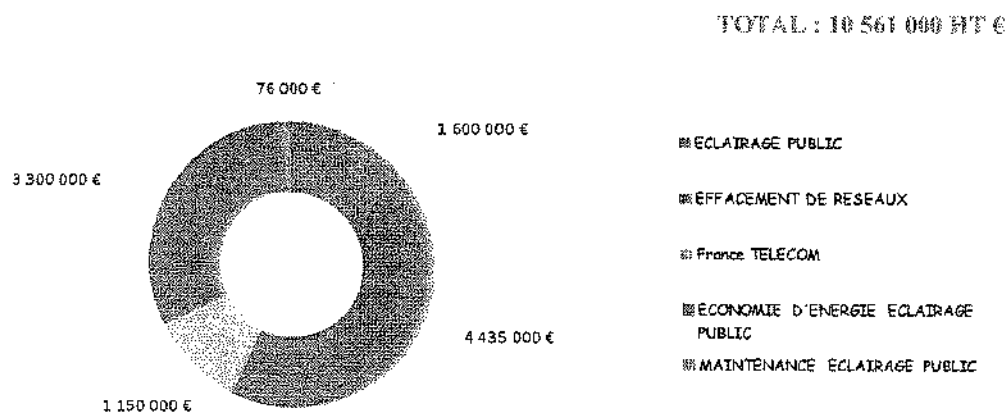
### NOMBRE DE PROJETS DEMANDES PAR LES COMMUNES



### REPARTITION DES DEPENSES DE TRAVAUX EN TTC 2013



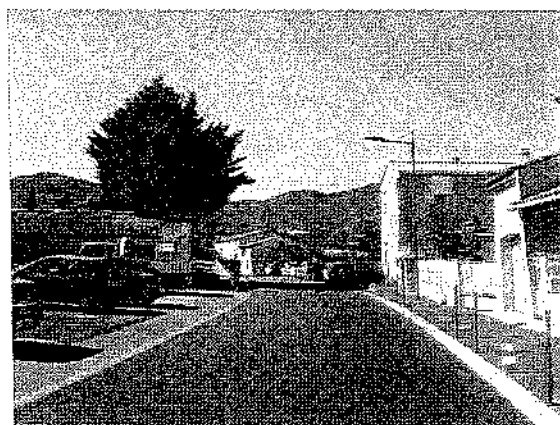
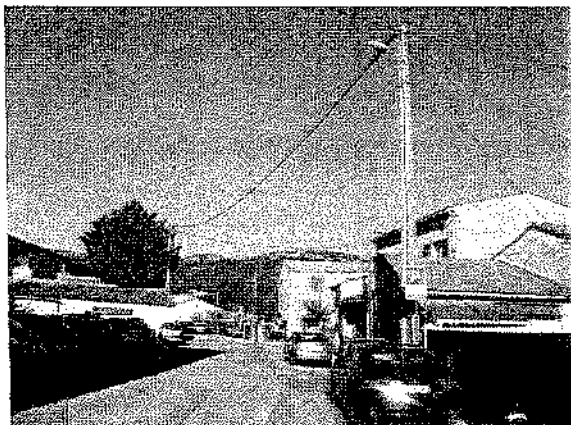
### MONTANT DES ORDRES DE SERVICE EN HT 2013



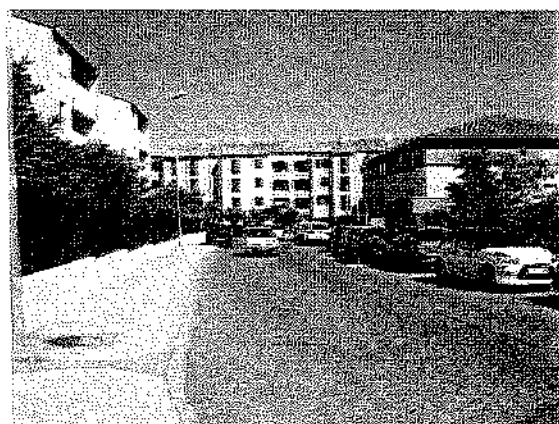
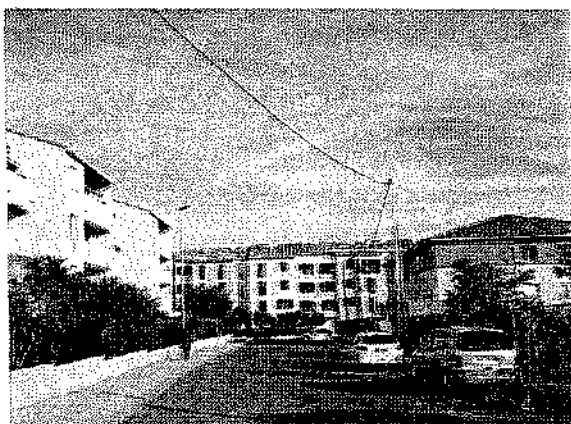
*QUELQUES PHOTOS DE CHANTIERS...*

Mise en souterrain des vieux réseaux aériens et pose de matériels d'éclairage public.

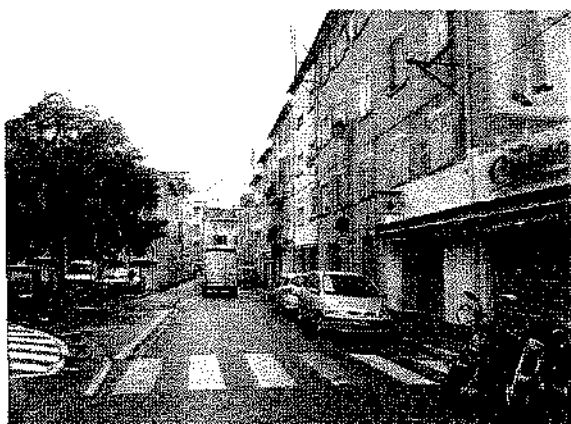
*CUERS - avenue du souvenir français*



*LA VALETTE DU VAR - Louis IMBERT*

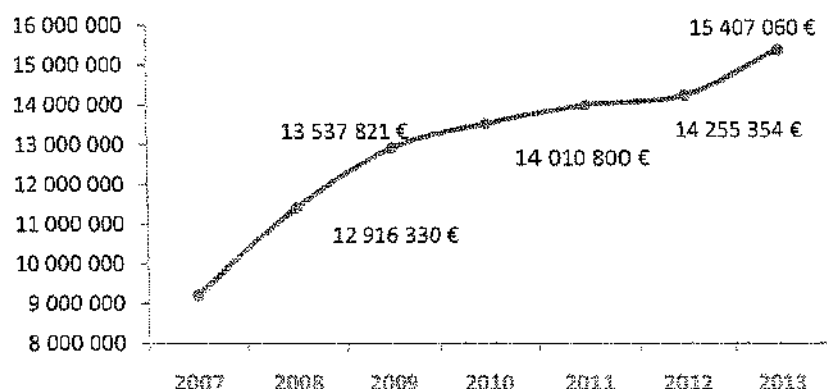


*SOLLIES PONT - Avenue 6<sup>ème</sup> RTS*



Page 1

## EVOLUTION VOLUME DE TAXE



Taxe versée par les fournisseurs en 2013 : 15 407 060 euros.

Le montant de la taxe reversée aux communes est en constante augmentation.

### Tarifs de la TCCFE

ANNEE	COEFFICIENT MULTIPLICATEUR	TARIFS 0.75	TARIFS 0.25
2011	8	6 / MWh - 0,006 / KWh	2 / MWh - 0,002 / KWh
2012	8.12	6,09 / MWh - 0,00609 / KWh	2,03 / MWh - 0,00203 / KWh
2013	8.28	6,21 / MWh - 0,00621 / KWh	2,07 / MWh - 0,00207 / KWh
2014	8.44	6,33 / MWh - 0,00633 / KWh	2,11 / MWh - 0,00211 / KWh
2015	8.50	6,375 / MWh - 0,00638 / KWh	2,125 / MWh - 0,00213 / KWh

### Une nouvelle Réforme de la TCCFE, vite abandonnée.

En décembre 2013, L'article 45 de la loi de finances rectificative pour 2013, impose le transfert du produit de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au profit des autorités organisatrices de la distribution publique d'électricité pour les communes de plus de 2000 habitants et fixe un plafond de reversement de 50 % maximum à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Conscient de l'impact financier d'une telle mesure sur les budgets communaux, le SYMIELECVAR a délibéré le 17 mars 2014, pour instaurer le taux maximum de reversement de 50% et a encouragé les communes à prendre des délibérations concordantes avant le 1<sup>er</sup> octobre 2014.

En août 2014 le législateur est revenu sur les dispositions votées huit mois auparavant. En effet la loi du 08 août 2014 revient pratiquement au fonctionnement initial, en annulant le caractère obligatoire du transfert pour les communes de plus de 2000 habitants et en supprimant le plafond de reversement de 50%.

Pour plus d'information sur ce thème, un rapport annuel de vérification de la TCCFE est édité chaque année par le syndicat et transmis aux communes.

## ECLAIRAGE PUBLIC

L'éclairage public est destiné à éclairer les voies, assurer la sécurité des personnes et des biens mais il peut être énergivore (47% de la dépense d'électricité en moyenne), mal adapté (2ème facteur de destruction des insectes) et créateur de nuisances lumineuses par le halo lumineux que le GRENELLE II de l'environnement impose désormais de traiter. Ce réseau, dont les équipements datent pour certains de plus de 30 ans, avait besoin de subir une cure de jeunesse, pour d'une part, diminuer les puissances installées dans le but de réduire les consommations d'électricité et d'autre part de rénover le parc tout en améliorant l'efficacité lumineuse des installations. Pour ce faire, la connaissance des installations en place est indispensable.

Une première opération de relevés des points lumineux a été réalisée en 2008-2009 pour 80 communes pour lesquelles 90.000 points lumineux ont été relevés par GPS, placés sur une cartographie numérique obtenue grâce au partenariat mis en place avec l'Association des Maires du Var.



Chaque commune a fait l'objet d'un diagnostic énergétique réalisé sur la base du cahier des charges de l'ADEME qui a financé les études à hauteur de 70%, grâce à cette mutualisation proposée par le Syndicat. Sur cette base, le Syndicat, maître d'ouvrage de cette opération, a souligné l'intérêt de réaliser des investissements pour la rénovation du parc en vue d'améliorer le service de l'éclairage public dépendant de la police du maire, tout en diminuant les consommations d'électricité, notamment en période pointe.



Un programme de rénovation a été préparé par le Syndicat, qui a monté les dossiers de subvention et obtenu des financements importants de la part de l'ADEME dans le cadre du programme de remplacement des lampes à vapeur de mercure pour les communes de >2000 habitants, (40% des crédits de la région PACA obtenus), le FEDER à hauteur de 1.5 Millions d'euros et la Région PACA au titre du Programme AGIR.



Toujours dans l'esprit de mutualisation et afin d'aller au bout de cette démarche, le Syndicat, compte-tenu de l'importance des luminaires à remplacer, a souhaité lancer ses marchés d'achat de fourniture d'un côté et de l'autre, des marchés de pose.

**Objectifs : diminuer le coût des travaux tout en maîtrisant la qualité et les performances des produits.**

Les objectifs sont atteints puisque depuis 2 ans, le syndicat réalise le remplacement de 9900 luminaires, tous équipés de sources lumineuses et d'appareillages très performants pour un prix de revient une fois posés, moins 50% par rapport à des opérations classiques de ce type.

Cela demande toutefois une très bonne maîtrise de la technologie utilisée en éclairage, une bonne organisation à mettre en place avec les partenaires, communes, entreprise, fournisseurs et pas mal « de cheveux blancs » pour l'organisation des travaux, le tout étant réalisé par Philippe ICKE en interne.

Les chiffres de cette opération sont communiqués, pratiquement en temps réel, sur le site Internet du Syndicat : <http://symielecvar.fr>

Economie d'énergie : 3764 Mw/an

Nombre de luminaires remplacés : 9306

Gain en CO<sup>2</sup> : 447 tonnes

CEE à déposer : 92 Gwc



En 2013, les communes ont commandé des travaux d'économie d'énergie pour un montant de 3 326 334 euros HT. Le Syndicat quant à lui a dépensé 1 870 632 euros TTC pour des travaux de remplacement de matériel d'éclairage public.



**NANS LES PINS**  
Avant : boules 125 Wmercure



**NANS LES PINS**  
Après : luminaire Alura CPO 60W



**GONFARON**  
Lanternes fonctionnelles équipées 90 W au lieu de 150 W SHP



**CARQUEIRANNE**  
Remplacement de luminaires boules



**CORRENS**  
Avant : luminaires de style sans miroir équipés en sodium HP 100 W



**CORRENS**  
Après : luminaire de style avec miroir équipés de lampes CPO 60W

## 5. COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

### FIBRE OPTIQUE ET TRES HAUT DEBIT

Le SYMIELECVAR est partenaire du schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN) qui a pour mission d'étudier les possibilités de déploiement de la fibre optique sur le département du Var hors zones AMII (Investissement par les opérateurs privés). Le Syndicat a participé aux comités techniques ainsi qu'aux comités de pilotage.

### REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

En contrepartie de l'occupation du domaine public, les opérateurs propriétaires des réseaux doivent verser aux communes une redevance dont le montant est encadré par le Décret du 27 décembre 2005.

Chaque année, le Syndicat informe les communes adhérentes sur la nécessité de solliciter l'opérateur en début d'année pour le versement de la redevance et incite les communes à demander à ORANGE de fournir le tracé sous format numérique, des ouvrages de génie civil qui constituent l'infrastructure de réseau de communications électroniques

## 6. LA MAINTENANCE DES RESEAUX D'ECLAIRAGE PUBLIC

Depuis la délibération du conseil syndical du 30 juin 2011, la compétence optionnelle n°8 « maintenance éclairage public » est ajoutée aux statuts du syndicat à l'article 2.2.4.

En 2012, les communes de BARJOLS et de FLAYOSC ont été les premières communes à confier cette mission au Syndicat. En 2013, ont suivi les communes d'ARTIGUES, AUPS, LE CASTELLET, EVENOS, GINASSERVIS, MEOUNES, RIAN, SOLLIES TOUCAS, SOLLIES VILLE, TARADEAU, LE THORONET et VARAGES.

- Le Syndicat prend en charge l'intégralité des responsabilités de la commune en matière d'éclairage public
  - Charge d'exploitation (permet de délivrer les accès au réseau)
  - Décret DT/DICT : Réponses aux demandes de renseignement lors de la réalisation des travaux en conformité avec le décret
- Il contrôle l'entreprise chargée de la maintenance
- Il met à disposition une application web permettant le signalement des pannes par internet.

**SIGNALEMENT DE PANNE**

Secteur de la	000 VARAGES
N° de la panne	
Département	83000 VAR
Date	21/05/2014
Remarque	
Nom de la	
Circonscription	CAMPUS ESTER
Code de la	Entrepreneur de la commune
N° de la	24
Commentaire	

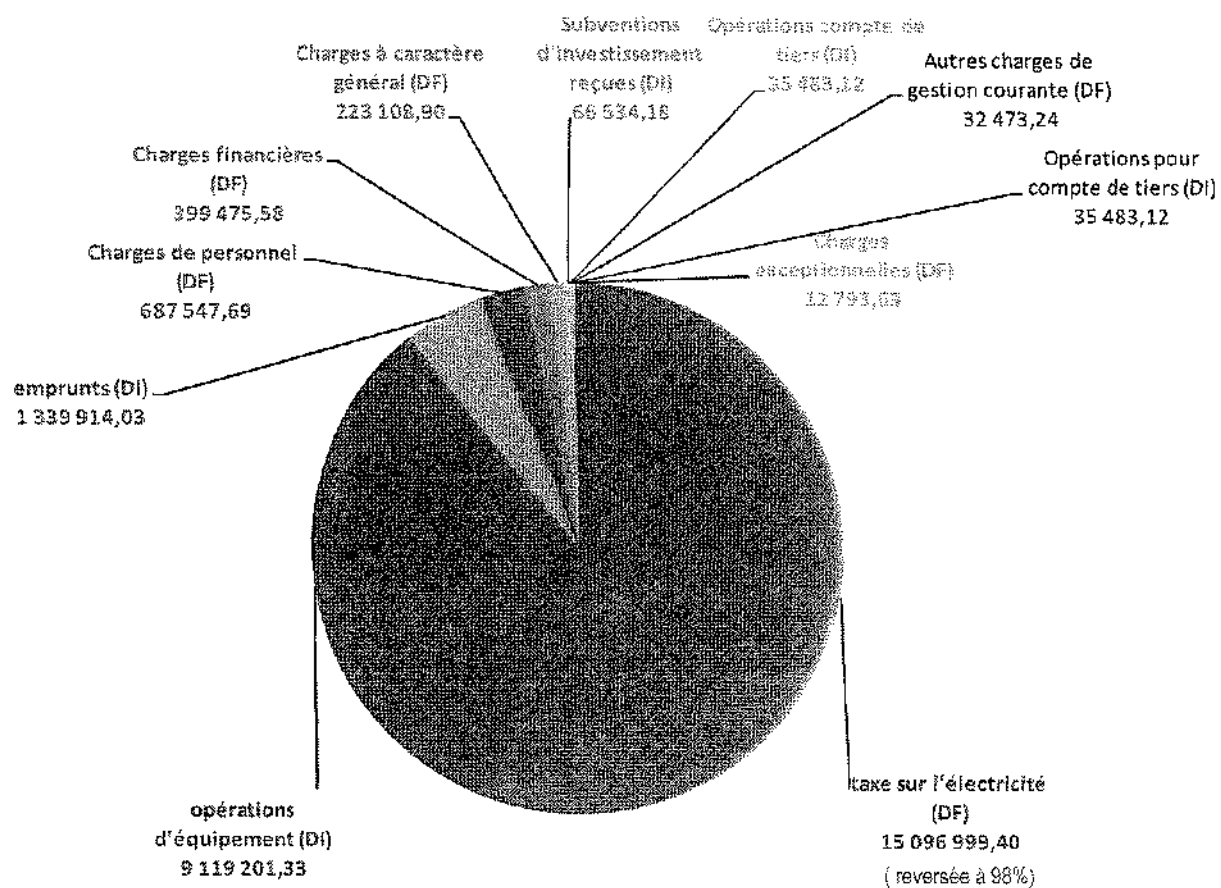


## II. LES COMPTES DU SYNDICAT

### I. LES DEPENSES

#### 1. LA REPARTITION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT ET DE FONCTIONNEMENT

### LES DEPENSES



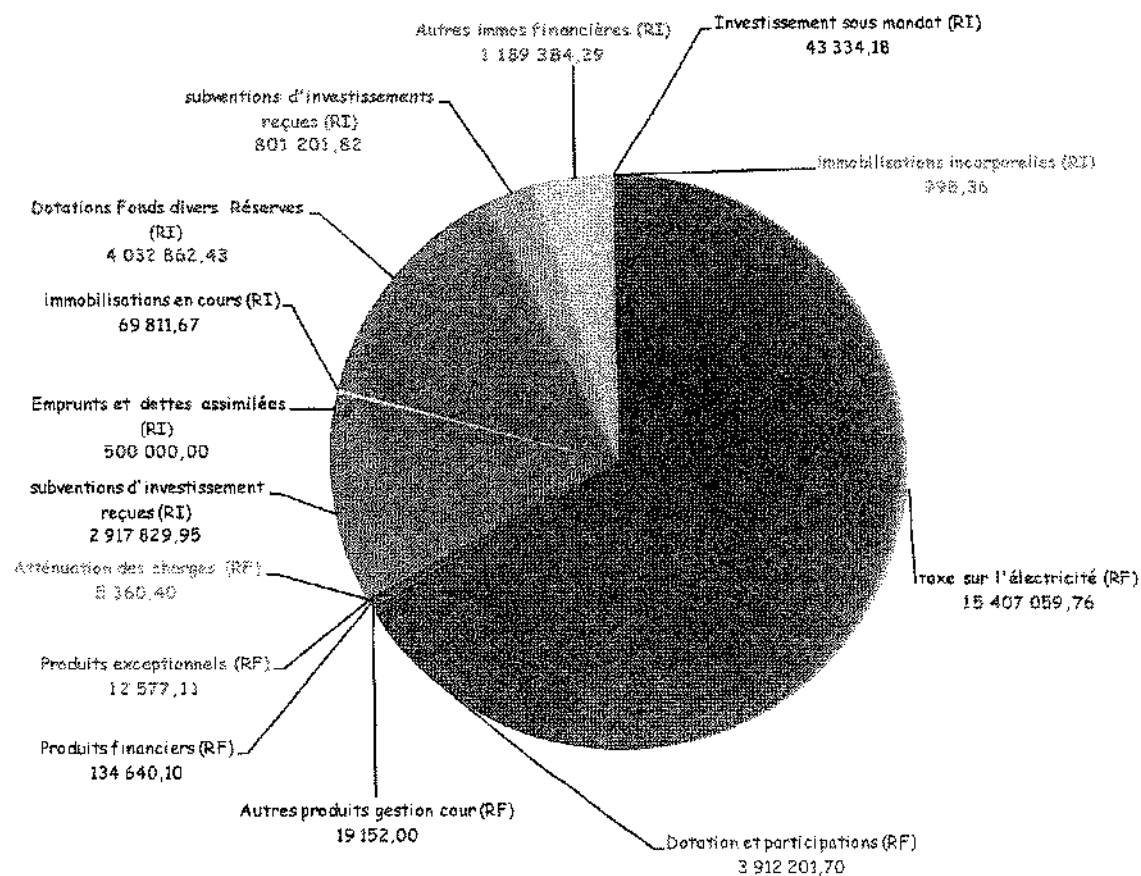
DF : dépenses de fonctionnement  
DI : dépenses d'investissement

Page 1

## 2. LES RECETTES

### 1 LA REPARTITION DES RECETTES D'INVESTISSEMENT ET DE FONCTIONNEMENT

#### LES RECETTES



## REDEVANCES eRDF

Les Redevances R1 (de fonctionnement) et R2 (d'investissement) sont dues par eRDF au titre de la mise à disposition des ouvrages électriques dans la concession. La R1 et une partie de R2 sont affectées au fonctionnement du Syndicat, le reste de R2 est destiné à financer les travaux d'effacement des lignes électriques.



### FORMULE DE CALCUL :

R1 :

$$[(75 \text{ Lcr} + 0,7 \text{ Pcr}) \times \text{Cr} + (75 \text{ Lcu} + 0,7 \text{ Pcu}) \times \text{Cu}] \times (1 + \text{Pc} / \text{Pd}) \times (0,01 \text{ D} + 0,75) \times (0,15 + 0,85 \text{ ING} / \text{INGo}) / 6,55957$$

**Lcr ou Lcu** : longueur au 31 décembre de l'année précédente (en km), des réseaux concédés des communes rurales ou urbaines (au sens de l'INSEE - cf. chapitre 3, § 3.1.2.1) de la concession.

**Pdr ou Pdu** : population municipale de l'ensemble des communes rurales ou urbaines desservies par le concessionnaire dans le département où se situe la concession (dernier recensement officiel de l'INSEE à avoir été publié au 31 décembre de l'année précédente).

**Pcr ou Pcu** : population municipale de l'ensemble des communes rurales ou urbaines desservies par le concessionnaire dans le département où se situe la concession.

**Pd** : population municipale desservie par le concessionnaire dans le département où se situe la concession.

**Pc** : population municipale de la concession.

**D** : durée de la concession en années : 20 ans.

**ING** : index " ingénierie " du mois de décembre de l'année précédente publié par le ministère chargé de l'équipement et du logement.

**INGo** : index " ingénierie " du mois de décembre de l'année précédant celle de la signature du contrat de concession.

**Cr et Cu** se définissent comme suit :

Si  $\text{Pcr}$  au moins égal à 150 000 h  $\text{Cr} = 1$

Si  $\text{Pcr} < 150\,000$  h et  $\text{Pdr} < 150\,000$  h  $\text{Cr} = 0,2 + 0,8 \text{ Pcr} / \text{Pdr}$

Si  $\text{Pcr} < 150\,000$  h et  $\text{Pdr} \geq 150\,000$  h  $\text{Cr} = 0,2 + 0,8 \text{ Pcr} / 150\,000$

Si  $\text{Pcu}$  au moins égal à 150 000 h  $\text{Cu} = 1$

Si  $\text{Pcu} < 150\,000$  h et  $\text{Pdu} < 150\,000$  h  $\text{Cu} = 0,2 + 0,8 \text{ Pcu} / \text{Pdu}$

Si  $\text{Pcu} < 150\,000$  h et  $\text{Pdu} \geq 150\,000$  h  $\text{Cu} = 0,2 + 0,8 \text{ Pcu} / 150\,000$

### III. FONCTIONNEMENT DU SYNDICAT

#### I. ORGANIGRAMME DES ELUS

##### LE BUREAU

PRESIDENT  
M. MENUT GUY  
Maire de SOLLIES TOUCAS  
Conseiller Général

1er VICE-PRESIDENT  
M. FREYNET  
ADJOINT au Maire de  
ST MAXIMIN STE BAUME  
SIE SOURCES ARGENS

VICE-PDT	VICE-PDT	VICE-PDT	VICE-PDT	VICE-PDT	VICE-PDT	VICE-PDT
M.OSPIZI LE REVEST LES EAUX	M.CLEMENT SIX FOURS	M.NOIRE LA VALETTE DU VAR	M.OLLAGNIER OLLIOULES	Mme AVAZERI CARQUEIRANNE	M.BAGUR ST PAUL EN FORET	M.VALLE LA SEYNE/MER
VICE-PDT	VICE-PDT	VICE-PDT	VICE-PDT	VICE-PDT	VICE-PDT	VICE-PDT
M.PALIX SIE OUEST VAROIS	M.COQUILLAT SIE NO VAROIS	M.GAYMARD SIE COMPS	M.FOURNIER SIE PIGNANS	M.UVERNET SIE LE LUC	M.BRUNO SIE CORNICHE DES MAURES	M.PEDA SIE ROQUEBRUSSAN NE

10 MEMBRES	
SECRETAIRE : M. GARNIER	
M.KHATCHIKIAN LORGUES	M. FAURE AUPS
M.GARCIN COTIGNAC	M BALDECCHI ST ANTONIN
MME AMRANE COLLOBRIERES	M.COMBE BORMES
Démission de M.CHALEROUX	M KISTON PIERREFEU
M.BRISSI FLAYOSC	Démission de M.DELETANG

## 2. REGISTRE DES DELIBERATIONS

---

Les délibérations du comité syndical sont publiées dans un recueil des actes administratifs établi en application de l'article L 5211-47 du code général des collectivités territoriales.

### 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2013

#### COMITE SYNDICAL DU 07 février 2013

- 1 - Débat d'orientation budgétaire.
- 2 - Fixation du taux de prise en charge des taux de maîtrise d'ouvrage du SYMIELECVAR. Pour les prestations de maintenance d'éclairage public.
- 3 - Convention entre VEOLIA-eRDF-SYMIELECVAR pour l'utilisation par VEOLIA des supports de distribution publique d'électricité pour la pose de capteurs sur la commune de SOLLIES TOUCAS.
- 4 - Autorisation donnée au Président de lancer un appel d'offres restreint pour l'achat de fournitures de luminaires et de consoles de style pour les travaux d'économie d'énergie.
- 5 - Création d'un poste d'Ingénieur Territorial Principal.

#### COMITE SYNDICAL DU 27 mars 2013

- 6- Compte de gestion 2012
- 7- Examen et vote du compte administratif 2012.
- 8- Affectation des résultats de l'exercice 2012
- 9- Budget primitif 2013.
- 10- Programme de travaux 2013.
- 11- Mise en place de fonds de concours pour les travaux d'économie d'énergie pour la commune de BELGENTIER (dossier n°1112)
- 12- Mise en place de fonds de concours pour les travaux d'économie d'énergie pour la commune de BRIGNOLES (dossier n°1048)
- 13- Mise en place de fonds de concours pour les travaux d'économie d'énergie pour la commune de COLLOBRIERES (dossier n°1088)
- 14- Mise en place de fonds de concours pour les travaux d'économie d'énergie pour la commune de MEOUNES (dossier n°1095)
- 15- Mise en place de fonds de concours pour les travaux d'économie d'énergie pour la commune de LA MOTTE (dossier n°1123)
- 16- Mise en place de fonds de concours pour les travaux d'économie d'énergie pour la commune de MONTFORT SUR ARGENS (dossier n°1096)
- 17- Mise en place de fonds de concours pour les travaux d'économie d'énergie pour la commune de PIERREFEU DU VAR (dossier n°1125)
- 18- Mise en place de fonds de concours pour les travaux d'économie d'énergie pour la commune de SALERNES (dossier n°1144)
- 19- Mise en place de fonds de concours pour les travaux d'économie d'énergie pour la commune de ST PAUL EN FORET (dossier n°1102)
- 20- Convention cadre de partenariat 2013 avec le CNFPT.
- 21- Convention de participation financière avec le Conseil Général du Var pour le SDTAN.
- 22- Demande de subvention auprès du Conseil Régional PACA pour la programmation 2013 de travaux d'effacement des réseaux.
- 23- Délégation donnée au Président pour signer les conventions de dépôt des Certificats d'Economie d'Energie entre le SYMIELECVAR et les collectivités concernées.
- 24- Délégation donnée au Président pour signer les conventions fixant les relations financières et techniques de prestations de maintenance des réseaux d'éclairage public entre le SYMIELECVAR et les collectivités concernées.
- 25- Durée d'amortissement sur le bâtiment du siège du SYMIELECVAR.

#### COMITE SYNDICAL DU 16 SEPTEMBRE 2013

- 52- Actualisation du coefficient multiplicateur de la taxe sur la consommation finale d'électricité.
- 53 - Transfert de la gestion de la taxe finale sur la consommation d'électricité par la commune de SALERNES.
- 54 - Convention entre le SYMIELECVAR et le Centre de Gestion du Var pour l'inspection dans le domaine de prévention des risques professionnels.
- 55 - Demande de subvention auprès du Fonds National de Prévention pour la mise en place du document unique.
- 56 - Mise en place de fonds de concours pour les travaux d'effacement de réseaux sur la commune de BRUE AURIAC dossier n°1021.
- 57 - Mise en place de fonds de concours pour les travaux d'effacement de réseaux sur la commune de CARCES dossier n°1027.
- 58 - Mise en place de fonds de concours pour les travaux d'effacement de réseaux sur la commune d'OLLIOULES dossier n°358.
- 59 - Mise en place de fonds de concours pour les travaux d'effacement de réseaux sur la commune du PRADET dossier n°373.
- 60 - Mise en place de fonds de concours pour les travaux d'Economie d'Energie sur la commune de LA MOTTE dossier n°1123.
- 61 - Mise en place de fonds de concours pour les travaux d'effacement de réseaux sur la commune de COLLOBRIERES dossier n°706.
- 62 - Convention pour la télé-déclaration et le télépaiement de la contribution de solidarité avec le Fonds de Solidarité et le comptable public.
- 63 - Modification des statuts du Syndicat Mixte de l'Energie des Communes du Var.

#### 4ème TRIMESTRE 2013

#### COMITE SYNDICAL DU 13 NOVEMBRE 2013

- 64 - Transfert des compétences du Syndicat Intercommunal d'électricité du Nord Ouest Varois (SIENOV) au SYMIELECVAR et dissolution du SIENOV au 31 Décembre 2013.
- 65 - Transfert des compétences du Syndicat Intercommunal d'Electricité des Sources d'Argens au SYMIELECVAR et dissolution du SIE au 31 Décembre 2013.
- 66 - Autorisation donnée au Président de lancer un appel d'offres ouvert pour le marché à bons de commande de maintenance d'éclairage public pour les communes de : MEOUNES LES MONTRIEUX, SOLLIES TOUCAS, SOLLIES VILLE, ARTIGUES, ESPARRON DE PALLIERES, GINASSERVIS, PONTEVES, RIAN, ST JULIEN LE MONTAGNIER, TAVERNES, VARAGES, LA VERDIERE, AUPS, EVENOS, LE CASTELLET, TARADEAU, LE THORONET.
- 67 - Décision modificative n°2 de l'année 2013
- 68 - Mise à jour du programme de travaux de dissimulation des réseaux de distribution d'électricité 2013.
- 69 - Avenant au marché de contrôle des concessions d'électricité et gaz 2013-2015, attribué à FINANCE CONSULT : audit sur l'impact patrimonial et financier de la fin de concession électricité.
- 70 - Convention entre VEOLIA-eRDF-SYMIELECVAR pour l'utilisation par VEOLIA des supports de distribution publique d'électricité pour la pose de capteurs destinés à récolter les informations de consommation d'eau auprès des abonnés pour la commune de LA VALETTE DU VAR.
- 71 - Convention entre VEOLIA-eRDF-SYMIELECVAR pour l'utilisation par VEOLIA des supports de distribution publique d'électricité pour la pose de capteurs destinés à récolter les informations de consommation d'eau auprès des abonnés pour la commune de SOLLIES PONT.
- 72 - Mise en place de fonds de concours pour les travaux d'effacement de réseaux sur la commune de CARQUEIRANNE dossier n°754.
- 73 - Mise en place de fonds de concours pour les travaux d'effacement de réseaux sur la commune de PLAN DE LA TOUR dossier n°989.
- 74 - Mise en place de fonds de concours pour les travaux d'effacement de réseaux sur la commune de ROQUEBRUNE dossier n°934.
- 75 - Mise en place de fonds de concours pour les travaux d'effacement de réseaux sur la commune de SOLLIES TOUCAS dossier n°1157.



04/01/13	Avancement échelon intermédiaire d'un agent
04/01/13	Mise en congé maladie ordinaire d'un agent
04/01/13	Mise en congé maladie ordinaire plein temps d'un agent
07/01/13	Mise en congé maladie ordinaire plein temps d'un agent
20/01/13	Avancement échelon durée intermédiaire d'un agent
08/02/13	Nomination stagiaire d'un agent technicien
01/02/13	Mise en congé maladie ordinaire $\frac{1}{2}$ temps d'un agent
01/02/13	Attribution prime service et rendement à un agent
26/02/13	Attribution prime service et rendement à un agent
11/03/13	Mise en congé maladie ordinaire $\frac{1}{2}$ temps d'un agent
26/03/13	Mise en congé maladie ordinaire $\frac{1}{2}$ temps d'un agent
08/04/13	Mise en congé maladie ordinaire $\frac{1}{2}$ temps d'un agent
09/04/13	Mise en congé maladie ordinaire plein temps d'un agent
09/04/13	Avancement échelon durée intermédiaire d'un agent
09/04/13	Avancement échelon ancienneté mini. d'un agent
15/04/13	Avancement échelon ancienneté maxi. d'un agent
15/04/13	Avancement grade d'un agent ingénieur principal
18/04/13	Mise en congé maladie ordinaire plein temps. d'un agent
01/05/13	Mise en congé maladie ordinaire $\frac{1}{2}$ temps d'un agent
13/05/13	Mise en congé maladie ordinaire $\frac{1}{2}$ temps d'un agent
13/05/13	Avancement grade d'un agent adjoint administratif ppale 2e cl.
17/05/13	Avancement grade d'un agent adjoint administratif ppal 1e cl.
17/05/13	Attribution prime service et rendement à un agent
27/05/13	Attribution ISS à un agent
27/05/13	"annulé"
06/06/13	Mise en congé maladie ordinaire plein temps d'un agent
06/06/13	Mise en congé maladie ordinaire plein temps d'un agent
18/06/13	Mise en congé maladie ordinaire $\frac{1}{2}$ temps d'un agent
10/06/13	Radiation des effectifs d'un agent
10/06/13	Renouvellement détachement d'un agent adjoint adm. 2° cl.
01/07/13	Avancement échelon mini. d'un agent adjoint administratif 1re cl.
04/07/13	Nomination d'un agent attaché territorial
31/07/13	Maintien versement 1/2 traitement à expiration droits d'un agent
31/07/13	Réduction primes pendant congé longue maladie d'un agent
02/08/13	Mise en congé longue maladie plein temps. d'un agent
04/09/13	Mise en congé longue maladie 1/2 temps d'un agent
05/09/13	Mise en congé maladie ordinaire plein temps. d'un agent
05/09/13	Attribution N.B.I à un agent
05/09/13	Attribution P.F.R. Part liée aux fonctions à un agent
04/09/13	Attribution P.F.R. Part liée aux résultats à un agent
04/09/13	Mise en congé longue maladie (plein temps. & 1/2 temps) d'un agent
12/09/13	Nouveau coef. IISS attribuée à un agent
23/09/13	Détachement pour effectuer stage rédacteur pour un agent
27/09/13	Nomination stagiaire temps complet D'un agent adjoint Administratif 2° cl.
27/09/13	Attribution IAT, grade rédacteur, à un agent
27/09/13	Attribution IAT, adjoint Administratif 2° cl. à un agent
27/09/13	Attribution IEMP, adjoint administratif 2° cl. à un agent
02/10/13	Attribution IEMP, adjoint administratif 2° cl. à un agent
10/10/13	Mise en disponibilité pour convenances personnelles d'un agent
11/10/13	Nomination stagiaire temps complet d'un agent adjoint Technique 2° cl.

## 5. LISTE DES MARCHES

Conformément à l'article 133 du code des marchés publics, le syndicat publie au cours du premier trimestre de chaque année la liste des marchés conclus l'année précédente sur son site internet. [www.symielecvar.fr](http://www.symielecvar.fr) / rubrique Marchés publics.

CATEGORIE DE MARCHÉ	PUBLICITE	NUMERO DE MARCHÉ	OBJET	NOTIFICATION	DUREE	ATTRIBUTAIRE
SERVICE	MAPA	2013 000000161S 00	Maintenance éclairage Public	01/03/13	3 ans	AZUR TRAVAUX
SERVICE	Appel d'offres ouvert	2013 000000175S 00	Marché d'études de définition lot1	24/04/13	1 an+ 3	ATHENA
SERVICE	Appel d'offres ouvert	2013 000000176S 00	Marché d'études de définition lot2	22/04/13	1 an + 3	SARESE
SERVICE	Appel d'offres ouvert	2013 000000177S 00	Marché d'études de définition lot3	22/04/13	1 an + 3	SARESE
SERVICE	Appel d'offres ouvert	2013 000000178S 00	Marché d'études de définition lot4	24/04/13	1 an + 3	ATHENA
SERVICE	Appel d'offres ouvert	2013 000000179S 00	Marché d'études de définition lot5	22/04/13	1 an + 3	SARESE
SERVICE	MAPA	2013 000000180S 00	Marché de coordination sécurité	15/05/13	1 an + 3	BEC5
SERVICE	MAPA	2013 000000181F 00	Maintenance éclairage Public	17/05/13	1 an + 3	CITELUM
SERVICE	Appel d'offres ouvert	2013 000000182S 00	Marché de contrôle des concessions d'électricité et gaz Lot1: Audit général des concessions électricité	17/05/2013	2 ans fermes	NALDEO FINANCE CONSULT
SERVICE	Appel d'offres ouvert	2013 000000183S 00	Marché de contrôle des concessions d'électricité et gaz Lot3: Audit sur l'impact patrimonial et financier en fin de concession électricité	17/05/2013	2 ans fermes	FINANCE CONSULT 54 rue de Clichy 75009 PARIS
SERVICE	Appel d'offres ouvert	2013 000000184S 00	Marché de contrôle des concessions d'électricité et gaz Lot4: Audit sur les concessions gaz	17/05/2013	2 ans fermes	NALDEO FINANCE CONSULT
FOURNITURE	Appel d'offres restreint	2013 000000187F 00	Marché de de fournitures de matériel d'éclairage public de style,	23/08/2013	1 an + 2	SAS RAGNI LE GUETRARD 06610 LA GAUDE
SERVICE	MAPA	2013 0000000551 00	Marché de conception, de composition et d'impression de documents administratifs et de conception graphique	05/09/2013	2 ans + 2	REPRO SYSTEMES SARL IMPRIM'ART

Page 1

## LA VIE DU PERSONNEL

### LISTE DES STAGES SUIVIS :

Etude des réseaux HTA/BT aériens et souterrains

Culture territoriale

Les écrits professionnels : la note et le rapport administratifs

La professionnalisation du contrôle des taxes locales sur l'électricité (TCFE)

Twitter

### III. L'INFORMATION ET LA COMMUNICATION

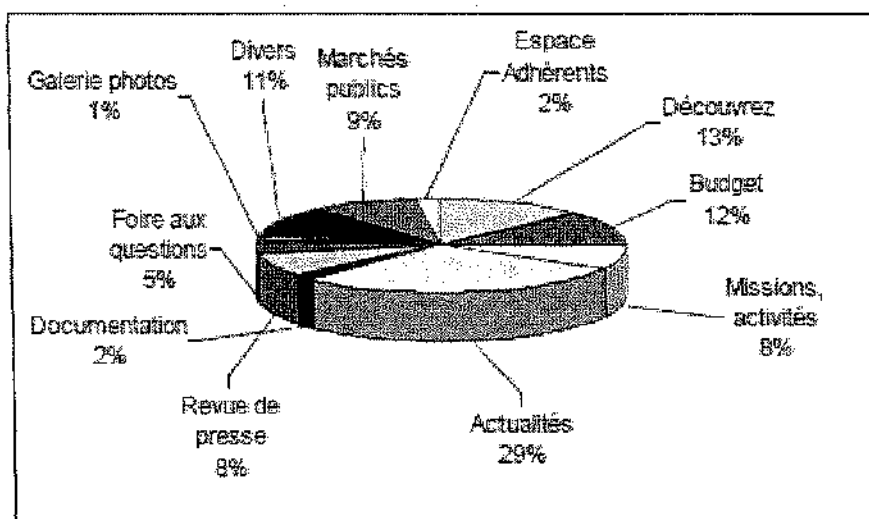
#### 1. LE SITE INTERNET

Le SYMIELECVAR tient son rôle d'information très à cœur, c'est pourquoi le Syndicat s'est doté des outils nécessaires pour assurer cette mission auprès des collectivités et des consommateurs d'électricité.

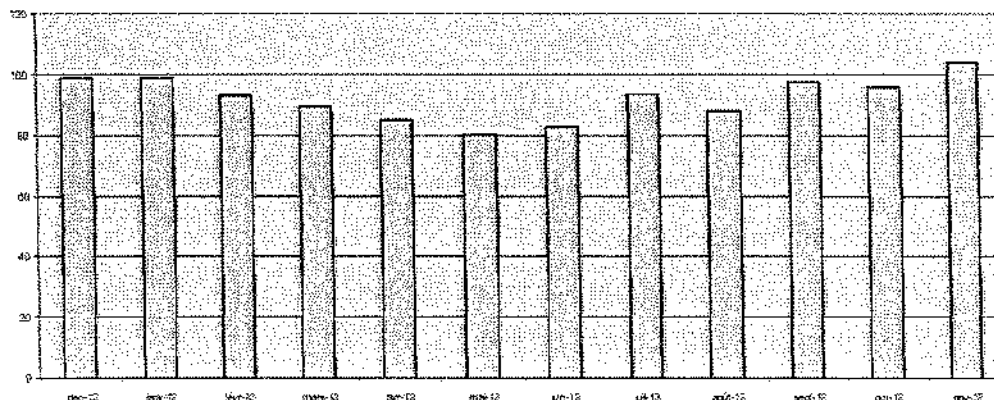
On y trouve toutes les informations relatives à la vie du Syndicat: Budgets, Commissions, Bureaux, Comptes Rendus, Lettres d'information, Marchés Publics, Revue de presse, Photos des travaux...



Les rubriques les plus fréquentées :



Moyenne journalière des visites :



**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR



Reçu en Préfecture le

10 NOV. 2014

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
SEANCE DU 5 NOVEMBRE 2014**

**NOMBRE DE MEMBRES**

En exercice	Présents	Votants
29	24	28

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE CINQ

NOVEMBRE à 18 Heures, le Conseil Municipal de la Commune de BORMES LES MIMOSAS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur François ARIZZI, Maire de BORMES LES MIMOSAS.

Date de la convocation du Conseil Municipal : 29 octobre 2014.

**PRESENTS** : M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.

**POUVOIRS** : Mme Isabelle CANONNE à Mme Véronique GINOYER.  
M. Bernard BACCINO à Mme Christiane DARNAULT.  
M. Rabah HERHOUR à M. Philippe CRIPPA.  
Mme Rania MEKKERI à Mme Nicole PESTRE.

**EXCUSEE** : Mme Marianne LE MEUR.

**FA/VA/CM - N°2014/11/194 - OBJET : APPROBATION DU RAPPORT ANNUEL 2013 SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ELIMINATION DES DECHETS – COMMUNAUTE DE COMMUNES MEDITERRANEE PORTE DES MAURES**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que conformément à l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président de la Communauté de Communes M.P.M. doit adresser chaque année, aux Maires des Communes membres, un rapport sur les activités de l'établissement.

Ce rapport fait l'objet d'une communication par le Maire au Conseil Municipal en séance publique au cours de laquelle les délégués de la commune à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale sont entendus et doivent rendre compte au moins deux fois par an au conseil municipal de l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale.

Le Conseil Municipal,

VU le rapport annuel 2013 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets annexé à la présente délibération,

VU L'AVIS DE LA COMMISSION ADMINISTRATION GENERALE / URBANISME REUNIE LE 29 OCTOBRE 2014,

Le Conseil Municipal PREND ACTE du rapport annuel 2013 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets de La Communauté de Communes Méditerranée Porte des Maures annexé à la présente délibération.

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

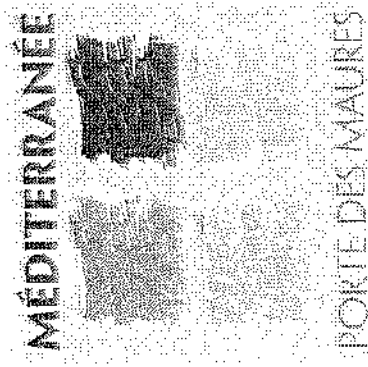
Délibération n°2014/11/194 (suite)

**PREND ACTE (28) :** M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, Mme Isabelle CANONNE, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Bernard BACCINO, Monsieur Rabah HERHOUR, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Rania MEKKERI, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.



Pour copie conforme,  
Le Maire,

Signé : François ARIZZI



## **RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ELIMINATION DES DECHETS - 2013**

En vertu de l'article L 2224-5 du code général des collectivités territoriales un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de collecte, évacuation et traitement des ordures ménagères est établi par l'établissement public de coopération intercommunale en vue d'être présenté à l'assemblée délibérante.

L'information des élus contenue dans le rapport concerne les services de collecte, évacuation et traitement des déchets ménagers des communes de Méditerranée Porte des Maures au titre de l'exercice 2013.

### Présentation du rapport :

La présentation du rapport doit intervenir au plus tard dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.

Le conseil municipal de chaque commune membre est destinataire du rapport annuel après son adoption par le conseil communautaire. Le maire présente le rapport à l'assemblée délibérante, au plus tard dans les 12 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné (*soit jusqu'au 31 décembre de l'année en cours*)

### Publication du rapport :

Le rapport et l'avis de l'assemblée délibérante de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale sont mis à disposition du public selon les

## CONTEXTE GENERAL

La Communauté de communes Méditerranée Porte des Maures a été créée par arrêté préfectoral du 30 juillet 2010. Elle regroupe, lors de sa création, les communes de Bormes les Mimosas, Cuers, La Londe les Maures et Pierrefeu du Var.

En vertu d'un arrêté préfectoral du 26 décembre 2012 portant extension de périmètre de la Communauté de communes et depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, Méditerranée Porte des Maures compte deux communes supplémentaires : Collobrières et Le Lavandou.

L'ensemble intercommunal représente un bassin de population de 41 120 habitants en 2013 (populations légales INSEE 2010)

*Cuers : 10246 habitants soit 25,3 % de la population totale de MPM,*

*La Londe : 9870 habitants soit 24,4 %*

*Bormes : 7406 habitants soit 18,3 %*

*Le Lavandou : 5546 habitants soit 13,7 %*

*Pierrefeu : 5548 habitants soit 13,7 %*

*Collobrières : 1866 habitants soit 4,6 %*

La CCMPM intervient dans les domaines de compétences suivants délégués par les communes membres depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 :

- Développement économique,
- Aménagement de l'espace communautaire,
- Politique de logement social d'intérêt communautaire,
- **Élimination et valorisation des déchets des ménages et déchets assimilés,**
- Promotion touristique, affaires culturelles et sportives,
- Voirie,

La communauté de communes est administrée en 2013 par un conseil communautaire composé des 21 membres titulaires suivants :

Représentants la commune de La Londe :

François de CANSON, Président - Nicole SCHATZKINE - Gérard AUBERT – Catherine BASCHIERI – Cécile AUGE



## MODE DE GESTION ET ORGANISATION DU SERVICE D'ELIMINATION DES DECHETS

L'ensemble des contrats souscrits par les communes de Méditerranée Porte des Maures dans le domaine des déchets ménagers ainsi que les biens nécessaires à l'exercice de cette compétence ont été transférés à la Communauté de communes respectivement aux 1<sup>er</sup> janvier 2011 (Cuers et Pierrefeu) et 1<sup>er</sup> janvier 2013 (Bormes, La Londe, Le Lavandou et Collobrières).

La collecte des déchets ménagers est assurée en régie sur le territoire des communes de Collobrières et Pierrefeu du Var.

A Pierrefeu, les déchets ménagers, les déchets verts et les encombrants sont collectés par les 3 agents titulaires de Méditerranée Porte des Maures. Ce service a été renforcé à effet du 15 juillet 2013 par l'embauche d'un agent supplémentaire au titre du dispositif « Emploi d'avenir » pour une durée de 3 ans. Des agents saisonniers sont également recrutés en période estivale.

Dans le cadre d'une convention de mise à disposition de services conclue avec la commune de Pierrefeu, 3 emplois à temps partiel ou occasionnel, représentant l'équivalent d'environ 3400 h/an, sont également mis à disposition de la communauté de communes.

Ces emplois sont répartis ainsi :

Service de collecte des déchets verts et encombrants :

*2 agents des services techniques sur la base de 50% d'un temps complet ainsi que les périodes de remplacement pour un coût évalué à 45.000€ par an.*

Remplacement de l'équipe de collecte des déchets ménagers et assimilés :

*1 agent des services techniques sur la base de 70% d'un temps complet pour un coût évalué à 20.000€ par an.*

La collecte sélective (JMR, emballages, verre) est réalisée dans le cadre d'un marché public conclu avec société SMA.

Une convention pour le lavage des bacs roulants a été conclue à effet du 1<sup>er</sup> avril 2013 avec la société Plastic Omnium. Elle arrivera à échéance le 31 décembre 2014.

Une collecte des déchets est également effectuée par les services communautaires en qualité de prestataire de service (Centre hospitalier Henri Guérin, Simply Market)

Les services de collecte des déchets ménagers et assimilés, des déchets industriels banals, des déchets verts et encombrants ainsi que la gestion de la déchetterie sont également exécutés en régie à Collobrières.

Par application de la convention de mise à disposition de services intervenue avec la commune de Collobrières, sont mis à la disposition de la Communauté de communes l'équivalent d'environ 4128 h/an représentant l'intervention de 7 emplois à temps partiel ou occasionnel, ainsi répartis :

En vertu d'un avenant n°1, les lots n°1 et 2 du marché susvisé ont été modifiés sur les points suivants :

- Mise en place d'une collecte de cartons au profit des professionnels situés sur le territoire de la commune de Cuers (lot n°1),
- Révision à la hausse du prix de reprise de la ferraille afin de tenir compte de l'évolution favorable des cours (lot n°2).

Les **moyens matériels** nécessaires à l'exercice des compétences transférées par les 3 communes ont été mis à disposition de l'intercommunalité par conventions respectivement conclues avec les collectivités de Pierrefeu, Collobrières et Cuers.

Le Groupe Pizzorno Environnement est titulaire du marché relatif à la gestion des déchets sur le territoire de Bormes, La Londe et Le Lavandou.

Ce marché, conclu à effet du 8 mars 2010 pour une durée de 6 ans comporte les lots suivants :

Lot n°1 : Pré collecte,

Lot n°2 : Gestion globale des prestations de collecte sélective et de tri des déchets ménagers,

Lot n°3 : Gestion des différents flux de déchets , transfert, transport, traitement et valorisation,

Lot n° 4 : Exploitation d'un réseau de déchetteries.

#### Collecte textile :

A la demande de la collectivité, le Groupe Pizzorno Environnement a été chargé d'assurer la collecte et la valorisation du textile sur le territoire des communes de Bormes les Mimosas, La Londe et Le Lavandou.

Un contrat a ainsi été conclu le 29 mai 2013 afin de mettre en place des points de collecte sur le territoire des 3 communes, d'en assurer la collecte régulière et de valoriser les textiles ainsi récupérés.

La convention comporte également les engagements financiers suivants :

- Subvention annuelle de 0,10 € par habitant versée à la Collectivité par un éco-organisme,
  - Versement par la société titulaire d'une redevance fixe de 12,00 € par bome et par an à la Collectivité
  - Sur demande de la Collectivité, la société titulaire verse une part de sa rémunération résultant de l'activité de collecte des déchets textile à des associations d'intérêt général intervenant sur le territoire de la Collectivité.
- Celle(s)-ci percevra(ont) une subvention à hauteur de 10 €/tonne versée par la société titulaire.

Déchetterie de Manjastre :

Ordures ménagères/Déchets industriels banals : 110,00 €/tonne  
Déchets en mélange (flux non trié) : 120,00 €/tonne

Végétaux :

12,50 €/tonne (de 2 à 15 tonnes)  
25,00 €/tonne (plus de 15 tonnes)

Encombrants :

25,00 €/tonne (de 2 à 5 tonnes)  
110,00 €/tonne (plus de 5 tonnes)

Terres et gravats :

6,00 €/tonne (de 4 à 50 tonnes)  
12,00 €/tonne (de 50 à 400 tonnes)  
25,00 €/tonne (plus de 400 tonnes)

Tarification déblais chantiers communaux :

La pérennité de l'Installation de Stockage de Déchets Inertes de Manjastre a nécessité la mise en œuvre de solutions visant à favoriser la maîtrise des apports de terres et gravats ainsi que leur valorisation.

Dans cette mesure, une tarification des déblais issus de chantiers communaux, pour lesquels les entreprises bénéficiaient jusqu'à présent d'une gratuité, a été mise en place à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Cette tarification est appliquée aux entreprises dans le cadre d'apports de terres et gravats issus de travaux communaux au delà du seuil de 8000 tonnes par commune.

Tarif: 14,50 €/tonne

Déchetterie de Collobrières :

L'accès à la déchetterie pour les commerçants et artisans est subordonné à la possession d'une carte d'accès « Professionnels » donnant droit à 30 déchargements par semaine.

Tarif carte d'accès :

- carte 30 déchargements (professionnels dont le siège social est situé à Collobrières) : 400,00 €

La signalétique routière et spécifique au site ;

La réalisation d'un muret ;

La réalisation d'une dalle béton du bas de quai de déchèterie ;

Intégration d'équipements de sécurité des quais fournis par le lot 2.

Lot 2 : Métallerie (trémies de transfert et équipements de sécurité : garde-corps...)

Les éléments de sécurité en haut de quai de la déchèterie ;

Lot 3 : Espaces verts et aménagements paysagers

Les aménagements paysagers (plantations, profilage final des espaces verts).

Lot 4 : Fourniture et pose d'une caméra de vidéosurveillance

Installation d'une vidéosurveillance sur un candélabre placé en face du site.

### Ordures ménagères :

**25.095 tonnes d'ordures ménagères ont été produites en 2013 sur le territoire de la Communauté de communes soit 620 kg/habitant/an.**

Ces volumes sont supérieurs à la moyenne nationale (365 kg/hab/an en 2011) du fait de la forte augmentation de population liée à la fréquentation touristique estivale que connaissent les communes littorales de Méditerranée Porte des Maures.

Secteur/Année	Ordures ménagères collectées (tonnages)	
	2012	2013
Bornes/La Londe/Le Lavandou	17397	17217 (-1,03%)
Collobrières	833	643 (-22,8%)
Cuers	4339	4326 (-0,3%)
Pierrefeu	2280	2909 (+27,6%)
Total	24849	25095

Les tonnages d'ordures ménagères produits sur le territoire communautaire progressent de 1 % sur un an.

### Valorisation des ordures ménagères :

**19.676 tonnes soit 78 % des ordures ménagères produites sur le territoire ont été enfouies sur le site de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux du Roumagayrol à Pierrefeu et 5.419 tonnes (soit 22%) ont été incinérées dans l'Usine de Valorisation Energétique de Lagoubbran.**

La proportion des ordures ménagères valorisées au sein de l'UVE de Lagoubbran est une solution privilégiée par la Communauté de communes car elle présente un intérêt à la fois environnemental et économique. De ce fait, la proportion d'ordures ménagères dirigée vers l'usine de Lagoubbran est en progression constante. Cette tendance sera toutefois pénalisée à court terme par les travaux de mise aux normes actuellement réalisés sur cet équipement.

**La collecte des DEEE (Déchets d'Équipement Électriques et Electroniques)** a permis de capter en 2013 un flux global de 162 tonnes (4 kg/an/habitant). Par ailleurs, cette collecte entraîne la diminution du tonnage des ferrailles non valorisées. La multiplication des filières permet de détourner de l'enfouissement des déchets qui peuvent être valorisés ou qui ne peuvent être enterrés du fait de leur caractère polluant ou dangereux.

Il est à noter que la CCMPM bénéficie d'un soutien financier pour la collecte des **déchets d'imprimés** non sollicités, en vertu d'un contrat passé avec la société Eco-Folio.

Des composteurs ont été commandés en 2013 pour les besoins des communes de Cuers et Pierrefeu du Var, l'opération, qui permet la transformation de **déchets organiques** en compost pour des besoins individuels, devrait être renouvelée en 2014.

Les **actions de sensibilisation au tri sélectif** réalisées par l'équipe de la Communauté de communes se sont poursuivies tout au long de l'année, notamment dans les écoles, mais également à l'occasion de journées consacrées à l'environnement (Nature en fête à La Londe, Bormes à Tout Vent et Forum des Associations à Bormes, Journées de la Mer au Lavandou). Par ailleurs, la Communauté de communes propose régulièrement des visites de la déchetterie au public scolaire.

Durant l'été, des actions de communication et de sensibilisation ont eu lieu sur les plages, les marchés, les campings et les ports des trois communes littorales. Ces opérations destinées à tous les publics, estivants comme habitants permanents, ont été l'occasion d'échanges enrichissants avec la population favorisant l'évolution du comportement des usagers.

La Communauté de communes a participé à la **semaine nationale en faveur de la collecte des DEEE en juin 2013 (tournée des DEEEEnglués)**

L'équipe de Méditerranée Porte des Maures a également participé au **Téléthon 2013** en organisant une collecte de papiers sur le territoire des 6 communes membres. L'opération, actions de communication, stands sur les marchés..., a permis de collecter 54 tonnes de papier, dépassant l'objectif initial fixé à 30 tonnes.

Un chèque d'un montant de 4.327,00 euros a ainsi pu être remis au Téléthon.

- Les redevances (Déchets industriels banals, campings)
- Les produits de valorisation,
- Les reversements sur charges de personnel,

**Fiscalité :**

TEOM Produit 2013	10.349.223,00 €
-------------------	-----------------

**Produits de tarification déchetteries :**

Déchetteries de Manjastre et Collobrières	273.429,00 €
---	--------------

**Produits spécifiques de collecte :**

Collecte Centre hospitalier Pierrefeu	22.983,00 €
Collecte supermarché Atac Pierrefeu	900,00 €
<b>Total</b>	<b>23.883,00 €</b>

**Redevances :**

Déchets Industriels Banals (Collobrières et Bormes/La Londe/Le Lavandou)	200.243,00 €
Campings (Bormes/La Londe/Le Lavandou)	280.445,00 €
<b>Total</b>	<b>480.688,00 €</b>

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**SEANCE DU 5 NOVEMBRE 2014**

Reçu en Préfecture le

10 NOV. 2014

**NOMBRE DE MEMBRES**

En exercice	Présents	Votants
29	24	28

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE CINQ

NOVEMBRE à 18 Heures, le Conseil Municipal de la Commune de BORMES LES MIMOSAS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur François ARIZZI, Maire de BORMES LES MIMOSAS.

Date de la convocation du Conseil Municipal : 29 octobre 2014.

**PRESENTS** : M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.

**POUVOIRS** : Mme Isabelle CANONNE à Mme Véronique GINOYER.  
M. Bernard BACCINO à Mme Christiane DARNAULT.  
M. Rabah HERHOUR à M. Philippe CRIPPA.  
Mme Rania MEKKERI à Mme Nicole PESTRE.

**EXCUSEE** : Mme Marianne LE MEUR.

**FAVA/CM - N°2014/11/195 - OBJET : APPROBATION DU RAPPORT D'ACTIVITES 2013 – MPM**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que conformément à l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président du Syndicat doit adresser chaque année, aux Maires des Communes membres, un rapport sur les activités de l'établissement.

Ce rapport fait l'objet d'une communication par le Maire au Conseil Municipal en séance publique au cours de laquelle les délégués de la commune à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale sont entendus et doivent rendre compte au moins deux fois par an au conseil municipal de l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale.

Le Conseil Municipal,

VU le rapport d'activités 2013 annexé à la présente délibération,

VU l'avis de la Commission Administration Générale / Urbanisme en date du 29 octobre 2014,

Le Conseil Municipal PREND ACTE du rapport d'activités 2013 de la Communauté de Communes Méditerranée Porte des Maures, annexé à la présente délibération.

**PREND ACTE (28)** : M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, Mme Isabelle CANONNE, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Bernard BACCINO, Monsieur Rabah HERHOUR, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Rania MEKKERI, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.



---

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

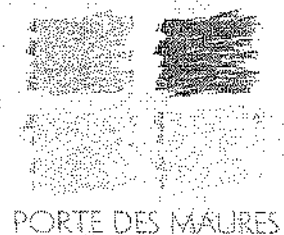
Délibération n°2014/11/195 (suite)



Pour copie conforme,  
Le Maire,

Signé : François ARIZZI

MÉDITERRANÉE



## COMMUNAUTE DE COMMUNES MEDITERRANEE PORTE DES MAURES

### RAPPORT D'ACTIVITES 2013

*Le présent rapport d'activités de la Communauté de communes Méditerranée Porte des Maures est établi conformément aux dispositions de l'article L 5211.39 du code général des collectivités territoriales.*

La Communauté de communes Méditerranée Porte des Maures a été créée entre les communes de Bormes les Mimosas, Cuers, La Londe les Maures et Pierrefeu du Var par arrêté préfectoral du 30 juillet 2010.

En vertu d'un arrêté préfectoral du 26 décembre 2012 portant extension de périmètre de la Communauté de communes et depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, Méditerranée Porte des Maures compte deux communes supplémentaires : Collobrières et Le Lavandou.

L'ensemble intercommunal représente un bassin de population de 41 120 habitants en 2013 (populations légales INSEE 2010)

Elle intervient dans les domaines de compétences suivants délégués par les communes membres :

- Développement économique,
- Aménagement de l'espace communautaire,
- Politique de logement social d'intérêt communautaire,
- Élimination et valorisation des déchets des ménages et déchets assimilés,
- Promotion touristique, affaires culturelles et sportives,
- Voirie,

#### Gouvernance

Méditerranée Porte des Maures est administrée par un conseil communautaire composé des 21 élus :

Représentants la commune de La Londe :

François de CANSON, Président - Nicole SCHATZKINE - Gérard AUBERT –

Catherine BASCHIERI – Cécile AUGÉ

Représentants la commune de Bormes les Mimosas :

Albert VATINET, 1er vice Président - Danielle BORGHETTI - François ARIZZI –  
Jean Louis VALADE

Représentants la commune de Pierrefeu du Var :

Patrick MARTINELLI, 2ème vice Président - Alain LE COCHONNEC - Monique  
TOURNIAIRE

Représentants la commune de Cuers :

Gilbert PERUGINI, 3ème vice Président - Jacques TARDIVET - Jean Malfatto –  
Nicole BAUDINO – Michel GARCIA

Représentants la commune du Lavandou :

Gil BERNARDI, 4ème vice Président – Charlotte BOUVARD – Claude MAUPEU

Représentants la commune de Collobrières :

Christine AMRANE, 5ème vice Présidente

## **BILAN D'ACTIVITES DE L'ANNEE 2013**

**Le périmètre de la Communauté** a été étendu aux communes du Lavandou et de Collobrières depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Les moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice des compétences de Méditerranée Porte des Maures ont été transférés en début d'année 2013.

Cinq agents du Syndicat Mixte Bormes/La Londe/Le Lavandou ont été transférés à la Communauté de communes à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2013. Ils exercent leurs activités sur le site de Manjastre (accueil des usagers de la déchetterie, gestion de la régie déchetterie, collecte des DASRI et textile, communication...)

Un agent, affecté au service de collecte des déchets sur le territoire de la commune de Pierrefeu, a été recruté en juillet 2013 dans le cadre du dispositif contrat emploi avenir.

Méditerranée Porte des Maures compte 10 agents (9 titulaires et 1 emploi aidé). Des agents saisonniers sont recrutés chaque été en vue de renforcer le service de collecte des déchets de Pierrefeu et d'assister l'ambassadeur du tri dans ses actions de communication.

### **COMPETENCES STATUTAIRES :**

#### **GESTION DES DECHETS**

---

L'ensemble des contrats souscrits par les le Syndicat Mixte Bormes/La Londe/Le Lavandou et la commune de Collobrières dans le domaine des déchets ménagers ainsi que les biens nécessaires à l'exercice de cette compétence ont été transférés à la Communauté de communes en 2013.

#### **Mode de gestion et organisation du service :**

##### **Pierrefeu du Var**

La collecte et traitement des déchets ménagers sont assurés en Régie.

Les déchets ménagers sont collectés par les 4 agents du service. Un parc d'environ 300 conteneurs ordures ménagères (de 300 à 630 litres) est mis en place sur le territoire communal.

Une benne d'enlèvement des ordures est utilisée pour assurer la collecte ainsi que deux autres véhicules dont un adapté à la collecte dans les rues étroites.

Les ordures ménagères sont traitées par enfouissement technique au CET de Roumagayrol.

**Collecte sélective :** La collecte des 11 points d'apports volontaires triflux (journaux/emballages/verres) est effectuée par la société SMA dans le cadre d'un contrat en cours. Ces déchets valorisables sont ensuite triés au centre de tri du Muy.

### Cuers

La gestion des déchets sur le territoire de Cuers s'effectue selon les conditions suivantes :

Prestations assurées par les services de la Mairie de Cuers pour le compte de la Communauté de communes :

- Collecte des végétaux et des encombrants sur rendez-vous,
- Collecte des encombrants sauvages,

Missions assurées par des prestataires extérieurs :

- Collecte et transport des ordures ménagères et gestion du quai de transfert de déchetterie, Traitement des déchets en CET (Groupe Pizzorno),
- Collecte tri sélectif (Groupe Pizzorno),
- Location maintenance des conteneurs (Plastic Omnium),
- Lavage des conteneurs (Groupe Pizzorno),

### Bormes/La Londe/Le Lavandou

Le marché public pour la gestion des déchets ménagers conclu par le Syndicat Mixte Bormes/La Londe/Le Lavandou avec le groupe Pizzorno a effet du 1er mars 2010 pour une durée de 6 ans a été transféré à Méditerranée Porte des Maures au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Au titre de ce marché, les prestations suivantes sont accomplies par la société titulaire :

- Pré-collecte (fourniture du parc de containers),
- Collecte des déchets ménagers,
- Collecte des déchets verts et encombrants sur rendez-vous,
- Gestion des déchetteries de Manjastre et de la Pabourette

### Collobrières

Les services de collecte des déchets ménagers et assimilés, des déchets industriels banals, des déchets verts et encombrants ainsi que la gestion de la déchetterie sont également exécutés en régie.

Les contrats de prestations de service transférés à Méditerranée Porte des Maures sont relatifs à la collecte sélective (SMA), au traitement des déchets (SOVATRAM), à la location de bennes pour la déchetterie (SGEA)...

### Tonnages collectés en 2013 :

	<b>Ordures ménagères</b>	<b>Encombrants</b>	<b>Déchets verts</b>	<b>Tri sélectif</b>
Bormes/La Londe/Le Lavandou	17 217	13 131	12 982	1 884
Cuers	4 326	1 731	857	449
Pierrefeu	2 909	289	119	225
Collobrières	643	41		93
<b>TOTAL</b>	<b>25 095</b>	<b>15 192</b>	<b>13 958</b>	<b>2 651</b>

### Actions 2013

Un important programme d'investissement, adapté aux attentes des usagers des différentes communes de Méditerranée Porte des Maures, a été réalisé en 2013.

Une nouvelle étude de faisabilité a été réalisée en 2013 en vue de la création d'une déchetterie intercommunale à **Pierrefeu du Var**.

Le cabinet Alizée Environnement/TP Ing a présenté en juillet 2013 son étude de réalisation d'une déchetterie sur une parcelle appartenant à la commune de Pierrefeu du Var se trouvant à environ 2 kilomètres du centre ville dans le prolongement de quartiers pavillonnaires situés au nord est de la partie urbanisée.

Conformément aux attentes exprimées par les élus communautaires, l'étude a pris en compte à titre optionnel les besoins de la commune de Collobrières.

Le coût du projet demeure toutefois prohibitif pour le budget communautaire (982.000,00 €HT)

Des conteneurs tri sélectif semi enterrés ont été mis en place avenue Charles de Gaulle.

La déchetterie intercommunale de **Cuers** a fait l'objet de travaux de mise aux normes (réalisation des voiries en enrobés, réseaux, clôture, portail, mise en place des équipements techniques et de sécurité (trémies, garde-corps...), aménagements paysagers, vidéosurveillance)

Des conteneurs enterrés ordures ménagères (rond point Pas Redon, boulo-drome, de Lattre de Tassigny, place Clémenceau, place Audibert) et tri sélectif (rond point Pas Redon, avenue Léon Amic) ont également été aménagés.

Une quinzaine de sites a été équipée de conteneurs enterrés tri sélectif sur le territoire de

**Bormes** tout au long de l'année 2013.

De nombreuses actions de sensibilisation au tri ont été conduites auprès du public par l'ambassadeur du tri essentiellement à Bormes, La Londe et Le Lavandou (actions auprès des centres de loisirs, sur les marchés, ports, plages, campings en juillet et août) mais également sur l'ensemble du territoire communautaire (tournée « DEEEglingués » (juin), Téléthon (novembre-décembre))...

Méditerranée Porte des Maures a participé à une journée pédagogique organisée à Pierrefeu en mai 2013.

Le public scolaire a été sensibilisé au tri sélectif tout au long de l'année à Cuers et a participé, comme chaque année, à des journées de visite de déchetteries (Manjastre, Roumagayrol...)

### **VOIRIES COMMUNAUTAIRES**

Des travaux ont été effectués en 2013 sur les voiries communautaires suivantes :

- Réfection de l'enrobé des routes du Plan (Pierrefeu) et de Manjastre (Bormes les Mimosas) sous maîtrise d'ouvrage communautaire,
- Réfection complète des voies Daudet et Matisse à La Londe dans le cadre d'un fonds de concours.

Une étude foncière a également été engagée afin d'envisager les possibilités d'élargissement de la route de Manjastre qui dessert la déchetterie intercommunale de Bormes.

### **DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

En raison de la fermeture du dernier poste de distribution de carburant de Collobrières intervenue en février 2013, Mme Amrane a sollicité la Communauté de communes afin d'envisager la réalisation d'une **station service intercommunale** dans le cadre de la compétence Développement économique de Méditerranée Porte des Maures.

Le coût total de l'opération (études et travaux) s'est établi à 245.000,00 €TTC, financé en partie par Collobrières en vertu d'un fonds de concours approuvé par délibération du 16 octobre 2013.

Au terme de la consultation, les travaux ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage communautaire par la société Madic.

La station a été construite sur une parcelle de terrain appartenant à la commune de Collobrières situé dans la zone artisanale, face à la cave coopérative, en bordure de la route départementale.

Un marché public de fournitures de carburant (gasoil et sans plomb 95) a été conclu avec la société Dyneff et une régie dotée de la seule autonomie financière a été créée pour assurer le fonctionnement de l'ouvrage.

L'équipement a été mis en service le 22 janvier 2014.

Méditerranée Porte des Maures participe au financement de la plate forme **Var Initiative** qui

accompagne la création d'entreprises sur le territoire intercommunal.

Sur le périmètre communautaire, en 2013, Var Initiative a participé au financement de 11 entreprises dont 7 créations, représentant 12 emplois. Une somme globale de 67 800,00 € a été prêtée aux entreprises (40 200,00 € prêts d'honneur et 27 600,00 € prêts NACRE)

L'intercommunalité subventionne également la **Mission Locale** qui oeuvre pour l'accompagnement et l'accès à l'emploi ou à la formation des jeunes de 16 à 26 ans.

La Mission Locale du Coudon au Gapeau intervient pour le compte de la Communauté de communes sur les territoires de Cuers et Pierrefeu.

En 2013

165 jeunes ont été nouvellement accueillis

389 jeunes ont été suivis sur ces deux communes

1870 entretiens individuels ont été conduits.

207 mesures emplois et 83 mesures formation ont été conduites.

Des aides financières ont été réalisées pour un montant total de 30 .442,00 euros.

La Mission Locale Corail intervient sur le territoire des communes de Bormes, La Londe, Le Lavandou et Collobrières. Son bilan d'activités 2013 n'a pas été communiqué à la collectivité au moment de la préparation du présent rapport.

## AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

---

Méditerranée Porte des Maures est compétente en matière d'Aménagement du territoire et dispose à ce titre de représentants au sein des différents organismes qui interviennent en ce domaine (SCOT Provence Méditerranée, AUDAT, Schéma départemental d'aménagement numérique, Comité territorial LGV PACA...) et est consultée sur les différents projets concernant notre territoire (Parc National de Port Cros, réforme territoriale...)



## **COMPTE ADMINISTRATIF 2013**

Les **dépenses de fonctionnement** sont principalement constituées par l'exécution de la compétence ordures ménagères (marchés de collecte OM et tri sélectif, TGAP) enregistrées sur le chapitre globalisé 011, les charges de personnel de la Communauté de communes (chapitre 012) et les reversements de fiscalité.

Une partie importante de la fiscalité enregistrée par l'intercommunalité a été reversée aux communes membres en 2013 dans le cadre des attributions de compensation.

Un montant total de 6.291.000,00 € a été versé aux communes membres au titre de la Dotation de Solidarité Communautaire.

Un programme d'**investissement** d'un montant total de 3.555.000,00 € a été réalisé en 2013 par la Communauté de communes.

Outre les dépenses d'investissement intervenues dans le champ de compétence communautaire évoquées précédemment, des conventions de fonds de concours ont été conclues afin de financer des projets d'équipements communaux (montant total de 1.760.000,00 €) :

- requalification de la route des Lavandières à Bormes,
- reconstruction de l'ancienne capitainerie de La Londe,
- réparation des intempéries subies en décembre 2013 par Le Lavandou,
- construction du groupe scolaire Jean Moulin à Cuers,
- génie civil points de collecte tri sélectif, aménagement d'un boulodrome, travaux d'assainissement à Pierrefeu du Var...

### **Recettes :**

Conformément aux dispositions du code général des impôts et du code général des collectivités territoriales, afin d'exercer ses missions, un transfert de fiscalité a été opéré au profit de la Communauté de communes au 1er janvier 2011. De fait, celle-ci perçoit en lieu et place des communes membres la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, la contribution économique territoriale (ex taxe professionnelle) et la part départementale de la taxe d'habitation et du foncier non bâti.

Les produits de fiscalité perçus en 2013 s'élèvent ainsi à 24.862.000,00 €.

La dotation générale de fonctionnement enregistrée en 2013 par le budget communautaire s'élève à 2.962.000,00 €.

Le compte administratif 2013 de Méditerranée Porte des Maures a été adopté le 30 juin 2014.

Sa balance générale est arrêtée comme suit :

	Fonctionnement	Investissement
Dépenses	29.424.746,07 €	3.302.627,27 €
Recettes	29.564.629,10 €	2.624.108,60 €
Reports de l'exercice n-1	2.109.808,94 €	581.676,55 €
<i>Restes à réaliser (dépenses)</i>		360.583,08 €
<i>Restes à réaliser (recettes)</i>		95.500,00 €
Résultat de clôture 2013	2.249.691,97 €	
Solde d'exécution de clôture 2013		- 96.842,12 €

Fait à La Londe les Maures, le 19 septembre 2014

Le Président,  
François de Canson

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**SEANCE DU 5 NOVEMBRE 2014**

Reçu en Préfecture le

10 NOV. 2014

**NOMBRE DE MEMBRES**

En exercice	Présents	Votants
29	24	28

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE CINQ

NOVEMBRE à 18 Heures, le Conseil Municipal de la Commune de BORMES LES MIMOSAS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur François ARIZZI, Maire de BORMES LES MIMOSAS.

Date de la convocation du Conseil Municipal : 29 octobre 2014.

**PRESENTS :** M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.

**POUVOIRS :** Mme Isabelle CANONNE à Mme Véronique GINOYER.  
M. Bernard BACCINO à Mme Christiane DARNAULT.  
M. Rabah HERHOUR à M. Philippe CRIPPA.  
Mme Rania MEKKER à Mme Nicole PESTRE.

**EXCUSEE :** Mme Marianne LE MEUR.

**FA/VA/PF – N°2014/11/196 - OBJET : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS SUITE A UNE DEMANDE DE RECLASSEMENT**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée qu'il a été mis en place une gestion prévisionnelle des ressources humaines, afin de permettre une meilleure évolution des agents territoriaux à l'intérieur des nouveaux cadres d'emplois.

Parallèlement, nous devons reclasser pour inaptitude physique un agent de la filière médico-social dans la filière administrative.

Ce reclassement se fait selon les règles de droit commun de détachement, c'est-à-dire à indice égal ou à défaut, immédiatement supérieur.

Pour permettre ce reclassement, il est donc nécessaire de créer le poste équivalent dans la filière administrative.

Dans ce contexte préalablement défini, il est proposé la création du poste ci-dessous :

**Un poste d'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe**

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

**Vu l'avis de la Commission Administration Générale / Finances en date du 29 octobre 2014,**

**Approuve** la création du poste définis ci-dessous

**Un poste d'adjoint administratif principal 2<sup>ème</sup> classe**

**Dit** que les crédits sont inscrits au BP 2014.

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Délibération n°2014/11/196 (suite)

**VOTE : UNANIMITE (28 VOIX POUR)**

**POUR (28) :** M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, Mme Isabelle CANONNE, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Bernard BACCINO, Monsieur Rabah HERHOUR, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Rania MEKKERI, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.



Pour copie conforme,  
Le Maire,

**Signé : François ARIZZI**

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
SEANCE DU 5 NOVEMBRE 2014**

Reçu en Préfecture le

10 NOV. 2014

**NOMBRE DE MEMBRES**

En exercice	Présents	Votants
29	24	28

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE CINQ

NOVEMBRE à 18 Heures, le Conseil Municipal de la Commune de BORMES LES MIMOSAS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur François ARIZZI, Maire de BORMES LES MIMOSAS.

Date de la convocation du Conseil Municipal : 29 octobre 2014.

**PRESENTS** : M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.

**POUVOIRS** : Mme Isabelle CANONNE à Mme Véronique GINOYER.  
M. Bernard BACCINO à Mme Christiane DARNAULT.  
M. Rabah HERHOUR à M. Philippe CRIPPA.  
Mme Rania MEKKERI à Mme Nicole PESTRE.

**EXCUSEE** : Mme Marianne LE MEUR.

**FAVA/LC – N°2014/11/197 - OBJET : INDEMNITE DE CONSEIL ALLOUEE AU COMPTABLE DU TRESOR**

Les comptables du trésor exerçant les fonctions de receveur des communes et établissements publics locaux, qui fournissent aux collectivités des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable, peuvent percevoir, au vu de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 et de l'arrêté du 12 juillet 1990, une indemnité de conseil dont le taux est fixé par l'assemblée compétente.

Le principe d'attribution de cette indemnité doit être adopté lors du renouvellement de chaque conseil municipal.

L'indemnité est alors acquise au comptable, Trésorier municipal, pour toute la durée du mandat du Conseil Municipal, mais peut être modifiée ou supprimée pendant cette période sur délibération spéciale dûment motivée.

Il vous est demandé par conséquent, de vous prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal, OUI l'exposé de Monsieur Le Maire et après en avoir délibéré,

**Vu l'avis de la Commission Administration Générale/Urbanisme réunie le 29 octobre 2014,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu l'article 97 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret 82-979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services déconcentrés de l'Etat,

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Délibération n°2014/11/197 (suite)

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attributions de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs des services déconcentrés du Trésor chargés des fonctions de receveur des communes et établissements publics de l'Etat ;

**DECIDE** de demander au Trésorier Municipal son concours pour assurer des prestations de conseil et d'assistance,

**DECIDE** d'adopter pour le mandat 2014-2020 le principe d'attribution de l'indemnité de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable à verser au Trésorier Municipal par terme annuel, conformément aux dispositions en vigueur,

**PRECISE** comme suit le taux de l'indemnité de conseil, basé sur l'application des tarifs ci-après à la moyenne annuelle des dépenses réelles des sections de fonctionnement et d'investissement, à l'exception des opérations d'ordre, afférentes aux trois dernières années (Budget principal de la Commune, Budgets annexes : Eau, Assainissement, Assainissement non Collectif, Services Extérieures des Pompes funèbres et Régie des Transports) :

Sur les 7 622.45 premiers Euros.....	3/°°°	=22.87€ (pour mémoire)
Sur les 22 867.35€ suivants.....	2/°°°	=45.73€ (pour mémoire)
Sur les 30 489.80€ suivants.....	1.5/°°°	=45.73€ (pour mémoire)
Sur les 60 979.61€ suivants.....	1/°°°	=60.98€ (pour mémoire)
Sur les 106 714.31€ suivants.....	0.75/°°°	=80.04€ (pour mémoire)
Sur les 152 449.02€ suivants.....	0.50/°°°	=76.22€ (pour mémoire)
Sur les 228 673.53€ suivants.....	0.25/°°°	=57.17€ (pour mémoire)
Sur les sommes excédant 609 796.07€.....	0.10/°°°	=60.98€ (pour mémoire)

Etant également précisé que l'indemnité allouée ne pourra excéder une fois le traitement brut annuel correspondant à l'indice annuel 150.

**DECIDE** d'appliquer le pourcentage de 100% au tarif maximal fixé par cet arrêté.

**DIT** que les crédits correspondants seront prévus pour chaque exercice, au chapitre 011, article 6225, du budget principal de la commune.

**VOTE : UNANIMITE (28 VOIX POUR)**

**POUR (28) :** M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, Mme Isabelle CANONNE, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Bernard BACCINO, Monsieur Rabah HERHOUR, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Rania MEKKERI, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.



Pour copie conforme,  
Le Maire,

**Signé : François ARIZZI**

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**SEANCE DU 5 NOVEMBRE 2014**

Reçu en Préfecture le

10 NOV. 2014

**NOMBRE DE MEMBRES**

En exercice	Présents	Votants
29	24	28

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE CINQ

NOVEMBRE à 18 Heures, le Conseil Municipal de la Commune de BORMES LES MIMOSAS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur François ARIZZI, Maire de BORMES LES MIMOSAS.

Date de la convocation du Conseil Municipal : 29 octobre 2014.

**PRESENTS :** M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.

**POUVOIRS :** Mme Isabelle CANONNE à Mme Véronique GINOYER.  
M. Bernard BACCINO à Mme Christiane DARNAULT.  
M. Rabah HERHOUR à M. Philippe CRIPPA.  
Mme Rania MEKKER à Mme Nicole PESTRE.

**EXCUSEE :** Mme Marianne LE MEUR.

**FA/VA/MF/IAK – N°2014/11/198 - OBJET : PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION N° 1 DU PLU**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que le Plan Local d'Urbanisme a été annulé par jugement du Tribunal Administratif de Toulon en date du 31/05/2012 et rétabli par arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Marseille du 31/07/2014, notifié le 04/08/2014, rectifié par Ordonnance du 14/08/2014 reçu le 18/08/2014.

Seuls ont été annulés : les Emplacements Réservés n° 12, 12b, 13, 175, 183 et 186, le règlement de la zone Ai de Cabasson qui ne limite ni la profondeur ni la hauteur des affouillements ou exhaussements et la création de la zone UBc du Ginget.

De plus la promulgation de la loi pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové du 24/03/2014 s'est traduite entre autre par la suppression des COS et des superficies minimales de terrain, ainsi que la caducité des règles de lotissement de plus de 10 ans.

Les objectifs étant de densifier en zone urbaine pour accroître l'offre de logements, et de lutter contre l'étalement urbain en zones N et A.

Il convient d'engager une procédure de Modification n°1 du PLU approuvé le 28/03/2011 qui nécessite des adaptations des plans de zonages et du règlement du PLU.

Considérant que les modifications du règlement porteront sur la suppression des COS dans toutes les zones U, AU, et N et suppression des superficies minimales de terrain en intégrant les lotissements qui avait gardé leur propre réglementation.

Considérant que le PPRIF a été approuvé par Arrêté Préfectoral du 15/01/2014, que la liste des servitudes d'utilité publique a été mise à jour par Arrêté municipal n° 2014-881 du 16/09/2014.

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS****Délibération n°2014/11/198 (suite)**

Qu'il convient de mettre le PLU en compatibilité avec le PPRIF par la réduction ou la modification des emprises des Emplacements Réservés.

Considérant que depuis 2011, date d'approbation du PLU, certains Emplacements Réservés ont fait l'objet de cessions, leurs aménagements ont été réalisés.

Qu'il convient de les supprimer de la liste des Emplacements Réservés.

Considérant que la mise en œuvre du PLU a été l'occasion d'identifier dans le règlement différentes interprétations d'article sur les hauteurs et les règles de stationnement...

Qu'il convient de clarifier.

**Monsieur le Maire propose de prescrire la Modification n°1 du PLU pour tenir compte de l'évolution de la réglementation sans toutefois porter atteinte à l'économie générale du document.**

**Vu la loi ALUR n° 2014-366 du 24/03/2014 modifiant l'Art. L 123-1-5 du Code de l'Urbanisme**

**Vu la Loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt n° 2014-1170 du 13/10/2014**

**Vu l'Art. L 123-13-1 du Code de l'Urbanisme**

**Vu le SCoT Provence Méditerranée approuvé le 16/10/2009**

**Vu le PLU approuvé le 28/03/2011**

**VU L'AVIS DE LA COMMISSION REUNIE LE 29/10/2014**

**LE CONSEIL MUNICIPAL ENTENDU L'EXPOSE DE MONSIEUR LE MAIRE ET APRES EN AVOIR DELIBERE,**

**DECIDE**

- DE PRESCRIRE la Modification n°1 du PLU approuvé le 28/03/2014
- DE MISSIONNER le cabinet CITADIA afin de préparer un dossier de modification,
- DE SOLLICITER avant l'ouverture de l'enquête publique le dossier de modification à l'avis de Personnes Publiques Associées tels que définies aux articles L 123-13-1, conformément à l'article L.124-4 I et II du code de l'Urbanisme,
- DE PROCEDER à l'organisation d'une enquête publique telles que définies aux articles L.123-10 et R.123-19 du code de l'Urbanisme et conformément aux articles L.123-1 et suivants, et R.123-1 et suivants du code de l'Environnement,
- DE PROCEDER aux éventuelles modifications conformément à l'article L. 123-13-2 du code de l'Urbanisme,
- DE DEMANDER, conformément à l'article L.121-7 du code de l'Urbanisme, qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les dépenses nécessaires à la modification du PLU ;
- DE DONNER délégation au Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de services concernant la modification du PLU ;
- QUE les crédits destinés au financement des dépenses afférents à la révision du PLU sont inscrits au budget prévisionnel 2015

La présente délibération sera transmise :

- au Préfet de Région, Préfet du département du Var

Et notifiée :

- aux Maires des communes limitrophes et aux Présidents des établissements publics de coopération intercommunale voisins compétents,
- Aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Général
- Aux Présidents de la chambre de commerce et d'industrie, de la chambre des métiers et de la chambre d'agriculture,
- Au Président de l'établissement public compétent en matière d'organisation des transports urbains,
- Au Président de l'organisme de gestion du parc naturel régional ou national,
- Au Président de la section régionale de la conchyliculture,
- A la CDCEA
- Au directeur du SCoT TPM,
- A l'INAO
- Au Centre Régional de la Propriété Foncière conformément à l'article R.123-17 du code de l'Urbanisme.



**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Délibération n°2014/11/198 (suite)

Conformément à l'article R.123-25 du code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un délai d'un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera, en outre, publiée au recueil des actes administratifs de la commune.

**VOTE : UNANIMITE (28 VOIX POUR)**

**POUR (28) :** M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNault, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, Mme Isabelle CANONNE, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Bernard BACCINO, Monsieur Rabah HERHOUR, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Rania MEKKERI, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.



Pour copie conforme,  
Le Maire,

**Signé : François ARIZZI**

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Délibération n°2014/11/198 (suite)

**NOTICE EXPLICATIVE****OBJET : MODIFICATION N°1 DU PLU**

La procédure de Modification est une procédure qui permet de faire évoluer le document d'Urbanisme existant à savoir le PLU.

Son champ d'application est réduit.

En application des articles L 123-13 et L 123-13-1 du code de l'Urbanisme :

- La Modification ne peut pas contrevenir aux orientations du PADD du PLU, ni modifier l'économie générale du document,

- ni réduire les EBC, une zone A, N ou une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, du paysage et des milieux naturels.
- Ni comporter de graves risques de nuisances

**EXPOSE DES MOTIFS :**

Depuis l'approbation du PLU en 2011 le contexte législatif a profondément évolué et notamment par l'entrée en vigueur de la Loi ALUR du 24/03/2014 qui modifie l'Art. L 123-1-5 du Code de l'Urbanisme. Elle s'est traduite par la suppression immédiate du Coefficient d'Occupation des Sols (Art. 14 du PLU), la suppression de la possibilité de fixer une superficie minimale de terrain constructible (Art. 5 du PLU) pour toutes les demandes d'autorisations d'Urbanisme déposées au lendemain de sa publication au Journal Officiel.

Il conviendra pour le PLU de Bormes les Mimosas de privilégier la combinaison des outils permettant de formaliser une véritable réflexion sur les formes urbaines dans le règlement notamment les règles de hauteur, gabarit, volume, emprise au sol, ou implantation par rapport aux limites séparatives.

**Le PLU de Bormes est particulièrement sensible à l'entrée en vigueur de la Loi ALUR :**

- Par la suppression des COS que l'on trouve dans la majorité des zones Urbaines qui sont réglementées par un COS (Zones UB, UC, UD, UE, 1AUA et 1AUB)
- Par la suppression des superficies minimales : certains secteurs de la zone UD sont également concernés par des superficies minimales (Zones UDb, UDcp et UDd) qu'elles soient paysagères ou liées à l'assainissement non collectif.
- Par la modification des possibilités d'extension des constructions dans les zones agricoles (A) et naturelles (N). Une réflexion doit être menée pour mettre en conformité les règles du PLU afin d'identifier éventuellement des secteurs de taille et de capacité d'accueil limité (STECAL) et de prendre en compte la Loi d'Avenir pour l'Agriculture.

**L'Arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Marseille invalide certaines dispositions du PLU en vigueur auxquelles la commune doit répondre dans les plus brefs délais :**

- Suppression des emplacements réservés n° 12, 12b, 13, 175, 183 et 186.
- Reprendre la réglementation des exhaussements et affouillements de la zone Ai en limitant leurs profondeurs et leurs hauteurs.
- Mise à jour du zonage et du règlement sur le secteur UBc du Ginget suite au retour en vigueur du POS partiel.

**La mise en œuvre du PLU :** de façon opérationnelle, a été l'occasion d'identifier dans le règlement certaines problématiques d'interprétation dans l'instruction du droit des sols tout en prenant en compte du contexte communal. Il convient d'adapter et de clarifier, entre autre, la réglementation sur les hauteurs et les règles de stationnement.

**Evolution de la liste des Emplacements Réservés :**

## **MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Délibération n°2014/11/198 (suite)

- l'approbation du PPRIF par Arrêté Préfectoral du 15/01/2014 va permettre de modifier les Emplacements Réservés du PLU et les rendre compatibles aux emprises prévues dans le document Préfectoral.
- La réalisation des cessions au profit de la commune et l'élargissement de ces voiries intégrées au domaine public communal va permettre de supprimer les dits Emplacements Réservés correspondant aux voies réalisées.

### **MISE EN ŒUVRE DE LA PROCEDURE :**

La procédure de Modification prévoit la constitution d'un dossier composé :

- d'une notice explicative illustrant les modifications envisagées
- un nouveau règlement des zones modifiées
- de nouveaux documents graphiques intégrant des loupes
- la nouvelle liste des ER

Le projet de modification doit être envoyé aux Personnes Publiques Associées pour consultation qui peuvent ou non émettre un avis ou des observations.

La procédure fait l'objet d'une Enquête Publique d'une durée d'un mois, organisée par le Service Urbanisme.

Après l'avis du commissaire enquêteur et l'avis des Personnes Publiques Associées le dossier est validé ou amendé.

Puis le Conseil Municipal est saisi pour l'approbation de la Modification du PLU.

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**SEANCE DU 5 NOVEMBRE 2014**

Reçu en Préfecture le

10 NOV. 2014

**NOMBRE DE MEMBRES**

En exercice	Présents	Votants
29	24	28

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE CINQ

NOVEMBRE à 18 Heures, le Conseil Municipal de la Commune de BORMES LES MIMOSAS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur François ARIZZI, Maire de BORMES LES MIMOSAS.

Date de la convocation du Conseil Municipal : 29 octobre 2014.

**PRESENTS :** M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.

**POUVOIRS :** Mme Isabelle CANONNE à Mme Véronique GINOYER.  
M. Bernard BACCINO à Mme Christiane DARNAULT.  
M. Rabah HERHOUR à M. Philippe CRIPPA.  
Mme Rania MEKKERI à Mme Nicole PESTRE.

**EXCUSEE :** Mme Marianne LE MEUR.

**FA/VA/MF/AK – N°2014/11/199 – OBJET : MODIFICATION DU PROGRAMME D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE DU QUARTIER DE LA GARE (PAE)**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que par Délibération du 15 novembre 2010 a été instauré un Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) sur le quartier de la Gare.

Le périmètre du PAE couvre les zones UCga et UCgb- Quartier de la Gare - de la Révision Simplifiée n° 1 du POS ainsi qu'une petite partie de la zone UC - Quartier du Pont - du POS approuvé le 23 mars 1994 pour une participation de 215.23 Euros TTC / m² de SHON.

Ces secteurs étant insuffisamment équipés.

Par Délibération du 26 mars 2012 le Conseil Municipal s'est prononcé sur la modification du PAE de la Gare en application de l'Ordonnance du 16 novembre 2011 relative à la définition des Surfaces de Plancher, et a approuvé la substitution de la surface SHON par la Surface Plancher (SP) pour la participation du PAE de la Gare d'un montant de 215.23 Euros Toutes Taxes Comprises /m² de SP (valeur au 15 novembre 2010).

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée de la volonté politique de créer des logements sociaux dans le quartier de la Gare sur des terrains communaux.

Aussi il propose de modifier l'intitulé de l'Emplacement Réservé n° 141 correspondant à « Création d'un parking - Quartier de la Gare » par « Création de logements sociaux et parking public - Quartier de la Gare » sur une surface de 1 795m², terrain appartenant à la collectivité.

Cette modification n'implique aucune évolution dans le montant des équipements publics nécessaires.

Il rappelle que le montant de la participation PAE était fixé à 215.23 Euros /m² de SP et s'agissant d'une participation revenant à la commune qui ne peut percevoir de TVA, il convient de préciser qu'elle ne peut être déduite.

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Délibération n°2014/11/199 (suite)

Le PAE étant initié sur le POS approuvé le 23 mars 1994, il s'applique de fait sur le PLU approuvé le 28 mars 2011.

**Vu** le code de l'Urbanisme, notamment des articles L.332-9, L. 332-10 et L. 332-11,

**Vu** la Délibération du Conseil Municipal n° 2010/11/139 en date du 15 novembre 2010 instituant un nouveau Plan d'Aménagement d'Ensemble dit « PAE du quartier de la Gare »

**Vu** la Délibération du Conseil Municipal n° 2011/03/48 modifiant celle du 15 novembre 2014 qui approuvait le PAE du quartier de la Gare, en ce qui concerne la Surface de Plancher remplaçant la surface SHON.

**Vu** la Délibération du Conseil Municipal n° 2011/03/59 en date du 28 mars 2011 – Approbation du projet du PLU de la commune de Bormes les Mimosas

**Vu** le jugement du Tribunal Administratif de Toulon en date du 31 mai 2012 annulant la Délibération n° 2011/03/59 en date du 28 mars 2011 approuvant le PLU de la commune de Bormes les Mimosas

**Vu** l'Arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Marseille en date du 31 juillet 2014 notifié le 4 août 2014 rétablissant le PLU à l'exception de la zone UBc, des Emplacements Réservés n° 12, 12b, 13, 175, 183 et 186 et du règlement de la zone A en tant qu'il ne limite ni la profondeur des affouillements ni la hauteur des exhaussements dans le secteur Ai de Cabasson.

**Vu** l'Ordonnance de la Cour Administrative d'Appel de Marseille en date du 14 août 2014 rectifiant l'Arrêt n° 12MA03191 du 31 juillet 2014

**VU L'AVIS DE LA COMMISSION URBANISME EN DATE DU 29/10/2014**

**LE CONSEIL MUNICIPAL ENTENDU L'EXPOSE DE MONSIEUR LE MAIRE, ET APRES EN AVOIR DELIBERE**

**DECIDE**

- **DE MODIFIER** le PAE du quartier de la Gare : par l'intitulé de l'Emplacement Réservé n° 141 « Création de logements sociaux et parking public Quartier de la Gare »
- **DE PRECISER** que le montant du PAE est fixé à 215.23 Euros / m² de Surface Plancher (valeur au 15 novembre 2010).
- **DE PRECISER** que le périmètre du PAE couvre les zones UCga et UCgb ainsi qu'une petite partie de la zone UCb du PLU approuvé le 28 mars 2011 conformément au plan ci-annexé.

**VOTE : UNANIMITE (28 VOIX POUR)**

**POUR (28) :** M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, Mme Isabelle CANONNE, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Bernard BACCINO, Monsieur Rabah HERHOUR, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Rania MEKKERI, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.



Pour copie conforme,  
Le Maire,

**Signé : François ARIZZI**

This is a detailed black and white map of the urban area of Brest, France. The map shows various districts and their boundaries, labeled with codes such as UCa, UCb, UCg, UCga, 1AUA, 1AUB, UDC, AUB, and UDB. The map also includes major roads, rivers, and other geographical features. The districts are separated by thick black lines, and the map shows a dense network of streets and buildings. The map is oriented with North at the top.

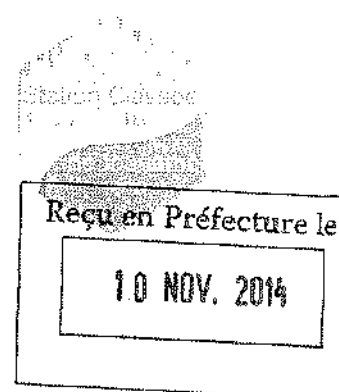


Travaux obligatoires hors zones P.A.E.



**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
SEANCE DU 5 NOVEMBRE 2014**

**NOMBRE DE MEMBRES**

En exercice	Présents	Votants
29	24	28

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE CINQ

NOVEMBRE à 18 Heures, le Conseil Municipal de la Commune de BORMES LES MIMOSAS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur François ARIZZI, Maire de BORMES LES MIMOSAS.

Date de la convocation du Conseil Municipal : 29 octobre 2014.

**PRESENTS :** M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.

**POUVOIRS :** Mme Isabelle CANONNE à Mme Véronique GINOYER.  
M. Bernard BACCINO à Mme Christiane DARNAULT.  
M. Rabah HERHOUR à M. Philippe CRIPPA.  
Mme Rania MEKKERI à Mme Nicole PESTRE.

**EXCUSEE :** Mme Marianne LE MEUR.

**FA/VA/MF/AK – N°2014/11/200 – OBJET : PRESCRIPTION DE LA REVISION GENERALE DU PLU  
DEFINITION DES MODALITES DE CONCERTATION**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que le Plan Local d'Urbanisme a été annulé par jugement du Tribunal Administratif de Toulon en date du 31/05/2012 et rétabli par arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Marseille du 31/07/2014, notifié le 04/08/2014, rectifié par Ordonnance du 14/08/2014 reçu le 18/08/2014.

Seuls ont été annulés : les Emplacements Réservés n° 12, 12b, 13, 175, 183 et 186, le règlement de la zone Ai de Cabasson qui ne limite ni la profondeur ni la hauteur des affouillements ou exhaussements et la création de la zone UBc du Ginget.

Le PLU opposable doit se conformer aux dispositions de la loi ENE (Engagement National pour l'Environnement) du 12/07/2010 dite loi Grenelle II et plus récemment à la Loi pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové du 24/03/2014 dite Loi ALUR.

Ce contexte législatif va permettre à la commune de redéfinir ses objectifs dans le cadre de la révision et de définir les modalités de concertation publique en vue d'approuver la révision du PLU avant le 27/03/2017.

**Vu** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 110, L. 121-1, L. 123-1 et suivants, R. 123-1 à R. 123-25,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la loi n° 2000-1208 du 13.12.2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU),

**Vu** la loi n° 2003-590 du 02.07.2003 relative à l'Urbanisme et l'Habitat (UH),

**Vu** la loi n°2006-872 du 13.07.2006 Engagement National pour le Logement (ENL),

**Vu** la loi n° 2010-788 du 12.07.2010 Engagement National pour l'Environnement, dite loi Grenelle II (ENE),

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Délibération n°2014/11/200 (suite)

Vu la loi n° 2014-366 du 24.03.2014 pour l'Amélioration du Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR),  
Vu la loi n° 2014-1170 du 13.10.2014 d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt

Vu la délibération d'approbation du Plan Local d'Urbanisme par le Conseil municipal le 28.03.2011,  
Vu le Jugement du Tribunal Administratif de Toulon du 31.05.2012 ayant annulé le Plan Local d'Urbanisme,  
Vu l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Marseille du 31.07.2014, notifié le 04.08.2014, rectifié par Ordonnance du 14.08.2014 reçu le 18.08.2014, ayant infirmé le Jugement du Tribunal Administratif et annulé partiellement le PLU dans la zone UBc du Ginget, le renvoyant ainsi aux dispositions du Plan d'Occupation des Sols antérieur, approuvé le 23.03. 1994, pour ce secteur

**CONSIDERANT** que la commune est couverte par un PLU partiel et un POS partiel sur la zone UCb,

**CONSIDERANT** les nouvelles dispositions en matière d'urbanisme instaurées par loi ALUR, imposant aux communes d'engager une révision générale de leur Plan d'Occupation des Sols, si elles en disposent, avant le 31.12.2015, en PLU sur l'ensemble du territoire, sous peine de caducité du Plan d'Occupation des Sols et d'un retour aux dispositions du RNU et notamment à la règle de construction limitée,

**CONSIDERANT** les dispositions de la loi Grenelle II en date du 1<sup>er</sup> juillet 2012, imposant à la commune que son Plan Local d'Urbanisme intègre ce dispositif au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2017,

**CONSIDERANT** la nécessité de démarrer une nouvelle procédure d'élaboration de Plan Local d'Urbanisme sur la base des documents règlementaires d'Urbanisme en vigueur ;

**MONSIEUR LE MAIRE PROPOSE QUE LES OBJECTIFS DE LA REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME PORTENT SUR LES ASPECTS SUIVANT :**

- Encadrer la capacité d'accueil du futur PLU pour répondre à un objectif de croissance mesurée en adéquation avec les équipements de superstructures et d'infrastructures de la commune ;
- Diversifier et rééquilibrer le parc de logements au profit des ménages qui n'ont plus les moyens de se loger sur la commune ;
- Privilégier la nouvelle offre de logements en confortement des centralités existantes dans une logique forte de modération de consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain ;
- Préserver et diversifier les activités touristiques et l'offre d'hébergement ;
- Favoriser l'implantation d'activités non soumises à la saisonnalité touristique ;
- Améliorer le fonctionnement urbain via le développement des liaisons inter quartiers, la réduction des impacts des flux de transit et le développement des modes de transport alternatifs à la voiture
- Préserver et valoriser la biodiversité via le respect des grands espaces naturels remarquables de la commune et d'espaces plus ponctuels participant au maintien des continuités ou corridors écologiques ;
- Réduire la vulnérabilité de la commune face aux risques et aux nuisances via prioritairement la lutte contre le risque incendie et le risque inondation ;
- Affirmer l'identité de la commune en préservant et valorisant un paysage et un patrimoine bâti ou non bâti exceptionnels ;
- Pérenniser et développer l'activité agricole via notamment la préservation des terres les plus fertiles et la diversification des capacités productives des filières.

**CONSIDERANT** qu'ainsi présentés les grands objectifs de la Révision générale du Plan Local d'urbanisme,  
Il convient de définir les modalités de concertation conformément à l'article L.300-2 du code de l'Urbanisme.



**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Délibération n°2014/11/200 (suite)

**MONSIEUR LE MAIRE PROPOSE QUE CETTE DEMARCHE DE PROJET DEVRA S'INSCRIRE AU SEIN D'UNE CONCERTATION PUBLIQUE ASSOCIANT ETROITEMENT LES HABITANTS DE BORMES LES MIMOSAS.**

Il est notamment prévu :

- La tenue d'un minimum de 2 réunions publiques avant l'arrêt du projet. La publicité liée à la concertation sera effectuée par les voies habituelles, à savoir affichage en mairie, site internet de la ville, bulletin municipal.
- La mise en place d'un registre d'avis et de conseil consultable et disponible aux heures habituelles d'ouverture de la mairie permettant à chaque habitant de s'exprimer sur le développement durable de la commune
- La mise en ligne sur le site internet de la commune des documents validés au fur et à mesure de l'élaboration du PLU.
- La réalisation d'une exposition publique ;
- Au moins trois articles publiés dans le bulletin municipal informant la population de l'état d'avancement des études.

**MONSIEUR LE MAIRE RAPPELLE EGALEMENT QUE :**

- **cette concertation fera l'objet d'un bilan qui sera tiré par délibération du Conseil Municipal avant l'arrêt du Plan Local d'Urbanisme**
- **conformément à l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme, un débat aura lieu au sein du conseil municipal sur "les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables", mentionné à l'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme, au plus tard deux mois avant l'arrêt du projet de PLU.**

**ENFIN, MONSIEUR LE MAIRE INFORME** que conformément aux dispositions de l'article L. 123-6 du Code de l'Urbanisme, à compter de la publication de la délibération prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme, l'autorité compétente pourra décider de **surseoir à statuer**, dans les conditions et délais prévus à l'article L. 111-8, sur les demandes d'autorisations concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan.

**CONSIDERANT** que les objectifs généraux et les modalités de concertation pour l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme ont été définis,

**VU L'AVIS DE LA COMMISSION DU 29/10/2014**

**APRES AVOIR ENTENDU L'EXPOSE DE MONSIEUR LE MAIRE ET EN AVOIR DELIBERE,**

**LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :**

- **DE PRESCRIRE** la révision générale du Plan Local d'Urbanisme.
- **D'APPROUVER** les modalités de concertation publique telles que proposées dans la présente délibération.
- **DE MANDATER** Monsieur le Maire pour diligenter et lui donner autorisation pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service nécessaire à la bonne réalisation de la procédure et l'établissement du projet d'urbanisme.
- **DE POUVOIR MOBILISER** à compter de la publication prescrivant la révision du PLU, la procédure de sursis à statuer, prévue par l'article L.123-6 dans les conditions et délais prévus à l'article L.111-8 du Code de l'Urbanisme, sur les demandes d'autorisations concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur PLU.

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Délibération n°2014/11/200 (suite)

- **DE DEMANDER**, conformément à l'article L.121-7 du code de l'Urbanisme, qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les dépenses nécessaires à la révision du PLU ;
- **D'INSCRIRE** au budget de la commune les sommes correspondant à la réalisation des études nécessaires à la révision du PLU

**La présente délibération sera notifiée :**

- **Pour association**, conformément aux articles L.121-4 et L.123-6 du Code de l'Urbanisme :
  - à Monsieur le Préfet du Var ;
  - à Monsieur le Président du Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur ;
  - à Monsieur le Président du Conseil Général du Var ;
  - à Monsieur le Président du Syndicat Mixte du Scot Provence Méditerranée ;
  - à Monsieur le Président de la Communauté de communes Méditerranée Porte des Maures ;
  - à Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var ;
  - à Monsieur le Président de la Chambre des Métiers du Var ;
  - à Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture du Var ;
  - à Monsieur le Président de l'autorité compétente en matière d'organisation des transports ;
  - à Monsieur le Président du Comité Régional Conchylicole de Méditerranée ;
- **Pour information** : en vue de l'application de l'article R.123-17 du Code de l'Urbanisme :
  - à Monsieur le Président du Centre Régional de la Propriété Forestière
- à Monsieur le Représentant de la section Régionale de l'Institut National des Appellations d'Origine Contrôlée ;
- **Pour information**, en vue de l'application de l'article L.123-8 du Code de l'Urbanisme, -
  - aux Maires des communes limitrophes,
  - aux Présidents des EPCI voisins compétents
  - aux Organismes d'habitations à loyer modéré propriétaires ou gestionnaires de logements situés sur le territoire de la commune, qui pourront être consultés à leur demande ;
- **Pour information**, en vue de l'application de l'article L.121-5 du Code de l'Urbanisme, - aux Associations agréées qui peuvent être consultées à leur demande ;
- **Pour information**, en vue de l'application de l'article L.112-1-1 du Code de l'Urbanisme,
  - à Monsieur le Président de la Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles du Var.

Conformément à l'article L.123-9-1 du Code de l'Urbanisme, la commune transmettra le projet d'aménagement et de développement durables pour avis à l'Autorité Organisatrice des Transports Urbains, dans la mesure où le Plan Local d'Urbanisme est élaboré par une commune qui n'est ni membre d'un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme ni membre d'une autorité organisatrice de transports urbains, et est située à moins de quinze kilomètres de la périphérie d'une agglomération de plus de 50 000 habitants.

Conformément aux articles R. 123-24 et R. 123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

Elle sera exécutoire à compter de la date de la dernière des mesures de publicité ci-après : réception en Préfecture, premier jour d'affichage en mairie, mention dans un journal diffusé dans le département.

**VOTE : UNANIMITE (28 VOIX POUR)**

**POUR (28) :** M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, Mme Isabelle CANONNE, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Bernard BACCINO, Monsieur Rabah HERHOUR, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Délibération n°2014/11/200 (suite)

BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Rania MEKKERI, Mme Christine MAUPEU  
et M. Claude FAEDDA.



Pour copie conforme,  
Le Maire,

Signé : François ARIZZI

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Délibération n°2014/11/200 (suite)

**NOTICE EXPLICATIVE****OBJET : REVISION DU PLU**

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) est un document d'urbanisme réglementaire, qui, à l'échelle communale ou intercommunale, établit un projet global d'urbanisme et d'aménagement et fixe en conséquence les règles générales d'utilisation du sol. Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) a été institué par la Loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU) du 13 décembre 2000 et est entré en vigueur le 1er janvier 2001. Il remplace le Plan d'Occupation des Sols (POS) qui se contentait de réguler l'occupation des sols.

**LA REVISION GENERALE :**

Le document d'urbanisme communal en vigueur se compose :

- d'un PLU partiel, la Cour Administrative d'Appel ayant annulé partiellement le PLU approuvé en 2011 ;
- d'un POS partiel, dans l'ancien secteur UBc du PLU comprenant les lieux-dits Bastide-Neuve, Ginget, Qeirade, Velo de Barque et Saint Pons.

La révision générale est donc rendue obligatoire à plusieurs titres :

- Le PLU de la commune de Bormes-les-Mimosas a été approuvé le 28/03/2011 et n'est donc pas un PLU dit « Grenelisé », c'est-à-dire qu'il ne comprend pas les éléments suivants :
  - le PADD ne contient pas d'objectifs de modération de la consommation foncière ;
  - le rapport de présentation ne fait pas mention de la consommation foncière observée sur les 10 dernières années ;
  - définition et préservation de la trame verte ;
  - mise en œuvre d'une démarche d'évaluation environnementale.L'article 19 de la loi n°2010-788 (loi ENE), modifié par l'article 126 de la loi n°2014-366 (loi ALUR), impose l'intégration de ces éléments avant le 1<sup>er</sup> janvier 2017, qui ne peut s'effectuer que par une révision générale.
- L'article 135 de la loi ALUR rend caduque les Plan d'Occupation des Sols à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, avec mise en œuvre du Règlement National d'Urbanisme. Les POS mis en révision avant cette date demeurent valides jusqu'au 27/03/2017.
- Au titre de l'article L123-1 du Code de l'Urbanisme, l'élaboration d'un PLU doit couvrir l'intégralité du territoire communal.

La révision générale implique une redéfinition du projet communal. A ce titre, des objectifs doivent être définis dans la délibération, afin d'identifier les pistes de réflexion qui devront être travaillées lors de l'élaboration du PLU.

**Les objectifs de la révision portent sur les aspects suivants :**

- Encadrer la capacité d'accueil du futur PLU pour répondre à un objectif de croissance mesurée en adéquation avec les équipements de superstructures et d'infrastructures de la commune ;
- Diversifier et rééquilibrer le parc de logements au profit des ménages qui n'ont plus les moyens de se loger sur la commune ;
- Privilégier la nouvelle offre de logements en confortement des centralités existantes dans une logique forte de modération de consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain ;
- Préserver et diversifier les activités touristiques et l'offre d'hébergement ;
- Favoriser l'implantation d'activités non soumises à la saisonnalité touristique ;
- Améliorer le fonctionnement urbain via le développement des liaisons inter quartiers, la réduction

## MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS

Délibération n°2014/11/200 (suite)

des impacts des flux de transit et le développement des modes de transport alternatifs à la voiture

- Préserver et valoriser la biodiversité via le respect des grands espaces naturels remarquables de la

commune et d'espaces plus ponctuels participant au maintien des continuités ou corridors écologiques ;

- Réduire la vulnérabilité de la commune face aux risques et aux nuisances via prioritairement la lutte contre le risque incendie et le risque inondation ;
- Affirmer l'identité de la commune en préservant et valorisant un paysage et un patrimoine bâti ou non bâti exceptionnels ;
- Pérenniser et développer l'activité agricole via notamment la préservation des terres les plus fertiles et la diversification des capacités productives des filières.

### Le cadre de l'élaboration d'un PLU

L'aménagement du territoire communal de Bormes-les-Mimosas est soumis au respect du cadre réglementaire de la planification.

En effet, en application, notamment, des articles L122-1-15 et L111-1-1 du Code de l'Urbanisme, il existe une hiérarchie entre les différents documents d'urbanisme, plans et programmes qui impose un rapport de compatibilité entre eux. Ce rapport de compatibilité exige que les dispositions d'un document ne fassent pas obstacle à l'application des dispositions du document de rang supérieur.

### Le PLU de Bormes-les-Mimosas devra ainsi :

- respecter les principes édictés par la loi Littoral ;
- être compatible avec :
  - le Schéma de Cohérence Territoriale Provence Méditerranée,
  - le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Rhône-Méditerranée
- prendre notamment en compte :
  - le Schéma Régional de Cohérence Ecologique PACA,
  - le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie...
- prendre en considération toute une série d'autres plans et programmes.

L'élaboration d'un PLU s'effectue en association les Personnes Publiques Associées PPA (Etat, Conseil régional, Conseil général, Chambres consulaires...) définies au titre des articles L121-4, L123-6 et R123-17 du Code de l'Urbanisme pour les principales.

Ces PPA vont être associées durant la procédure d'élaboration et seront consultées officiellement après l'arrêt du PLU. Les PPA conseillent la commune dans leurs domaines respectifs et émettent un avis officiel sur le PLU arrêté.

Afin d'informer les PPA de la prescription de la révision du PLU, la délibération leur est notifiée.

### La procédure d'élaboration du PLU

L'élaboration d'un PLU se déroulera en cinq grandes étapes :

- **La phase de diagnostic** permet d'évaluer l'état actuel du développement de la commune et les tendances d'évolution concernant la démographie, l'économie, l'environnement, le paysage, l'habitat, les transports et les équipements.  
Le diagnostic doit retranscrire l'expression des enjeux prioritaires pour le développement de Bormes-les-Mimosas.  
Ce document peut être élaboré en tenant compte des éléments du diagnostic précédent.  
Le diagnostic comprend également un Etat Initial de l'Environnement.
- **L'élaboration du PADD** permet de définir les orientations générales d'aménagement, au regard notamment des conclusions du diagnostic et des arbitrages politiques.

## MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS

Délibération n°2014/11/200 (suite)

Au titre de l'article L123-9, ce document fait l'objet d'un débat en conseil municipal au plus tard deux mois avant l'arrêt du projet.

Les orientations d'aménagements et de programmations (OAP) complètent le PADD et définissent des orientations plus précises en termes d'habitat, d'aménagement, de transport... elles seront nécessaires à l'ouverture à l'urbanisation des zones AU, elles préciseront le projet de la commune et sont juridiquement opposables. Les futurs travaux et opérations à réaliser devront être compatibles avec leurs dispositions.

- La **traduction réglementaire** permet de transcrire les orientations générales d'aménagement (OGA) sur le plan à l'échelle cadastrale.

Le **Plan de zonage** : Carte qui spatialise les orientations du PADD, traduites par un zonage. Il délimite les différentes zones : urbaines (U), à urbaniser (AU), agricoles (A), naturelles et forestières (N).

Le **Règlement** (Article R. 123-4 du C.U) : ce document définit, pour chaque type de zone, les règles applicables en matière d'implantation et de construction. Le règlement et les documents graphiques sont opposables à toute personne publique ou privée pour l'exécution de tous travaux ou constructions.

Les **annexes** : cette dernière partie se compose des différents annexes graphiques accompagnants le PLU (plan des réseaux, plan des servitudes d'utilité publique, modalités de la concertation, etc.).

Le **rapport de présentation** : une fois le zonage validé, l'écriture du rapport de présentation débute afin de justifier les choix effectués ainsi que pour mesurer les incidences du PLU sur l'environnement et définir des mesures de réduction, de compensation et de suivi.

- Le **dossier est ensuite « arrêté »** par délibération du conseil municipal.  
Il est transmis aux personnes publiques associées PPA (EPCI, Préfecture, CG, Chambres Consulaires...) qui rendent un avis sous trois mois. Le dossier arrêté fait l'objet d'une enquête publique auprès de la population suivie par un commissaire enquêteur.  
Une fois l'enquête publique terminée, le commissaire enquêteur remet un rapport faisant la synthèse des avis des PPA et de la population. L'analyse de ce rapport permet à la commune de modifier le PLU arrêté sous couvert de justifier les modifications apportées et de ne pas remettre en cause l'économie générale du document.
- Le **PLU est alors approuvé** par délibération du conseil municipal. Une fois approuvé, le PLU entre en vigueur et toute décision d'aménagement doit alors être compatible avec les orientations du PLU.

### L'Évaluation Environnementale du PLU

L'évaluation environnementale est une démarche intégrée tout au long du projet de PLU. Elle vise à évaluer les incidences du projet de PLU sur l'environnement, et notamment les zones susceptibles d'être touchées (zones sensibles du point de vue environnemental et/ou zones de projets d'extension urbaine).

Son contenu est précisé à l'article R122-20 du Code de l'Environnement, ainsi qu'à l'article R.123-2-1 du Code de l'Urbanisme.

Dans le cas des communes situées en zone Littoral au titre de la loi Littoral du 3 janvier 1986, l'évaluation environnementale est obligatoire.

L'évaluation environnementale des documents d'urbanismes n'est pas une évaluation a posteriori des impacts une fois le document établi, mais une évaluation intégrée à l'élaboration du document, dite « ex-ante ». C'est une démarche d'aide à la décision qui prépare et accompagne la construction du document d'urbanisme, et permet de l'ajuster tout au long de son élaboration.

**Elle doit contribuer aux choix de développement et d'aménagement et s'assurer de leur pertinence au regard des enjeux environnementaux du territoire.**

Elle doit permettre de définir :

- les orientations et les objectifs environnementaux du PADD

## **MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

### **Délibération n°2014/11/200 (suite)**

- les retranscrire dans les documents réglementaires, le zonage, les orientations d'aménagement et de programmation
- d'analyser les impacts ou les incidences du document d'urbanisme au fur et à mesure qu'il se construit
- comparer des scénarios ou alternatives, et d'en vérifier la cohérence
- de contribuer aux évolutions du projet de document d'urbanisme, à l'élaboration de règles ou de dispositions pertinentes pour les éviter, les réduire, voire les compenser.

### **Etude d'incidence Natura 2000**

La commune de Bormes-les-Mimosas étant concernée par le site Natura 2000, FR9301622-La plaine et le massif des Maures, l'évaluation environnementale comprendra également une étude d'incidence sur Natura 2000.

### **La mise en œuvre de la concertation**

L'article L 300-2 du Code de l'urbanisme rend obligatoire la mise en place de la concertation tout au long de la procédure d'élaboration du PLU (depuis la prescription jusqu'à l'arrêt du PLU). L'objectif est d'associer la population durant la procédure.

Un Bilan de la concertation sera tiré avant l'arrêt du PLU par délibération du Conseil Municipal. Ce bilan précisera la manière dont les remarques et demandes des habitants ont été prises en compte, ou pourquoi elles n'ont pu l'être.

La concertation se démarque de l'enquête publique, qui n'offre qu'une possibilité d'expression qu'après l'arrêt du projet.

### **Il est notamment prévu :**

- La tenue d'un minimum de 2 réunions publiques avant l'arrêt du projet. La publicité liée à la concertation sera effectuée par les voies habituelles, à savoir affichage en mairie, site internet de la ville, bulletin municipal.
- La mise en place d'un registre d'avis et de conseil consultable et disponible aux heures habituelles d'ouverture de la mairie permettant à chaque habitant de s'exprimer sur le développement durable de la commune
- La mise en ligne sur le site internet de la commune des documents validés au fur et à mesure de l'élaboration du PLU.
- La réalisation d'une exposition publique ;
- Au moins trois articles publiés dans le bulletin municipal informant la population de l'état d'avancement des études.

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**SEANCE DU 5 NOVEMBRE 2014**

Reçu en Préfecture le

10 NOV. 2014

**NOMBRE DE MEMBRES**

En exercice	Présents	Votants
29	24	28

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE CINQ

NOVEMBRE à 18 Heures, le Conseil Municipal de la Commune de BORMES LES MIMOSAS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur François ARIZZI, Maire de BORMES LES MIMOSAS.

Date de la convocation du Conseil Municipal : 29 octobre 2014.

**PRESENTS** : M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.

**POUVOIRS** : Mme Isabelle CANONNE à Mme Véronique GINOYER.  
M. Bernard BACCINO à Mme Christiane DARNAULT.  
M. Rabah HERHOUR à M. Philippe CRIPPA.  
Mme Rania MEKKERI à Mme Nicole PESTRE.

**EXCUSEE** : Mme Marianne LE MEUR.

**FAVA/MF/AK – N°2014/11/201 – OBJET : ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE L'OPERATION « Au Cœur du Village »**

Dans le cadre de l'Opération « Au cœur du Village », après étude des dossiers de réhabilitation, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

Vu la délibération du Conseil Municipal du **24/09/01** autorisant Monsieur le Maire à signer la convention avec le PACT-ARIM et définissant le programme d'intervention de réhabilitation avec la participation communale.

Vu la délibération du Conseil Municipal du **18/02/2002** approuvant le règlement de l'Opération "Au cœur du village".

Vu la délibération du Conseil Municipal du **16/12/2002** autorisant Monsieur le Maire à signer la modification à la convention avec le Pact Arim ( Avenant n° 1 )

Vu la délibération du Conseil Municipal du **24/11/2003** autorisant Monsieur le Maire à signer la modification à la convention avec le Pact Arim ( Avenant n° 2 )

Vu la délibération du Conseil Municipal du **24/11/2003** modifiant le règlement de l'Opération « Au cœur du village »

Vu la délibération du Conseil Municipal du **31/05/2005** autorisant Monsieur le Maire à signer le renouvellement de la convention Pact-Arim/commune pour 2005, 2006, 2007

Vu la délibération du Conseil Municipal du **16/12/2007** autorisant Monsieur le Maire à signer le renouvellement de la convention Pact-Arim/commune pour 2008, 2009, 2010

Vu la délibération du Conseil Municipal du **24/01/2011** autorisant Monsieur le Maire à signer le renouvellement de la convention Pact du Var/commune pour 2011, 2012, 2013

Vu la délibération du conseil Municipal du **19/12/2013** autorisant Monsieur le Maire à signer le renouvellement de la convention Pact du Var/Commune 2014.

Vu l'avis de la Commission URBANISME REUNIE le 29 octobre 2014

Il est proposé:



## MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS

Délibération n°2014/11/201 (suite)

D'accorder une subvention d'un montant de :

- 5487 €, à FONCIA ILES D'OR, syndic représentant la copropriété LE MODERNE sise 4 boulevard République pour des travaux de ravalement des 4 façades.
- 15 931 €, à Mme CHAPEL Roseline propriétaire de 2 maisons « le Bessal » et « l'ancien patronage » 3 rue du Bessal pour des travaux de ravalement des façades et le remplacement des volets et de la porte de garage.
- « Le Bessal » : pour un montant de 10 394 Euros
- « Le Patronage » : pour un montant de 5 537 Euros

D'autoriser M. le Maire à prendre toutes dispositions, à signer tout acte ou tout document tendant à rendre effective cette décision.

Dit que les crédits sont prévus au budget Primitif 2014 à l'article 2042

VOTE : UNANIMITE (28 VOIX POUR)

POUR (28) : M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, Mme Isabelle CANONNE, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Bernard BACCINO, Monsieur Rabah HERHOUR, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Rania MEKKERI, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.



Pour copie conforme,  
Le Maire,

Signé : François ARIZZI

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**SEANCE DU 5 NOVEMBRE 2014**

Reçu en Préfecture le

10 NOV. 2014

**NOMBRE DE MEMBRES**

En exercice	Présents	Votants
29	24	28

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE CINQ

NOVEMBRE à 18 Heures, le Conseil Municipal de la Commune de BORMES LES MIMOSAS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur François ARIZZI, Maire de BORMES LES MIMOSAS.

Date de la convocation du Conseil Municipal : 29 octobre 2014.

**PRESENTS :** M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.

**POUVOIRS :** Mme Isabelle CANONNE à Mme Véronique GINOYER.  
M. Bernard BACCINO à Mme Christiane DARNAULT.  
M. Rabah HERHOUR à M. Philippe CRIPPA.  
Mme Rania MEKKERI à Mme Nicole PESTRE.

**EXCUSEE :** Mme Marianne LE MEUR.

**FA/VA/MF/AK – N°2014/11/202 - OBJET : AUTORISATION DE SIGNATURE CONCERNANT LA DECLARATION PREALABLE POUR LE REMPLACEMENT ET LA RENOVATION DES MENUISERIES EXTERIEURES DE LA MAIRIE**

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée qu'une déclaration préalable portant le n° 083 019 14 B0138 a été déposé le 08/10/2014 concernant le remplacement et la rénovation des menuiseries extérieures en bois de la Mairie.

Aussi dans le cadre de l'instruction de ce dossier il convient de donner l'autorisation à Monsieur le Maire de signer toutes les pièces du dossier de déclaration préalable.

**Vu** l'Article R.421-1-1 du code de l'Urbanisme

**Vu** l'Article 2121-29 et 2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales

**Vu** la Délibération du Conseil Municipal donnant délégation au Maire en date

**VU LA COMMISSION EN DATE DU 29/10/2014**

**LE CONSEIL MUNICIPAL ENTENDU L'EXPOSE DE MONSIEUR LE MAIRE ET APRES EN AVOIR DELIBERE,**

**DECIDE**

- **DE DONNER** autorisation à Monsieur le Maire de signer toutes les pièces du dossier de déclaration préalable pour le remplacement et la rénovation des menuiseries extérieures en bois de la Mairie.

**VOTE : UNANIMITE (28 VOIX POUR)**

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

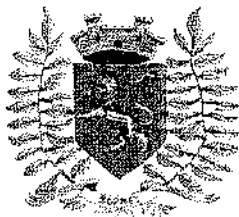
Délibération n°2014/11/202 (suite)

**POUR (28) :** M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, Mme Isabelle CANONNE, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Bernard BACCINO, Monsieur Rabah HERHOUR, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Rania MEKKERI, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.



Pour copie conforme,  
Le Maire,

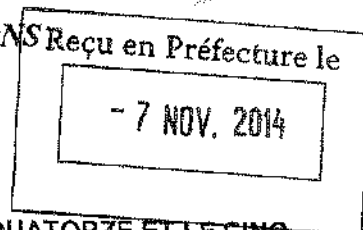
Signé : François ARIZZI

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**SEANCE DU 5 NOVEMBRE 2014**

**NOMBRE DE MEMBRES**

En exercice	Présents	Votants
29	24	28

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE CINQ

NOVEMBRE à 18 Heures, le Conseil Municipal de la Commune de BORMES LES MIMOSAS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur François ARIZZI, Maire de BORMES LES MIMOSAS.

Date de la convocation du Conseil Municipal : 29 octobre 2014.

**PRESENTS :** M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.

**POUVOIRS :** Mme Isabelle CANONNE à Mme Véronique GINOYER.  
M. Bernard BACCINO à Mme Christiane DARNAULT.  
M. Rabah HERHOUR à M. Philippe CRIPPA.  
Mme Rania MEKKERI à Mme Nicole PESTRE.

**EXCUSEE :** Mme Marianne LE MEUR.

**FAVA/MF/AK - N°2014/11/203 - OBJET : AVIS SUR LE PROJET DE CHARTE DU PARC NATIONAL DE PORT-CROS**

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée que le Parc National de Port-Cros propose aux 11 communes limitrophes d'une aire potentielle d'adhésion de se prononcer sur le projet de **Charte du Parc National de Port-Cros**.

Du fait de sa situation riveraine avec le Parc National de Port-Cros, la commune de Bormes les Mimosas se trouve dans l'Aire Potentielle d'Adhésion (APA). Cette situation permet à la commune de suivre la procédure d'élaboration de la charte et d'émettre un avis sur ce projet de charte sans s'engager.

A l'issue de la phase d'élaboration de la charte (après l'enquête publique), la commune aura à se prononcer sur son adhésion effective ou pas au Parc National.

Dans la positive, la commune adhérerait de fait aux priorités énoncées ci-dessous ainsi qu'aux orientations définies par la charte pour les 15 prochaines années.

Le projet de charte définit 6 ambitions, de ces ambitions découlent 36 orientations définies par 194 mesures.

**Les 6 ambitions sont les suivantes :**

- Préserver et mettre en valeur le patrimoine naturel, culturel et paysager littoral, maritime et insulaire,
- Préserver la biodiversité et les fonctions des milieux naturels terrestres et marins,

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Délibération n°2014/11/203 (suite)

- DE DONNER un avis défavorable au projet de Charte du Parc National de Port-Cros.
- **DE DEMANDER LA RECTIFICATION** de la carte des vocations
- **D'AUTORISER** M. le Maire à déposer cet avis auprès du commissaire-enquêteur lors de l'organisation de l'enquête publique

**VOTE : MAJORITE (26 VOIX POUR – 2 CONTRE)**

**POUR (26)**: M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, Mme Isabelle CANONNE, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Bernard BACCINO, Monsieur Rabah HERHOUR, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Rania MEKKERI, Mme Christine MAUPEU.

**CONTRE (2)** : M. Claude LEVY - M. Claude FAEDDA.



Pour copie conforme,  
Le Maire,

  
**Signé : François ARIZZI**

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
SEANCE DU 5 NOVEMBRE 2014**

Reçu en Préfecture le

10 NOV. 2014

**NOMBRE DE MEMBRES**

En exercice	Présents	Votants
29	24	28

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE CINQ

NOVEMBRE à 18 Heures, le Conseil Municipal de la Commune de BORMES LES MIMOSAS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur François ARIZZI, Maire de BORMES LES MIMOSAS.

Date de la convocation du Conseil Municipal : 29 octobre 2014.

**PRESENTS :** M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.

**POUVOIRS :** Mme Isabelle CANONNE à Mme Véronique GINOYER.  
M. Bernard BACCINO à Mme Christiane DARNAULT.  
M. Rabah HERHOUR à M. Philippe CRIPPA.  
Mme Rania MEKKERI à Mme Nicole PESTRE.

**EXCUSEE :** Mme Marianne LE MEUR.

**FA/VA/CM - N°2014/11/204 - OBJET : INFORMATION SUR LES DECISIONS PRISES PAR DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment sur ses articles L 2122-22, L 2122-23 et L 5211-10,

VU la délibération n°2014/04/29 en date du 16 avril 2014, visée par le contrôle de légalité le 18 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal a donné délégation de missions complémentaires au Maire pour intenter au nom de la commune des actions en justice ou défendre la commune dans les actions intentées contre elle ou pour les régies comptables nécessaires au bon fonctionnement des services municipaux.

VU la délibération n°2014/04/30 en date du 16 avril 2014, visée par le contrôle de légalité le 18 avril 2014, définissant les domaines dans lesquels Monsieur le Maire pourra intenter au nom de la commune des actions en justice ou défendre celle-ci dans les actions intentées contre elle,

En conséquence, Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal des décisions suivantes prises en application de cette délégation :

**Décision n°2014/10/179** en date du 3 octobre 2014, reçue en Préfecture le 6 octobre 2014, portant création d'un tarif dans le cadre de la manifestation SANTO COUPO.

**Décision n°2014/10/180** en date du 6 octobre 2014, reçue en Préfecture le 7 octobre 2014, portant création d'un tarif dans le cadre d'une location communale.

**Décision n°2014/10/181** en date du 23 octobre 2014, reçue en Préfecture le 23 octobre 2014, suite à la requête enregistrée le 25 septembre 2014 sous le n°1403509-1 présentée par Monsieur THABAUT Serge auprès du Tribunal Administratif de TOULON, tendant à l'annulation de la

**MAIRIE DE BORMES LES MIMOSAS**

Délibération n°2014/11/204 (suite)

décision tacite de rejet de la demande de permis de construire n°0831913B0101, émise par la commune de BORMES LES MIMOSAS, en date du 22 avril 2014.

**Décision n°2014/10/182** en date du 23 octobre 2014, reçue en Préfecture le 23 octobre 2014, suite à la requête enregistrée le 22 septembre 2014 sous le n°1403503-1 présentée par l'Association de Défense de l'Environnement de Bormes et du Lavandou, représentée par Madame LAFONTAINE, auprès du Tribunal Administratif de TOULON, demandant d'une part, de STATUER sur le Permis de Construire TACITE n° 08301913B0101 dont se prévaut M. THABAUT et de le juger infondé et d'autre part, d'ANNULER, au cas où l'existence d'un permis tacite serait admis par le Tribunal.

**Il s'agit d'une simple information de l'assemblée délibérante ne donnant pas lieu à vote.**

**PREND ACTE (28) :** M. François ARIZZI, Mme Christiane DARNAULT, M. Jacques BLANCO, Mme Magali TROPINI, M. Daniel MONIER, Mme Isabelle CANONNE, M. Alain COMBE, Mme Catherine CASELLATO, M. Philippe CRIPPA, M. Claude LEVY, M. Janik MASSELLO, M. Patrice CHATAGNIER, Mme Josiane MAGREAU, Mme Geneviève RE, Mme Véronique PIERRE, Mme Véronique GINOYER, M. Bernard BACCINO, Monsieur Rabah HERHOUR, M. Jérôme MASSOLINI, Mme Sandrine EMERIC, Mme Stéphanie OLIVIER, M. Aurélien MOIGNARD, M. Joël BENOIT, M. André DENIS, Mme Nicole PESTRE, Mme Rania MEKKERI, Mme Christine MAUPEU et M. Claude FAEDDA.



Pour copie conforme,  
Le Maire,

Signé : François ARIZZI

**DECISION DE M. LE MAIRE**  
**NOVEMBRE 2014**





VILLE FLEURIE "4 FLEURS" – FLEUR D'OR  
FRANCE STATION NAUTIQUE "3 ETOILES"  
MEDAILLE D'OR AU CONCOURS EUROPEEN  
DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS  
LAUREAT NATIONAL MARIANNE D'OR

DIRECTION GENERALE DES SERVICES  
FAVA/CM

Reçu en Préfecture le

26 NOV. 2014

## DECISION N°2014/11/205

Portant désignation d'un avocat au Tribunal Administratif de TOULON

Nous, François ARIZZI, Maire de BORMES LES MIMOSAS,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (partie législative), et les articles 2122-22 alinéa 16 et 2122-23,

**VU** la délibération N°2014/04/29 du 16 avril 2014, visée par le Contrôle de Légalité en date du 18 avril 2014, portant délégation de missions complémentaires au Maire,

**VU** la délibération du Conseil Municipal N°2014/04/30 du 16 avril 2014, visée par le Contrôle de Légalité en date du 18 avril 2014, portant définition des domaines dans lesquels le Maire pourra intenter au nom de la commune des actions en justice ou défendre celle-ci dans les actions intentées contre elle,

**VU** le contexte de l'affaire et les faits reprochés à la commune par Monsieur COURME, il apparaît qu'à la suite de travaux de réfection de la rue Carnot en 2006, ses deux caves ont subi d'importantes et répétitives infiltrations d'eau dues à un dysfonctionnement dans le revêtement de la chaussée qui a entraîné une détérioration de la voûte supportant la façade,

**VU** la requête déposée le 8 juillet 2014 auprès du Tribunal Administratif de TOULON en suite du rapport d'expertise de M. DE NADAÏ par laquelle Monsieur COURME souhaite que les travaux préconisés par l'expert soient à la charge de la commune,

### DECIDONS

**ARTICLE 1 :** Maître Eric DRAGONE, avocat au barreau de TOULON, est désigné pour défendre les intérêts de la commune dans le cadre de l'affaire susvisée.

**ARTICLE 2 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de BORMES LES MIMOSAS, le Trésorier Municipal, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera inscrite dans les communications lors de la prochaine réunion obligatoire du Conseil Municipal.

A Bormes les Mimosas, le 24 novembre 2014

Pour copie conforme,  
Le Maire,



Signé : François ARIZZI